PER
S·339
BAnQ

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES PROFESSEURS D'HISTOIRE DU QUÉBEC

TRACES



Chevaliers teutoniques • Histoire des Juifs du Québec • Histoire parlementaire par la bande dessinée • Insoumis de l'Empire britannique • Analyse des œuvres d'art en classe

ISSN 0225-9710

HIVER 2018
VOLUME 56 – NO 1



MCpl Vincent Carbonneau, Rideau Hall © OSGG, 2017.

LES PRIX D'HISTOIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL POUR L'EXCELLENCE EN ENSEIGNEMENT

VOUS AVEZ UNE APPROCHE ORIGINALE POUR ENSEIGNER L'HISTOIRE CANADIENNE? NOUS VOULONS LA CONNAÎTRE!

La Société Histoire Canada est à la recherche des meilleurs professeurs d'histoire canadienne au pays. Que vous ayez trois ou trente années d'expérience, la Société veut souligner le leadership et l'esprit innovateur des enseignants qui transmettent aux jeunes leur passion pour le passé.

SIX LAURÉATS REÇOIVENT

- une bourse de 2 500 $;
- une seconde bourse de 1 000 $ réservée à leur école;
- une médaille décernée par la gouverneure générale;
- un voyage pour deux personnes à Ottawa afin de participer à une cérémonie officielle à Rideau Hall, assister au Forum Histoire Canada et festoyer lors du Gala Histoire en marche.

Pour de plus amples renseignements ou pour proposer un enseignant, visitez histoirecanada.ca/Prix

Canada

TD

HISTOIRE CANADA

Traces
Volume 56 no 1 • Hiver 2018

Sommaire

SPHQ

Mot du président
Raymond Bédard 3

Participation de la SPHQ aux consultations d'Élections Canada 29

Prix d'excellence de la SPHQ
Enseignant récipiendaire en 2017 35

Hommage à Madeleine Vallières
Félix Bouvier 36

Lancement du nouveau site Web de la SPHQ 38

Le 55e congrès en photos 49

Pleins feux sur l'Histoire

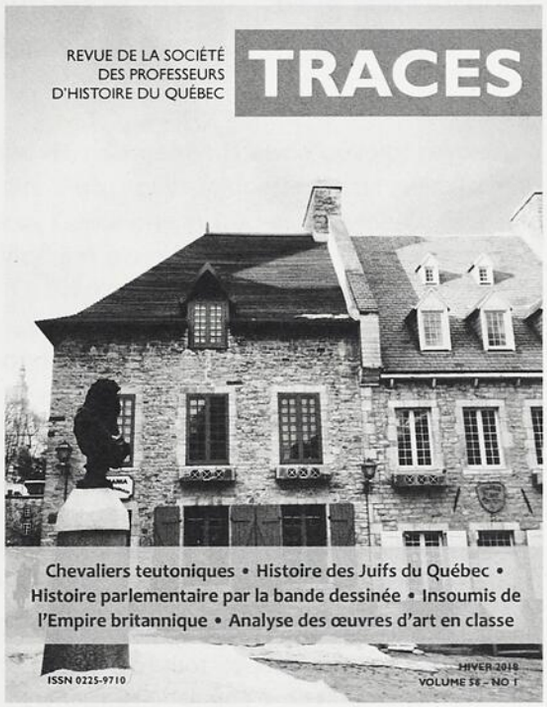
La croisade du Nord. Les chevaliers teutoniques et la christianisation de la Baltique
Jean-Claude Richard 7

L'histoire des Juifs au Québec.
Premiers arrivants et fondateurs
Pierre Anctil 21

Les insoumis de l'Empire britannique
Julie Guyot 30

Autour du livre *Amerindia : Essais d'ethnohistoire autochtone*
Roland Viau 39

En page couverture, la Place Royale à Québec avec le buste de Louis XIV. La restauration de la Place Royale remonte aux années 1970.
Photo : Raymond Bédard, 2017



Didactique en mouvement

L'enseignement par concepts en histoire selon l'expérience des enseignants
Félix Bouvier, Liliane Portelance, et al. 12

Pour une prise en compte de la dimension subjective dans l'analyse des œuvres d'art en univers social
Catinca Adriana Stan 42

Activités en classe

1792 : à main levée. Une histoire du Bas-Canada
Daniel Beaurivage et Christian Blais 15

Quoi de neuf ?

Côté livres 52

Côté musées 55

SPHQ | Société des professeurs d'histoire du Québec

La Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) a été fondée à Québec le 20 octobre 1962 à l'initiative du professeur Pierre Savard (1938-1998), secrétaire de l'Institut d'histoire de l'Université Laval, avec la complicité du professeur Marcel Trudel (1917-2011), de la même institution, et de l'abbé Georges-Étienne Proulx (1921-1998).

La SPHQ a pour mission de promouvoir l'enseignement de l'histoire au Québec, sous tous ses aspects auprès de ses membres et de la population en général, et de contribuer à assurer l'information et le développement professionnel de ses membres. À cette fin et par son expertise, elle peut mener des campagnes d'information et d'éducation, faire des représentations et des recherches concernant l'enseignement de l'histoire au Québec, développer des alliances avec d'autres organismes et prendre tout autre moyen jugé utile pour réaliser cette mission.

La revue *Traces* vise à assurer la diffusion de l'information et le développement professionnel des membres de la SPHQ. Elle se veut un outil de perfectionnement pour tous ceux que l'enseignement de l'histoire intéresse, et le promoteur de l'enseignement des sciences humaines au primaire et de l'histoire au secondaire.

Le nom *Traces* a été choisi pour rappeler les fondements de l'Histoire qui se construit à partir des preuves de la présence des humains et de leur société dans le passé. Il rejoint, en second lieu, l'empreinte particulière laissée par l'enseignement de l'Histoire sur l'individu qui le reçoit. Il évoque finalement l'action et l'influence passées et présentes de la SPHQ dans le domaine de l'Histoire et de son enseignement au Québec.

Comité de rédaction : Raymond Bédard, Félix Bouvier, Marc-André Éthier, Geneviève Goulet
Révision des textes : Suzanne Richard
Infographie : Lucie Laguë
Impression : Imprimerie des Éditions Vaudreuil, 2891, du Meunier, Vaudreuil-Dorion, Québec, J7V 8P2

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada, ISSN 0225-9710.
Envoi de publication no 40044834.
Port de retour garanti.
Date de parution : janvier 2018
Indexé dans *Repère*.

Reproduction autorisée avec mention de la source, à moins d'avis contraire.

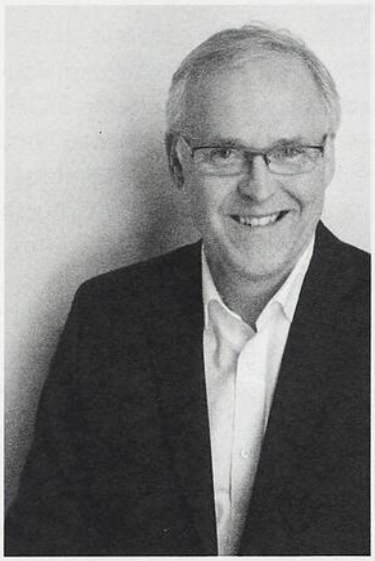
Les opinions exprimées dans les articles publiés dans ce numéro engagent la responsabilité de leurs auteurs uniquement. Les titres, textes de présentation, encadrés, illustrations et légendes sont de la rédaction.

Correspondance
Revue Traces de la SPHQ
C.P. 311
Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V 5G8
Site Internet : www.sphq.quebec

Publicité et distribution
president@sphq.quebec

Adhésion annuelle à la SPHQ avec 4 numéros
Individu : 75 $
Institution : 85 $
Retraité ou étudiant : 40 $
Frais de poste et de manutention inclus

Mot du président



Raymond Bédard
Enseignant d'histoire au 4e secondaire

L'année 2017 a été une année de changements et de développements à la SPHQ : nouveau logo et site Web, nouveaux partenariats avec Archéo-Québec et avec les magazines *Continuité* et *Cap-aux-diamants*. Elle aura aussi été une année de consolidation avec la reconduction du partenariat avec la Société des musées du Québec. Les prix d'excellence en histoire du Québec que la SPHQ décerne aux élèves de 4e secondaire et aux enseignants connaissent un plus grand rayonnement. La SPHQ demeure partenaire de l'organisme *Par ici la démocratie,* de l'Assemblée nationale du Québec, en continuant de remettre des bourses d'excellence à deux élèves s'étant démarqués lors du *Parlement des jeunes,* une simulation parlementaire.

Une nouvelle infolettre est envoyée à chaque mois pour informer les membres sur différents sujets liés à l'enseignement de l'histoire. À cela s'ajoute la page Facebook de la SPHQ qui rejoint les adeptes des médias sociaux et permet aux membres de suivre nos activités, de relayer des articles sur l'enseignement de l'histoire et de faire des commentaires.

La SPHQ, par la voix de son président et de son vice-président, Félix Bouvier, a pris la parole à quelques reprises dans les médias, la radio et la télévision, afin de répondre aux questions des journalistes sur les enjeux de l'enseignement de l'histoire du Québec, sur le programme du monde contemporain et sur le nouveau cours d'éducation financière en 5e secondaire. La SPHQ est sollicitée de plus en plus souvent par les médias lorsqu'une question liée à l'apprentissage de l'histoire fait l'actualité, comme ce fut le cas avec les révélations sur les pensionnats autochtones de la Commission vérité et réconciliation.

Élections en vue

En cette année pré-électorale au Québec, nous souhaitons que l'éducation devienne une véritable priorité pour tous les partis politiques. Le ministre de l'Éducation Sébastien Proulx, qui semble bien en selle, a multiplié les annonces d'investissements, une aide financière de 400 millions de dollars aux commissions scolaires pour l'année 2017-2018, un nouveau modèle de financement pour les élèves en difficulté, etc. Dans les prochains mois, nous verrons certainement les partis d'opposition organiser la réplique et proposer leur propre vision de l'Éducation. Espérons que les investissements promis dépasseront les compressions du régime d'austérité imposé dans le milieu de l'éducation ces dernières années.

Consultations

La SPHQ suit de près le dossier de la formation des maîtres et à cet égard a participé, avec les membres de la Coalition pour l'histoire, à une consultation de l'étude sur le sujet dont le rapport *Les enseignants québécois sont-ils prêts au retour de l'enseignement des connaissances ?* a été publié cet automne. Les auteurs Gilles Laporte, Laurent Lamontagne et Myriam D'Arcy tracent le portrait de la formation des maîtres dans les universités du Québec, font état d'une enquête réalisée auprès d'enseignants et proposent quelques recommandations pour améliorer la situation. C'est un dossier à suivre.

Au mois d'août 2017, trois membres du CA ont participé à un colloque de deux jours au Musée McCord sur l'enseignement de l'histoire organisé par Histoire Canada au cours duquel ils ont pu rencontrer des enseignants et universitaires en provenance de différentes régions du Canada. Geneviève Goulet, membre du CA de la SPHQ, a poursuivi sa collaboration avec ce groupe de travail à Ottawa au cours de l'automne.

À titre de président de la SPHQ, j'ai participé aux rencontres du comité de consultation en Monde contemporain du MEES qui ont eu lieu à Québec et à Montréal. Ce travail se poursuivra cet hiver afin de

proposer au ministre un nouveau réaménagement de ce cours de 5e secondaire, dont le temps d'enseignement a été coupé de moitié.

Attention on tourne !

La SPHQ a participé cet automne au lancement du Collectif *Je me souviens,* une série de courts métrages de fiction historique initié par le Mouvement national des Québécoises et québécois et réalisé par Babel Films (mnq.quebec/collectifjemesouviens/). Ces courts métrages, scénarisés par Michel Duchesne soulignent l'anniversaire d'événements marquants dans l'histoire du Québec, tels que le 40e de la Charte de la langue française (réalisation Rémi Fréchette), le 50e de la visite du général Charles de Gaule (réalisation Anaïs Barbeau-Lavalette) et du 400e anniversaire de l'établissement en Nouvelle-France de Louis Hébert et Marie Rollet (réalisation Martin Cadotte). D'autres films sont à venir. Voilà une façon originale d'aborder l'histoire du Québec qui peut servir d'élément déclencheur dans un cours d'histoire au secondaire. La série est diffusée sur Illico télé et web et sur la chaîne MAtv.

Trump à la Une !

L'année 2017 a été assurément celle de Donald Trump, président américain atypique, narcissique et imprévisible. Il a dominé dans les médias, hélas pas toujours pour les bonnes raisons ! Ainsi, depuis son assermentation en janvier 2017, il s'est mis à la tâche de déconstruire l'héritage Obama en procédant, entre autres, au démantèlement de l'Obama Care, et au retrait des États-Unis des accords de Paris sur l'environnement et de ceux sur la zone de libre-échange transpacifique. Sur le plan diplomatique, malgré les avertissements de la communauté internationale, Trump a réussi à se mettre à dos le monde arabe avec la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, limitant ainsi la capacité des États-Unis à être un interlocuteur crédible pour une solution pacifique des tensions entre la Palestine et Israël. Ses relations pour le moins tendues avec le leader de la Corée du Nord Kim Jung-un font peser une menace d'un conflit nucléaire sur la planète. L'utilisation excessive de Twitter pour communiquer avec la population et même avec ses propres secrétaires d'État font de ce 46e président américain, un président manifestement hors norme.

Le gouvernement canadien joue de prudence dans ses relations avec son voisin du sud dans le contexte des renégociations de l'ALENA. Le protectionnisme exacerbé des États-Unis rend cette tâche difficile pour la ministre canadienne des affaires extérieures Chrystia Freeland. Est-ce qu'une page de l'histoire économique du Canada sera tournée ? En attendant, les élèves auront l'opportunité de découvrir ce traité sous l'angle de l'histoire.

Nouveau site Web

Le 13 septembre 2017, la SPHQ lançait son nouveau site Web en collaboration avec Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire, et Réseau Archéo-Québec, lors d'une réception offerte aux membres. Une visite exclusive du site du fort Ville-Marie clôturait cet événement. La SPHQ remercie la directrice du musée, Francine Lelièvre, de nous avoir accueilli dans ce lieu emblématique de l'histoire de Montréal. Ce lancement, auquel participait une centaine de personnes, est le signe de la vitalité de la SPHQ et de notre volonté de rejoindre un nombre croissant d'intervenants du milieu de l'enseignement et de l'histoire. Un projet en lien avec notre nouveau site Web devrait se réaliser au cours de la prochaine année, soit la numérisation des bulletins de liaison et de la revue *Traces* depuis la fondation de la SPHQ.

Véronique Charlebois, membre du CA et responsable des communications, a piloté le dossier de l'implantation du nouveau site Web de la SPHQ avec rigueur et efficacité.

Anniversaires

En 1917, le gouvernement fédéral accordait le droit de vote aux femmes des soldats dans l'espoir d'obtenir leur appui électoral dans le contexte de l'application de la conscription. Les suffragettes en profitèrent pour réclamer le droit de vote pour toutes les femmes, ce qu'elles obtiendront en 1918, il y a de cela 100 ans. Mais il y aura fort à parier que le centième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, avec l'armistice de novembre, sera l'événement le plus médiatisé sur le plan des commémorations en 2018. Déjà bien documentée, la Première Guerre mondiale aura une place de choix dans les revues d'histoire. Autant de nouveaux documents pour alimenter notre enseignement.

Congrès

Le 55e congrès de la SPHQ qui s'est tenu à Salaberry-de-Valleyfield en octobre dernier fut encore un beau succès. Le nombre élevé d'ateliers offerts avec 48 conférenciers invités et le salon des exposants réunissant près de 40 kiosques ont été très appréciés des congressistes. Un gâteau pour souligner le 55e anniversaire de la SPHQ a clos avec panache ce congrès. Lors de l'assemblée générale annuelle de la SPHQ, nous avons procédé à l'élection d'une partie des membres du conseil d'administration et nous sommes heureux d'accueillir

Caroline Charest et Laurent Constantin, enseignants à la commission scolaire des Patriotes. J'aimerais remercier ceux qui nous quittent, soient : François Garceau et Gilles Tremblay jr pour leur excellente collaboration depuis plusieurs années, et plus particulièrement Madeleine Vallières, collaboratrice de longue date à la SPHQ qui, jusqu'à tout récemment, occupait le poste de trésorière, pour son travail efficace, sa grande disponibilité et sa bonne humeur communicative

À peine notre congrès d'octobre dernier est-il terminé, que l'équipe est à pied d'œuvre pour préparer celui de l'automne 2018. Le 56e congrès aura lieu à l'Hôtel Pur de Québec dans le quartier Saint-Roch, les 18 et 19 octobre 2018. Les appels de communication sont lancés afin de vous offrir à nouveau un congrès qui réponde à vos attentes tant sur le plan historique que didactique et pédagogique.

Conseil d'administration de la SPHQ 2018

- Président : Raymond Bédard (CS des Patriotes);
- vice-président : Félix Bouvier, didacticien et historien (UQTR);
- Geneviève Goulet (CS de Laval);
- Caroline Charest (CS des Patriotes);
- Véronique Charlebois (Collège Héritage de Châteauguay);
- Laurent Constantin (CS des Patriotes);
- Laurence Murray-Dugré (étudiante à la maîtrise UQTR).

Traces

Dans ce numéro d'hiver de la revue *Traces*, Jean-Claude Richard aborde les croisades sous l'angle des chevaliers teutoniques et la christianisation de la Baltique tandis que Pierre Anctil, retrace l'évolution de la présence juive au Québec. Pour sa part, Julie Guyot fait le lien entre la pensée républicaine en Irlande et au Bas-Canada en se début du XIXe siècle. Daniel Beaurivage et Christian Blais, auteurs de *1792 : à main levée,* relatent la genèse de cette bande dessinée destinée aux élèves. Roland Viau nous entretient de son livre *Amerindia* qui a reçu le prix du Gouverneur général en 2016, dans la catégorie essai. Sur le plan didactique, Catinca Adriana Stan s'interroge sur la place des œuvres d'art en univers social et en histoire et un groupe de recherche universitaire, sous la coordination de Catherine Duquette, nous présente l'état de leur recherche sur l'enseignement par concepts. Félix Bouvier rend hommage à Madeleine Vallières, qui a quitté ses fonctions de trésorière au sein de la SPHQ à l'automne. Et pour terminer, la rubrique Quoi de neuf, côté livres et côté musées.

Bonne année 2018 !

Gâteau soulignant le 55e anniversaire de la SPHQ



De gauche à droite,

Madeleine Vallières, trésorière sortante;
Raymond Bédard, président;
Gilles Tremblay Jr, membre sortant du CA;
Caroline Charest, nouvelle membre du CA;
Félix Bouvier, vice-président;
Laurence Murray-Dugré;
Laurent Constantin, nouveau membre du CA;
Geneviève Goulet et
Véronique Charlebois, responsable des communications et nouvelle trésorière.



Activité éducative pour les élèves du secondaire

Une exploration ludique et unique de l'évolution de la société québécoise au XX[e] siècle, doublée d'un éveil aux valeurs coopératives. Accompagnés d'un guide, les élèves pourront tester leurs nouvelles connaissances en découvrant une panoplie d'artéfacts, de photographies et de vidéos d'archives.

Entrée gratuite !

Cette activité est en concordance avec les objectifs du Programme de formation de l'école québécoise et est idéale pour développer ou consolider des compétences en lien avec le cours *Histoire et éducation à la citoyenneté.*

Principaux thèmes abordés

La Grande Dépression et ses conséquences au Québec

- La dépendance au marché américain
- La misère rurale et le chômage
- L'interventionnisme

La Deuxième Guerre mondiale et les transformations sociales au Québec

- L'intégration des femmes sur le marché du travail
- La prospérité économique et la consommation de masse
- Le baby-boom

La Révolution tranquille et ses effets

- La modernisation de la société québécoise
- L'affirmation nationale et l'entrepreneuriat francophone

L'indépendance des colonies

- La colonisation
- L'anticolonialisme
- Les métropoles

Édifice Desjardins
59, avenue Bégin, Lévis (Québec) G6V 4C3
418 835-2090 ou 1 866 835-2090, poste 5566400
shad@desjardins.com

Desjardins
Société historique
Alphonse-Desjardins

Crédit photo : Créations Fée Orange

La croisade du Nord

Les chevaliers teutoniques et la christianisation de la Baltique

Jean-Claude Richard
Professeur d'histoire et didacticien retraité

L'une des manifestations les plus spectaculaires du dynamisme et de la vitalité de la chrétienté latine au Moyen Âge a été sans conteste le phénomène des croisades
Henry Bogdan

Le concept de croisade

Les croisades ! On entend ce mot et, soudainement, de fabuleux personnages, tels Godefroy de Bouillon, Richard Cœur de Lion, Frédéric Barberousse et d'autres preux chevaliers montés sur de fougueux destriers, surgissent dans notre imaginaire et se lancent à la reconquête des Lieux saints de la Palestine occupés par les Sarrasins. Certains, plus cyniques, songent plutôt à des exploits moins glorieux comme, par exemple, le sac de Constantinople. Très peu, toutefois, pensent à l'extermination des Cathares du Languedoc et encore moins à l'expansion du christianisme vers le nord de l'Europe. Et pourtant, toutes ces campagnes constituent des croisades.

Le terme de croisade, nous dit en effet l'historien Henry Bogdan, spécialiste de l'Europe de l'Est, « s'applique à toute entreprise militaire déclenchée à l'initiative de l'Église et plus précisément de la papauté et organisée sous son contrôle, dont la finalité est soit la libération d'un territoire chrétien ou anciennement chrétien tombé sous la domination des infidèles [...] soit l'extension du monde chrétien en direction de pays contigus dont les populations demeurées hors de la catholicité constituent pour elle une menace réelle [...] ». Toutes ces caractéristiques s'appliquent parfaitement aux activités menées en Europe par les chevaliers teutoniques au cours du XIIIe siècle.

Les chevaliers teutoniques

Des origines nébuleuses

Les chevaliers teutoniques sont les troisièmes dans l'ordre d'apparition des Ordres de moines-soldats, comme celui des Templiers (1119) ou des Hospitaliers de Saint-Jean (1158), qui sont nés en Palestine, au moment des Croisades, dans le but d'accueillir, d'héberger, de soigner et, plus tard, de protéger les pèlerins et les croisés qui affluaient dans la région.

Les experts ne s'entendent pas sur l'origine des chevaliers teutoniques. Certaines sources voient en eux les descendants des Frères de l'hôpital de Sainte-Marie-de-Jérusalem qui, sous l'autorité des Hospitaliers, s'occupaient des pèlerins allemands dans un hôpital et un hospice situés à Jérusalem au milieu du XIIe siècle. D'autres sources situent plutôt leur naissance en 1191, au moment du siège de Saint-Jean-d'Acre. Un hôpital de campagne germanique installé dans le camp des croisés et transporté ensuite à l'intérieur de la ville après sa capitulation serait devenu, pour des raisons de protection, l'ordre militaro-religieux de Sainte-Marie des Teutoniques.

Nous savons toutefois que, le 19 février 1199, le pape Innocent III a reconnu l'*Ordo Sanctae Mariae Teutonicorum*.

Semblables et différents

Les chevaliers teutoniques, qui adoptent les rites religieux et le mode militaire des Templiers et prennent modèle sur les Hospitaliers pour leurs activités de charité et d'assistance, s'impliquent intensément dans la défense de la Terre sainte. Ils se distinguent toutefois des autres ordres d'une part en se montrant très ouverts envers la civilisation musulmane et faisant régulièrement appel à la diplomatie pour atteindre leurs objectifs et, d'autre part, en intervenant en Europe, partout où la chrétienté était réellement ou potentiellement menacée. Ce sont leurs campagnes européennes que je vous propose de survoler.

La Baltique

Le territoire

Les principaux événements qui marquèrent les activités

de l'Ordre Teutonique se déroulèrent entre l'Oder et le golfe de Finlande.

Les auteurs décrivent une région ouverte sur les côtes sablonneuses et très découpées de la mer Baltique; une région sauvage, aride, inhospitalière; une région d'origine glaciaire parsemée d'une multitude de lacs et d'étangs blottis dans la forêt boréale; une région sillonnée de nombreux cours d'eau parmi lesquels se trouve le cours inférieur d'importants fleuves comme la Vistule ou la Dvina.

À l'époque, ce territoire est borné à l'ouest par le Saint-Empire romain germanique, au nord-ouest par le Danemark, au sud par la Pologne et à l'est et au sud-est, par les principautés russes groupées autour du grand-prince de Kiev. Si les princes russes convoitent la région principalement pour s'ouvrir un accès à la mer Baltique, les autres États désirent surtout enrayer les menaces qu'ils subissent de la part des populations locales et, par la même occasion, propager le christianisme.

Les populations

La contrée est depuis très longtemps occupée par diverses peuplades. On trouve d'abord les Borusses, aussi nommés Prussiens, installés depuis le IV^e^ siècle entre la Vistule et le Niémen. C'est un peuple de guerriers et de chasseurs pratiquant une agriculture primaire, dont la langue s'apparente au letton et au lituanien. Les historiens les nomment habituellement Vieux-Prussiens pour les distinguer des Prussiens de langue germanique qui les remplaceront. Au sud et au nord du territoire des Vieux-Prussiens, on trouve les Lituaniens, les Lettons et les Estoniens, peuples de pêcheurs et d'agriculteurs qui entretiennent des liens commerciaux avec les populations chrétiennes auxquelles ils vendent du poisson séché, de la cire, du miel et, surtout, de l'ambre jaune qui abonde dans la région.

Ces peuples pratiquent une religion de type animiste en contact avec la nature, très éloignée du christianisme. L'Église catholique entreprendra très tôt de les amener à la « vraie foi ».

Premières tentatives d'évangélisation

Les premières tentatives d'évangélisation visèrent les Vieux-Prussiens et furent des échecs monumentaux. Les prédicateurs Adalbert et le moine bénédictin Bruno qui s'y risquèrent respectivement en 996 et en 1008 y employèrent des méthodes maladroites et provocatrices qui leur coutèrent la vie. Ce n'est que vers les années 1180 que les opérations reprirent, mais en Livonie cette fois, où vivent les Estoniens et les Lettons, car on trouvait les Vieux-Prussiens trop dangereux.

Le moine augustin Meinhard réussit à convertir quelques personnes et à construire une église à Uxhull, mais, après sa mort, en 1196, des révoltes éclatèrent et, en 1198, Berthold, son successeur, fut tué au cours d'un affrontement. L'Église prend alors des mesures plus énergiques pour atteindre son but.

Une première « croisade »

Le pape Innocent III nomme le jeune moine Albert de Buxhovden évêque de Livonie et lui donne la mission de « fonder au milieu des terres païennes de la Baltique un État chrétien soumis à la seule autorité pontificale ». Albert peut compter sur l'appui de Philippe de Souabe, du roi du Danemark et des Églises allemande et danoise. En octobre 1199, à la demande d'Albert, le pape publie une bulle incitant « les chrétiens de Saxe et de Westphalie » à participer à « la défense de l'église de Livonie en échange de la rémission de leurs péchés ». L'appel est entendu; la croisade est lancée. Grâce à l'aide des engagés, Albert dirige des activités à la fois missionnaires et colonisatrices et, en 1201, fonde la ville de Riga qui se développe rapidement grâce à l'arrivée de colons venus d'Allemagne.

Les chrétiens demeurent cependant isolés au milieu d'une population hostile. Albert propose donc au pape de former un ordre militaire semblable à ceux qui existent en Palestine. C'est ainsi qu'apparaît, en 1204, l'ordre religieux des Frères de la Milice du Christ, mieux connu sous le nom de chevaliers Porte-Glaive, car leur manteau blanc porte sur l'épaule une croix rouge et une épée.

Albert tente également de convertir les Estoniens, mais les habitants se montrent très hostiles. En 1211, peut-être pour sauver la face, il nomme son frère évêque d'Estonie, siège épiscopal qui conservera toutefois une existence virtuelle.

Au cours du premier quart du XIII^e^ siècle, les chrétiens maintiennent leurs tentatives de conquête et d'évangélisation des peuples païens pendant que ces derniers résistent. Les belligérants s'échangent victoires et défaites.

Les hostilités se déroulent sur deux fronts

En Livonie, les efforts des Porte-Glaive pour contrer les attaques menées par les Estoniens sont soutenus par le roi du Danemark, alors que les peuples locaux reçoivent l'aide des princes russes de Pskov et Novgorod qui n'aiment pas que leur projet d'accès à la Baltique soit menacé par la présence des moines-soldats. De 1215 à 1222, les combats qui opposent les Estoniens aux Danois, qui ont installé en 1219 un camp qui deviendra la ville de Tallin [ville des Danois, en estonien], se soldent

par une apparente défaite des Scandinaves. Les Porte-Glaive sont pour leur part presque anéantis à Fellin (1223) par les Russes et les Estoniens. La coalition russo-estonienne chasse alors les étrangers du territoire, mais les Estoniens commettent l'erreur d'attaquer les Lettons qui se rangent aux côtés des Porte-Glaive. L'offensive reprend, les Danois écrasent les Russes à Tallin et les Estoniens sont finalement battus à Tartu/Dorpat (1224). Ils capitulent en 1227 et le territoire est partagé entre les Porte-Glauve et les Danois.

Les Porte-Glaive et les Danois ont réussi à placer sous leur autorité des populations antérieurement païennes qui deviennent des serfs dans leur propre pays (Livonie et Estonie) et à mettre en place une politique d'évangélisation et de colonisation.

Ces conquêtes, toutefois, isolent les Vieux-Prussiens qui demeurent une menace permanente pour les établissements allemands de Livonie et de Poméranie ainsi que pour les principautés de Pologne du Nord.

De son côté, la Pologne, divisée en plusieurs duchés depuis 1138, est constamment soumise aux attaques des Vieux-Prussiens. Au début, elle reçoit l'aide du roi du Danemark qui obtient un certain succès, mais, en 1206, les Vieux-Prussiens envahissent la Mazovie dont le duc Conrad 1er a hérité en 1202. Le duc ne reçoit aucune aide de son frère, le roi de Pologne que des problèmes internes immobilisent. Il essaie la douceur et envoie un moine cistercien en mission de conversion. Ce dernier obtient quelques succès, mais, en 1214, pendant que le missionnaire est en voyage à Rome, les convertis sont massacrés par les Vieux-Prussiens qui envahissent encore une fois la Mazonie et dévastent également le pays de Kulm. Le pape lance une nouvelle croisade.

De 1219 à 1223, une puissante armée de croisés d'origine allemande, polonaise et danoise marche contre les Vieux-Prussiens qui feignent de se soumettre, mais reprennent les hostilités après le départ des croisés. Conrad crée l'Ordre des chevaliers du Dobrzin qui a pour mission d'évangéliser et de soumettre les Vieux-Prussiens. Mais les recrues se font rares et, en 1225, les Prussiens reprennent leurs attaques et taillent en pièces les chevaliers de Dobrzin qui tentaient de les arrêter. L'évangélisation de la Prusse a encore échoué.

Ne pouvant toujours pas compter sur l'aide de son frère, Conrad perd aussi celle du roi du Danemark, trop occupé par ses interventions en Estonie. Isolé, le duc cherche alors d'autres alliés.

Les chevaliers teutoniques à la rescousse

Au cours de l'hiver 1225-1226, Conrad de Mazovie offre le territoire de Kulm (Kulmerland) aux Teutoniques en échange de leur aide contre les Vieux-Prussiens. Le Grand Maître des Teutoniques, Herman von Salza, échaudé par une expérience de même nature en Hongrie (1211-1225) hésite.



L'expérience hongroise

En 1211, le roi André II de Hongrie est dans une situation délicate. La frontière transylvanienne, au sud-est, est menacée par les incursions des Coumans. En second lieu, son autorité est contestée par une partie de l'aristocratie. Or, il est marié à Gertrude, une princesse allemande, et il sait qu'il peut compter sur l'appui de la famille de sa femme et sur celui du pape Innocent III. Enfin, une vieille coutume hongroise incite l'État à peupler les territoires inhabités.

Il décide donc d'appeler l'Ordre Teutonique en renfort. Il leur offre un territoire (Burzenland) aux confins sud-est de la Transylvaine avec mission de le peupler et d'en faire un bastion de défense contre les menaces des Coumans. Ce don est consacré par une chartre royale qui cède ce territoire d'un seul tenant aux chevaliers teutoniques « en propriété libre et perpétuelle ».

Les Teutoniques obtiennent la totale autonomie politique et ne sont donc pas soumis au voïvode de Transylvanie; ils peuvent établir des marchés libres dont ils peuvent percevoir les taxes; ni eux ni leurs colons ne paient d'impôts; ils ont enfin le droit de battre monnaie.

En peu de temps, ils mettent en place une sorte d'État dans l'État et se lancent dans une politique d'expansion hors du territoire concédé, ce qui indispose le roi André

qui leur reproche en plus d'attirer les colons allemands installés ailleurs en Hongrie plutôt que de les recruter dans les territoires allemands et de ne pas respecter d'autres clauses inscrites dans la charte. L'Ordre résiste et se place sous la protection du pape qui considère que le territoire lui appartient. En 1225, exaspéré, André expulse l'Ordre Teutonique.

Avant d'accepter de venir en aide au duc de Mazovie, Herman von Salza, qui prétend que le roi de Hongrie a floué l'Ordre, veut s'assurer que l'histoire ne se répètera pas. Les négociations sont longues et nécessitent la participation du pape Innocent III et de l'empereur Frédéric II. Au bout du compte, l'accord entre Conrad 1er de Mazovie et le Grand Maître des chevaliers teutoniques est scellé par la charte de Kushwitz du 12 juin 1230.

La conquête des pays baltes

À compter de 1230, les chevaliers teutoniques, soutenus par le pape et l'Empereur, entreprennent la conquête systématique de la Prusse païenne. Ils sont d'autant plus motivés qu'ils ont la garantie de posséder en propre tous les territoires qu'ils pourront conquérir. L'objectif est donc clair : il s'agit d'acquérir aux dépens des païens un espace qui deviendra un territoire chrétien dominé, contrôlé et exploité par et au profit de l'Ordre germanique.

La méthode utilisée est simple et efficace : on envahit d'abord un territoire et on en soumet les habitants qui doivent choisir entre le baptême, la fuite ou la mort, on y érige une forteresse, on y installe des colons venus des provinces allemandes afin d'occuper l'espace conquis, on favorise l'arrivée de marchands et on provoque ainsi le développement d'un embryon de ville. La mainmise sur le territoire païen se déroule de façon systématique, mais se heurte à une résistance féroce des peuples concernés. Tout au long du processus, les révoltes sont nombreuses et, généralement, elles sont violemment et cruellement réprimées.

À compter de 1237, la situation se complique. Sollicités par l'évêque de Riga, les chevaliers teutoniques doivent également intervenir en Livonie pour soutenir les Porte-Glaive; ceux-ci ne parviennent pas à s'imposer aux populations locales et sont finalement intégrés par l'Ordre Teutonique. Cependant, engagés sur deux territoires, les Teutoniques sont écartelés; leurs effectifs sont en effet limités : même à leur apogée, ils n'ont jamais compté plus de 1 200 chevaliers dans leurs rangs. Les Vieux-Prussiens profitent alors de l'absence des chevaliers pour se soulever et massacrer les villages chrétiens. Ce qui provoquera une réaction vigoureuse de l'Ordre.

Les Teutoniques se heurteront aussi aux princes russes qui cherchent toujours à s'ouvrir un passage vers la mer Baltique à travers l'Estonie et la Livonie. Lors d'un affrontement majeur survenu en avril 1242, le prince russe Alexandre Nevski leur infligera, sur les glaces du lac Peïpous, une cuisante défaite qui n'aura cependant aucun impact sur le plan territorial, mais qui prouve que les moines-soldats ne sont pas invincibles.

Pendant toute la deuxième moitié du XIIIe siècle, les chevaliers teutoniques seront impliqués dans des guerres incessantes, émaillées de traités la plupart du temps non respectés, et marquées par les attaques perpétuelles des Lituaniens et des Russes.

Il faudra aux chevaliers teutoniques plus de quatre-vingts ans pour asseoir plus ou moins solidement un État teutonique englobant la Prusse et les pays baltes. Au cours de cette période, ils subiront quelques sérieuses défaites qui menaceront de les anéantir et dont ils ne réussiront à se remettre que grâce à l'aide que leur apporteront plusieurs milliers de croisés volontaires auxquels le pape accorde les mêmes privilèges que ceux dont jouissent les croisés de Terre sainte. De leur côté, les Lituaniens et les Russes continuent une lutte qui perdurera jusqu'à une défaite subie en 1348, épisode qui ne mettra toutefois pas fin à la résistance qui s'étirera tout au long du XIVe siècle.

Ce n'est qu'en 1274 que la situation se calme en Prusse. Deux ans plus tard, les Teutoniques érigent Marienbourg et, en 1291, emportés par leur soif de pouvoir, ils envahissent la rive gauche de la Vistule, ce qui indispose les Polonais à qui le territoire appartenait. Cet événement aura pour conséquence à long terme de dresser la Pologne contre l'Ordre Teutonique.

La même année, à la suite de la chute de Saint-Jean-d'Acre, en Terre sainte, l'Ordre transfère son quartier général à Vienne. En 1309, enfin, leurs activités les plus importantes se déroulant désormais en Prusse, les Teutoniques installent de façon définitive leur quartier général à Marienbourg.

Apogée

Vers le milieu du XIVe siècle, les Teutoniques assurent le développement de l'économie et de la civilisation des territoires conquis. Mais rien n'est définitif sur ces territoires immenses. Les Teutoniques doivent demeurer constamment sur leurs gardes.

De 1351 à 1435, les chevaliers teutoniques sont en lutte permanente avec les Lituaniens. En 1381, ils perdent leur principal prétexte pour s'attaquer aux Lituaniens lorsque Jagellon, l'un des chefs lituaniens, amène par une tactique habile, le peuple lituanien à se convertir. La

situation s'aggrave lorsque Jagellon, baptisé à Varsovie et qui a épousé la fille du roi de Pologne, devient roi de ce pays sous le nom de Ladislas II (1386-1434). Les Polonais s'allient alors aux Lituaniens dans leur lutte contre les chevaliers teutoniques. Les affrontements seront marqués par des actes de violence, de cruauté et de pure barbarie perpétrés par les belligérants des deux côtés.

Déclin

Au début du XV[e] siècle, les chevaliers teutoniques sont au sommet de leur puissance, mais ils sont de plus en plus impopulaires à cause de leur absence de modération et de leur despotisme. De plus, l'Ordre manque de soldats et se voit obligé d'engager des mercenaires.

En 1409, une vaste coalition anti-teutonique rassemble les Polonais, les Russes, les Lituaniens et les Tatars (30 000 hommes) auxquels se joignent des Hongrois, des Silésiens, des Bohémiens, ainsi que les ducs de Poméranie et de Mecklenbourg. Devant ce regroupement, les Teutoniques et leurs alliés sont très minoritaires.

15 juillet 1410, à Tannenberg, la coalition remporte une victoire décisive sur ses adversaires. Les conséquences territoriales sont minimes, mais le moral des chevaliers teutoniques est touché. Le pape et l'Empereur leur retirent leur appui, leur politique missionnaire est condamnée par l'Église, leur influence se disloque et leur territoire se désagrège peu à peu pour se réduire, après 1466, à la Pologne orientale, qui dépend de l'autorité du roi polonais. Marienburg est perdu et le Grand-Maître doit se réfugier à Königsberg.

Sécularisation de l'Ordre

En 1525, le Grand Maître, Albrecht de Brandebourg, cherche à échapper à l'obligation de prêter hommage au roi de Pologne. Devant les progrès du luthéranisme, il se convertit au protestantisme et sécularise l'Ordre. Il devient alors duc de Prusse, et vassal protestant du très catholique roi polonais dont il devra quand même respecter la suzeraineté.

Survivance

L'Ordre Teutonique enflammera les imaginations pendant des siècles. Les Teutoniques hanteront particulièrement les rêves d'Albert Rosenberg, l'un des principaux théoriciens du national-socialisme, né à Tallin (Revel), en Estonie. Les nazis, qui ont presque fait des chevaliers teutoniques les ancêtres des SS, ont aboli l'Ordre après l'Anschluss de 1938 et ont emprisonné ses dignitaires. L'Ordre est réapparu après la guerre et a son siège à Vienne.

L'Ordre a survécu jusqu'à aujourd'hui dans les États de langue allemande, ainsi qu'en Slovénie, en Slovaquie et en République tchèque. Il est devenu un ordre essentiellement axé sur des activités caritatives et hospitalières.

Bibliographie

Ouvrages

ALNA, A. (1966). *Rome et le Moyen Âge jusqu'en 1328*, Montréal, Hachette et Éditions du Renouveau pédagogique, p. 293.

BOGDAN, Henry (2002). *Les chevaliers teutoniques*. Paris, Perrin, collection Tempus, 227 p.

DEMURGER, Alain. *Chevaliers du Christ. Les ordres religieux-militaires au Moyen Âge*, Paris, Le Seuil, 2002.

JOBERT, Ambroise. *Histoire de la Pologne*, Collection Que sais-je ?, Paris, PUF, 1965, 128 p.

JOSSERAND, Philippe. « L'Ordre de Sainte-Marie des Teutoniques », dans Feliciano Novoa Portela et Carlos Ayala Martinez (dir.). *Le glaive et la Croix. Templiers, Hospitaliers, Chevaliers teutoniques et autres ordres militaires au Moyen Âge*, Paris, Éditions Mengès, 2008, p. 167-194.

LUTTRELL, Anthony. « L'Ordre de l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem et les chevaliers du Temple », dans Feliciano Novoa Portela et Carlos Ayala Martinez (dir.). *Le glaive et la Croix. Templiers, Hospitaliers, Chevaliers teutoniques et autres ordres militaires au Moyen Âge*, Paris, Éditions Mengès, 2008, p. 44-74.

MOUREAU, Jean-Jacques. « Les chevaliers teutoniques » dans Dominique Venner (dir.), *Les corps d'élite du passé*, Paris, Ballund, 1972, p. 19-84.

Internet

Contributeurs de Wikipédia, « Croisades baltes », *Wikipédia, l'encyclopédie libre*, https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Croisades_baltes&oldid=133760555 (Consulté le 18 janvier, 2017).

DEMURGER, Alain (Avril 2002). « De Jérusalem à la Baltique, les chevaliers Teutoniques » https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/de_jerusalem_a_la_baltique_les_chevaliers_teutoniques.asp (Consulté le 2 janvier 2016).

Futura/Sciences. « Qui étaient les chevaliers teutoniques ? » http://www.futura-sciences.com/magazines/sciences/infos/qr/d/moyen-age-etaient-chevaliers-teutoniques-5541/ (Consulté le 2 janvier 2016).

VIDALIE, Anne (2010). « Les chevaliers teutoniques », *L'Express*, 28 décembre 2010. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/l-histoire-des-chevaliers-teutoniques_947416.html (Consulté le 7 mars 2016).

L'enseignement par concepts en histoire selon l'expérience des enseignants

Félix Bouvier, **Liliane Portelance** et **Stéphanie Martineau**, UQTR,
Catherine Duquette, UQAC, **Joséphine Mukamurera**, Université de Sherbrooke, et
Annie Malo, Université de Montréal

Comme on le sait, l'enseignement-apprentissage par concepts au niveau du secondaire en histoire – et éducation à la citoyenneté – est central depuis 2005 et 2007 dans le *Programme de formation de l'école québécoise*, tant au premier qu'au deuxième cycle. La refonte majeure récente du programme d'histoire nationale du Québec et du Canada en 3e et 4e secondaires (2e cycle) n'a pas modifié cette approche didactique conceptuelle. Toutefois, pour ce cours, les concepts eux-mêmes ont été revus en profondeur pour mieux s'arrimer à l'approche chronologique mise en place pour ces deux années scolaires, d'une part. D'autre part, ces concepts doivent aussi assurer la jonction de l'histoire politique et sociale que priorise dorénavant l'approche ministérielle avec chacune des réalités sociales – époques historiques –, en accord avec ce que proposait en 2014 le Rapport Beauchemin[1].

C'est dans ce contexte global que nous avons voulu nous attarder à ce que signifie pour les praticiens le fait d'enseigner selon l'approche conceptuelle prescrite. Pour ce faire, nous avons tenu compte du cycle d'enseignement et du programme d'histoire qui est – ou était – le leur avec ses contenus disciplinaires propres. Et surtout, nous avons mené une recherche qui assure des comparaisons analytiques entre ce que vivent des enseignants expérimentés (plus de cinq années d'expérience) et des débutants (cinq années et moins d'expérience). Cette approche implique que la formation des uns et des autres, imbriquée à leur expérience d'enseignement et au nombre de réformes vécues, puisse influer sur l'enseignement des concepts qui en découle en classe d'histoire.

Contexte de recherche

Depuis 2015 et avec l'aide du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE), six chercheurs mettent en place une démarche de recherche qui vise à analyser de façon d'abord qualitative les différences d'approche et de pratique présentes au sein du corps enseignant selon l'expérience de chacun.

Plusieurs universitaires spécialistes de la didactique de l'histoire se sont penchés sur l'apprentissage par concepts[2]. Moins nombreux sont ceux qui se sont attardés à l'enseignement par concepts[3] ou encore à ce que cela peut impliquer en contexte d'insertion professionnelle[4]. À notre connaissance et sauf erreur, aucune recherche n'a porté sur des comparaisons entre enseignants plus ou moins expérimentés en regard des façons de s'approprier et d'utiliser une approche conceptuelle en histoire avec leurs élèves. Nous voulons donc contribuer à combler ce vide à la fois scientifique et professionnel.

Cela étant, de nombreuses bases scientifiques ont déjà été posées quant aux distinctions qui peuvent être faites concernant les choix didactiques, pédagogiques ou épistémologiques des enseignants selon leur expérience professionnelle. Après une recherche sur ces thèmes, nous avons récemment publié un article[5] qui en offre une synthèse reprise dans le tableau 1.

En excluant les spécificités disciplinaires liées à l'histoire générale ou nationale, qui modulent nécessairement leur enseignement, on peut constater qu'il existe plusieurs différences entre les enseignants novices et expérimentés. Ainsi, si les enseignants débutants ont habituellement reçu une formation qui inclut des notions relatives à l'enseignement-apprentissage par concepts, réussissent-ils néanmoins à mobiliser les acquis de cette formation pour accentuer le développement d'une conscience et d'une perspective historique chez les élèves ? Ou un peu à l'inverse : les enseignants plus matures pédagogiquement et plus habiles intuitivement et dans les faits en gestion de classe arrivent-ils mieux à faire « passer » cognitivement la signification historique des concepts, malgré le peu ou souvent l'absence de formation universitaire ou continue reçue à ce sujet ? Ce sont des questions dont nous voulons traiter à travers cette recherche en émergence. Pour toutes ces raisons et bien d'autres, toutes liées plus ou moins directement

Tableau 1 – Différences entre les enseignants débutants et les enseignants expérimentés selon la littérature scientifique

Débutants	Expérimentés
• Formation universitaire récente ayant traité de l'enseignement par concepts • Sont considérés comme les acteurs innovateurs • Font face à plus de contraintes professionnelles à cause de la précarité de leur emploi • Mobilisent plus difficilement leurs connaissances pédagogiques • Identifient plus difficilement les besoins des élèves ainsi que leurs connaissances antérieures • Possèdent une moins bonne connaissance des demandes curriculaires • Ont plus de difficulté à réaliser une planification de leur enseignement • Travaillent surtout leurs habiletés liées à la gestion de classe	• Formation universitaire pas toujours en lien avec la discipline d'enseignement • N'ont pas toujours accès à une formation continue portant sur l'enseignement par concepts • Emploient plus efficacement les stratégies pédagogiques et les adaptent aux contraintes professionnelles • Résistent au changement même lorsqu'ils considèrent le changement bénéfique • Sont peu conscients des pratiques didactiques et pédagogiques employées ainsi que de leurs retombées • Planifient intuitivement tout en prenant en compte les besoins et les connaissances antérieures des élèves • Mettent en priorité la progression des apprentissages des élèves • Maîtrisent les questions relatives à la gestion de classe

à l'enseignement-apprentissage par concepts en histoire, nous avons besoin d'interroger des enseignants en exercice de différentes façons.

Poursuite de la recherche

Déjà, nous avons mené des entrevues avec une vingtaine d'enseignants de nos deux catégories principales liées à leur expérience. Nous poursuivons actuellement l'analyse de données nous permettant de présenter bientôt des résultats préliminaires. Disons simplement pour l'heure que tous utilisent l'enseignement par concepts, mais que des différences significatives quant aux approches pédagogique et didactique existent.

Toutefois, nous avons besoin d'un plus grand nombre de participants-collaborateurs. C'est pourquoi nous sollicitons les lecteurs de *Traces*, qu'ils soient enseignants au secondaire ou encore conseillers pédagogiques pour qu'ils puissent nous offrir leur concours en élargissant le nombre d'entrevues téléphoniques, informatisées ou en présentiel. Cela nous permettra de bonifier nos analyses qualitatives et d'assurer aussi le caractère probant de ces analyses et synthèses.

En collaboration avec la SPHQ, nous souhaitons aller plus loin et offrir, dans le cadre du 56e congrès annuel qui aura lieu à Québec les 18 et 19 octobre 2018, des ateliers où seront présentés une synthèse élaborée de la recherche menée à ce jour. Ce sera une occasion privilégiée pour les enseignants et les chercheurs de discuter des résultats obtenus et d'échanger sur différentes facettes pratiques et théoriques de cette approche conceptuelle en enseignement de l'histoire au niveau secondaire.

Conclusion

Il nous semble crucial de bonifier et d'accentuer les partenariats entre enseignants d'histoire débutants et expérimentés, chercheurs universitaires et conseillers pédagogiques en ce qui touche à l'enseignement conceptuel et aux apprentissages, probants ou non, qu'il génère. Cela permettra d'identifier des stratégies porteuses et réalistes favorisant une appropriation mieux éclairée et davantage critique du *Programme de formation de l'école québécoise*, avec le double prisme de discriminer les cycles d'enseignement et leurs concepts, puis leurs contenus historiques particuliers. Nous souhaitons qu'un meilleur arrimage entre enseignants expérimentés et débutants puissent découler de ces échanges et analyses.

N'hésitez pas à communiquer avec nous et à nous offrir votre collaboration qui sera appréciée pour la suite des choses. Pour nous joindre : catherine.duquette@uqac.ca; liliane.portelance@uqtr.ca; et felix.bouvier@uqtr.ca.

---

1. Beauchemin, Jacques (dir.). *Le sens de l'histoire, pour une réforme des programmes d'histoire et éducation à la citoyenneté de 3e et de 4e secondaire*, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 64 p.
2. À titre d'exemples : Cariou, Didier (2006). « Étudier les voies de conceptualisation en histoire à partir des écrits des élèves. Les méthodes de recherche en didactiques », dans Perrin-Glorian, Marie-Jeanne et Yves Reuter, *Les méthodes de recherche en didactiques*, Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion,124-183; Deleplace, Marc et Daniel Niclot (2005). *L'apprentissage des concepts en histoire et en géographie : enquête au collège et au lycée*, Reims : CRDP Champagne-Ardenne; Bouvier, Félix et Sandra Chiasson-Desjardins (2013). « L'apprentissage par concepts en premier secondaire dans un cadre d'arrimage de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté », *McGill Journal of Education/Revue des sciences de l'éducation de McGill*, 48 (2), 297-316; Bouvier, Félix et Sandra Chiasson-Desjardins (2015). "Disciplinary and Conceptual Understanding Related to the Study of History by Students Ages 12 to 13 years", dans Chapman Arthur et Arie Wilschut (ed.), *Joined-Up History, New Directions in History Education Research, in International Review of History Education*, Charlotte, NC, IAP.
3. Jadoule, Jean-Louis (2015). *Faire apprendre l'histoire, Pratiques et Fondements d'une « didactique de l'enquête »* en classe au secondaire, Namur : Érasme.
4. Bouvier, Félix, Stéphane Martineau et Sandra Chiasson-Desjardins (2012). « L'enseignement par concepts au premier cycle du secondaire dans un contexte d'insertion professionnelle », *Formation et profession*, 20 (3), 80-81.
5. Duquette, Catherine, Félix Bouvier, Liliane Portelance, Stéphane Martineau, Annie Malo et Joséphine Mukamurera (2017). « L'influence de l'expérience professionnelle sur l'enseignement par concepts en histoire : une réflexion théorique », *Didactica-Historica*, vol. 3, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 74.



1792 : à main levée
Une histoire du Bas-Canada

Daniel Beaurivage, conseiller au Service des programmes éducatifs de l'Assemblée nationale

Christian Blais, historien à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale

En cette année scolaire 2017-2018, le nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada est dorénavant enseigné en 3e secondaire dans l'ensemble des écoles des réseaux public et privé des secteurs francophone et anglophone. Parmi les réalités sociales à l'étude, il y a « Les revendications et les luttes nationales » pour la période située entre 1791 et 1840. Nous signalons ici aux lecteurs de la revue *Traces* que cette histoire du Bas-Canada est également traitée dans le recueil de bandes dessinées *1792 : à main levée* réalisé par l'Assemblée nationale du Québec.

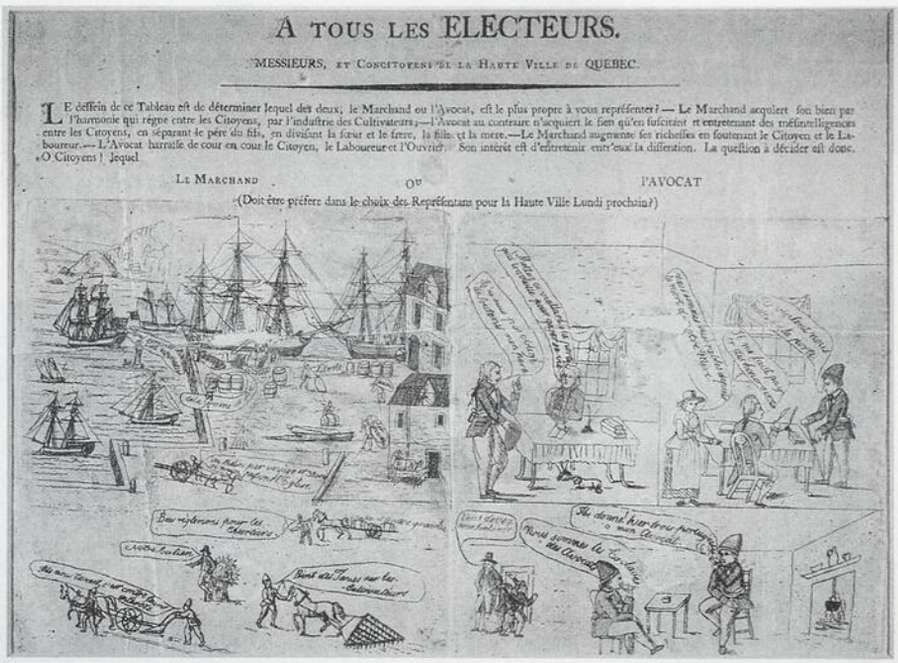
Un professeur d'histoire de 3e secondaire est d'ailleurs venu à notre rencontre lors de la 6e édition du Festival BD de Montréal. À partir des bandes dessinées du livre *1792 : à main levée*, il a conçu une situation d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) afin d'enseigner la matière au programme. Ses élèves ont particulièrement aimé cette approche. Selon lui, l'utilisation de la bande dessinée a permis de mieux faire connaître notre histoire parlementaire.

Pourquoi une bande dessinée ?

À l'occasion du 225e anniversaire des premières élections au Bas-Canada, l'Assemblée nationale a lancé, en avril 2017, le livre *1792 : à main levée*. L'idée de commémorer cet événement par le truchement du 9e art s'est imposée dès que nous avons su que la plus ancienne bande dessinée francophone connue aurait été publiée à Québec en 1792 ! Mieux encore, cette BD, intitulée *À tous les électeurs*, est réalisée durant la première campagne électorale. Incroyable, mais vrai, le parlementarisme et la bande dessinée ont le même âge au Québec !

Pour réaliser un portrait de l'histoire parlementaire du Bas-Canada dans un recueil de bandes dessinées, nous avons fait appel à Michel Giguère à titre d'expert-conseil. Depuis 1989, il enseigne la théorie et la pratique de la bande dessinée. Il conçoit et anime également les « Rendez-vous de la BD » à la bibliothèque Gabrielle-Roy de Québec depuis 2005. Avec Michel Giguère, nous avons établi la ligne éditoriale de notre publication.

Cette démarche éditoriale est à la fois simple et novatrice.



Le placard *À tous les électeurs* est imprimé à Québec par Samuel Neilson. Il s'agit de la plus ancienne bande dessinée de langue française. Elle a été publiée lors des premières élections en 1792. Cette œuvre a été réalisée vraisemblablement par le graveur d'origine allemande John George Hochstetter.

Deux candidats sont à l'origine de cet imprimé qui s'adresse aux concitoyens de la haute ville de Québec. Mathew Macnider cherche ainsi à mousser la candidature de William Grant. Tous deux seront de la première cohorte de députés en 1792.

Crédit : Bibliothèque de l'Université McGill, Collections spéciales et livres rares, Collection Lande #1934

Au lieu de miser sur une approche didactique classique, nous avons préféré entreprendre la reconstitution de « moments » mettant l'accent sur l'atmosphère, l'émotion et la mise en scène. Autrement dit, puisque nous savions déjà que chacune des bandes dessinées serait précédée d'une synthèse historique, les bédéistes n'étaient plus contraints d'expliquer l'histoire; ils avaient plutôt la liberté de raconter une histoire.

Quatre bédéistes talentueux

En 2015, l'Assemblée nationale publie un appel de candidatures afin de trouver des artistes doués et passionnés. Cent douze dossiers seront étudiés. Le choix de quatre bédéistes est guidé par la volonté de constituer un échantillon de créateurs représentatif de la pluralité de la bande dessinée québécoise actuelle. C'est dans cette perspective que nous avons retenu les services de VoRo (Vincent Rioux), VAN (Vanessa Lalonde), Vincent Giard et Réal Godbout. Nous vous les présentons ici.

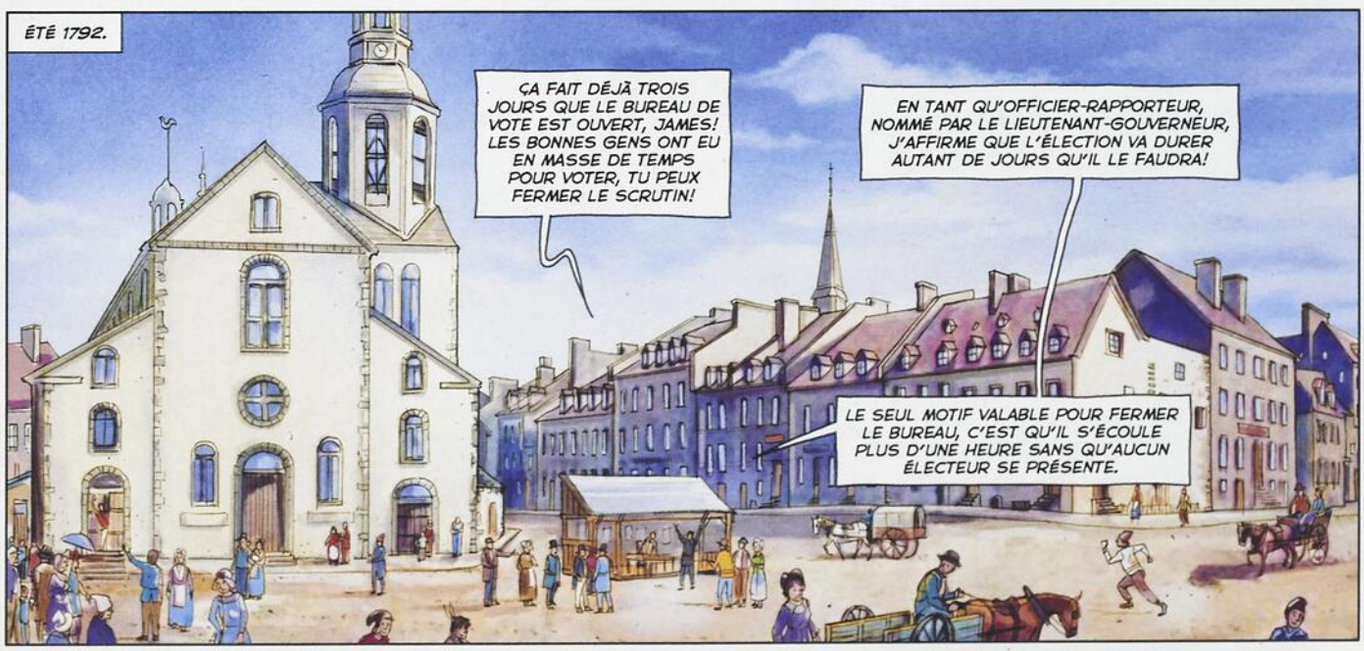


VoRo

VoRo apprend le métier d'auteur de bande dessinée en Belgique. Son premier livre, *La mare au diable*, remporte plusieurs prix en 2002. Il réalise aussi la série *Tard dans la nuit* avec Jean-Blaise Djian et collabore avec Marc Bourgne à *L'été 63*. Il travaille présentement, avec Frédéric Antoine, à la publication d'une bande dessinée intitulée *L'espion de trop*. Elle raconte l'histoire de l'espion allemand Werner von Janowski débarqué d'un sous-marin à New Carlisle en 1943. Habitué aux reconstitutions historiques, VoRo se démarque dans le registre exigeant du réalisme. La rigueur et l'esthétisme caractérisent sa démarche artistique.

VAN est la benjamine de ce quatuor. Diplômée du Département de cinéma d'animation du cégep du Vieux-Montréal en 2014, on lui décerne, la même année, la bourse du meilleur film pour *Épouvantable épouvantail*. Son talent de bédéiste est récompensé par de nombreux prix. Elle remporte le concours intercollégial CégepBD en 2010, en 2011, en 2012 et en 2014. Chose certaine, son expérience en cinéma d'animation insuffle du tonus à ses mises en scène. Ses personnages de bande dessinée se démarquent d'ailleurs par leur grande expressivité.

Vincent Giard, actif sur la scène alternative, est auteur





VAN

et éditeur de bandes dessinées. Il copilote la maison d'édition La mauvaise tête. Il dirige aussi les ateliers de la Maison de la bande dessinée de Montréal et l'équipe de dessinateurs de la revue *Liberté, Art & Politique*. Son style est unique. Les formes et les couleurs qu'il crée relèvent de la poésie visuelle. Il faut voir les bandes dessinées d'animation – un concept qui lui est propre – qu'il publie dans son site Internet (http://aencre.org/) pour mesurer l'imagination de cet artiste bien en phase avec le XXIe siècle.



Réal Godbout est un pilier de la bande dessinée québécoise depuis les années 1970. Dessinateur des séries *Michel Risque* et *Red Ketchup*, publiées à l'origine dans le magazine *Croc*, il signe également une série didactique dans le magazine *Les Débrouillards*. Depuis 1999, il enseigne la bande dessinée à l'École multidisciplinaire de l'image de l'Université du Québec en Outaouais. En 2009, il est reçu au Temple de la renommée

VINCENT GIARD







Réal Godbout



de la bande dessinée canadienne. Issu de la contre-culture, mais héritier d'Hergé, il marie un ton mordant à une parfaite clarté graphique. Ajoutons que son amour manifeste de l'histoire se transpose dans son art.

Quatre histoires à raconter

Dans le livre *1792 : à main levée*, l'histoire parlementaire du Bas-Canada est résumée en quatre épisodes chronologiques. Quatre histoires qui font revivre une époque depuis l'Acte constitutionnel de 1791, en passant par l'éveil d'une conscience démocratique chez la majorité parlementaire de la Chambre d'assemblée jusqu'aux Rébellions de 1837 et de 1838.

Le premier récit traite des élections de 1792. Dans le texte historique qui précède la bande dessinée de VoRo, il est notamment question de la création des circonscriptions électorales, du droit de vote, du déroulement des élections et des premiers députés de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada. À noter que toutes ces connaissances figurent dans le nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada. Retenons surtout que VoRo nous fait voyager dans le temps. Il parvient à nous plonger dans l'atmosphère de fête qui règne pour lors dans la colonie. Même la bande dessinée *À tous les électeurs* est mise en scène dans ce récit.

La deuxième histoire relate le débat sur les langues. Le français devient une langue parlementaire au même titre que l'anglais. Le tout est mis en contexte par la présentation du premier débat tenu à la Chambre d'assemblée : l'élection du président Jean-Antoine Panet. Le fameux discours de Michel-Eustache-Alain Chartier de Lotbinière en faveur de la langue française est ensuite présenté, de même que celui de John Richardson reflétant l'opinion de la classe marchande britannique. Une fois la scène bien campée, VAN transpose le débat sur les langues dans le groupe d'enfants des députés concernés. Par une froide journée d'hiver, en date du 22 janvier 1793, l'amitié, les chicanes de rue et les balles de neige sont au rendez-vous…

Dans la troisième histoire, la vie du député Pierre-Stanislas Bédard nous éclaire sur les tenants et les aboutissants de la politique bas-canadienne depuis ses débuts jusqu'à la crise parlementaire de 1810. Chef du Parti canadien, Bédard personnifie les principales réclamations démocratiques de la majorité parlementaire. Le Parlement cherche alors à contrôler les actions du gouvernement colonial. En riposte, le gouverneur James Henry Craig se laisse convaincre par les bureaucrates que les demandes de la Chambre d'assemblée menacent les intérêts métropolitains. Le débat se polarise. L'emprisonnement de Bédard en 1810 constitue le point essentiel de cette histoire. Vincent Giard brosse la dernière journée de prison de Bédard. Il montre que les treize mois passés derrière les barreaux ne parviennent pas à ébranler les convictions de cet homme de tête. Sa bande dessinée nous fait mieux connaître cette grande figure de la démocratie.

La dernière bande dessinée raconte le contexte entourant les 92 Résolutions de 1834. L'adoption de cette série de griefs adressés aux Communes de Londres constitue l'un des maillons forts d'une longue chaîne d'événements politiques. Le texte historique introductif dresse ainsi le portrait global des revendications et des luttes nationales des années 1810 à 1830. Le règlement de la liste civile, le contrôle des subsides et la volonté de rendre le Conseil législatif électif sont les priorités de la majorité parlementaire. Des personnages tels que Louis-Joseph Papineau et Augustin-Norbert Morin témoignent des factions radicale et modérée qui composent le Parti patriote. Cet éventail de couleurs politiques se retrouve évidemment dans la bande dessinée de Réal Godbout. Celui-ci parvient également à dépeindre une époque où, sur les chemins d'hiver, les voyages en carriole entre Montréal et Québec n'étaient pas de tout repos.

Une solide documentation historique

Dans la dernière section de *1792 : à main levée*, intitulée « Sources d'inspiration », le lecteur constate que la reconstitution des décors et des costumes portés par les habitants du Bas-Canada s'appuie sur une solide recherche documentaire. Bien que les bédéistes aient pu jouir d'une grande liberté de création, en contrepartie, il fallait que leur histoire soit campée dans un contexte propre à l'époque. Pas question de tricher avec le passé.

Vincent Giard, Réal Godbout, VAN et VoRo avaient sous les yeux une série d'œuvres d'art réalisée à l'époque du Bas-Canada. Ces portraits et paysages anciens ont servi de repères. Ils se sont notamment inspirés des œuvres de François Malepart de Beaucourt (1740-1794), d'Elizabeth Frances Hale (1774-1826), de James Pattison Cockburn (1779-1847), de Sempronius Stretton (1781-1842), de Millicent Mary Chaplin (1790-1858), de Jean-Joseph Girouard (1794-1855), de Joseph Légaré (1795-1855), de James Tingle (1801-1858), de Robert-Shore-Milnes Bouchette (1805-1879), de Charles Beauclerk (1813-1842), de William Henry Edward Napier (1829-1894) et de Cornelius Krieghoff (1815-1872).

D'une certaine manière, notre démarche rejoint le rôle attribué à l'enseignant dans le nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada. Le rôle du professeur n'est-il pas d'user de stratégies variées pour permettre aux élèves d'accéder « au sens à donner aux sources consultées et aux diverses interprétations et perspectives dans l'étude de l'histoire » ? Dans le cas particulier de *1792 : à main levée*, on comprend que les artistes du XIX[e] siècle ont nourri l'imaginaire de ceux du XXI[e]. En d'autres termes, l'art est une source au service de l'histoire.

Situation d'apprentissage et d'évaluation

Afin d'inspirer les enseignants d'histoire de 3[e] secondaire, nous présentons quelques idées de situations d'apprentissage et d'évaluation pouvant être créées à partir du livre *1792 : à main levée*.

D'entrée de jeu, un enseignant peut simplement présenter les planches de la bande dessinée de VoRo – *Les premières élections* – et demander aux élèves d'établir

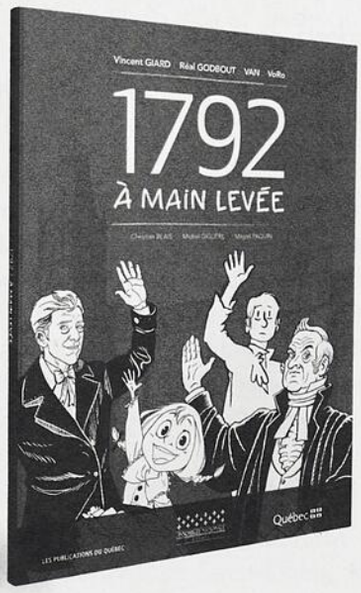
Des critiques unanimes

Le livre *1792 : à main levée* a fait l'objet de nombreuses critiques dans les médias. À l'émission *Plus on est de fous, plus on lit!* (11 avril 2017) de la radio de Radio-Canada, le rappeur et auteur Biz et l'historien Éric Bédard affirment que ce livre devrait être disponible dans toutes les bibliothèques scolaires. Cet appel a été entendu à l'Assemblée nationale. Simon Jolin-Barrette, député de Borduas, Maryse Gaudreault, députée de Hull, Sylvain Gaudreault, député de Jonquière, et Sylvain Rochon, député de Richelieu, comptent parmi les premiers parlementaires à avoir distribué *1792 : à main levée* dans les écoles de leur circonscription respective.

Pour Jean-Dominique Leduc, chroniqueur BD dans le *Journal de Montréal* (6 mai 2017), *1792 : à main levée* « évite les habituels écueils du genre et trouve un parfait équilibre entre création et matériel didactique ».

Selon Jean Siag, de *La Presse+* (6 mai 2017), il s'agit là d'un « très bel ouvrage qui éclaire nos origines parlementaires ». Image no 10

Les libraires (avril-mai 2017, n° 100), le bimestriel des librairies indépendantes, ajoute que cet ouvrage contient « quantité d'informations politico-historiques bien vulgarisées et amalgamées avec brio au 9[e] art ainsi que quatre BD contemporaines qui relatent des épisodes phares de l'histoire de la démocratie du Bas-Canada ».



Le titre de ce livre évoque à la fois le vote à main levée des députés et une technique de dessin.

des éléments de contexte. Quelles sont les conditions à respecter pour se présenter comme candidat ? Qui a le droit de vote ? Combien de députés forment la Chambre d'assemblée ? Quel est le processus électoral ? Par ailleurs, la lecture de la synthèse historique précédant la bande dessinée amène la classe à approfondir cette dernière question. La comparaison avec le contexte d'aujourd'hui peut mener à d'excellentes discussions qui aident l'élève à se positionner sur l'évolution des pratiques démocratiques.

Ensuite, après avoir introduit la bande dessinée de VAN – *Le débat sur les langues* –, l'enseignant peut lui-même arbitrer un débat sur les langues dans sa classe. La dualité linguistique vécue au Bas-Canada persiste de nos jours. L'importance relative du français et de l'anglais dans un contexte de mondialisation est d'ailleurs un sujet qui interpelle les élèves de 3e secondaire. Une telle activité permettrait à l'élève d'établir si les arguments défendus à l'époque sont toujours applicables aujourd'hui, en plus de développer des compétences de l'ordre de la communication propres au débat d'idées.

Les bandes dessinées de *1792 : à main levée* présentant divers styles graphiques, elles offrent un éventail de possibilités à des élèves à qui on proposerait de poursuivre l'œuvre des quatre bédéistes. De cette manière, l'enseignant peut suggérer à ses élèves une recherche respectant la démarche historique sur les événements découlant de l'adoption des 92 Résolutions (la réponse de Londres avec les résolutions de Russell, les assemblées populaires menées par Louis-Joseph Papineau, le rôle de l'Église dans les Rébellions, les soulèvements au Haut-Canada, etc.). Ces travaux prenant également la forme de bandes dessinées pourraient alors constituer, en quelque sorte, le tome II de *1792 : à main levée*.

Quant au catalogue raisonné présenté à la fin du livre, il constitue une source d'inspiration pour les élèves afin de bien établir les caractéristiques visuelles de l'époque. Il peut être enrichi par l'enseignant à l'aide d'images d'archives touchant directement aux nouveaux sujets traités. Un tel projet vise le développement de compétences d'ordres méthodologique et intellectuel.

Conclusion

La mission pédagogique de l'Assemblée nationale du Québec contribue, somme toute, à la formation de citoyens plus responsables, mieux informés, plus engagés et plus attachés à leurs institutions démocratiques. C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'a d'abord été conçu le site Web *Par ici la démocratie* (http://www.pariciladem ocratie.com/).

Mettant en valeur l'histoire politique, démocratique et parlementaire du Québec, *Par ici la démocratie* est une boîte à outils incontournable pour les professeurs et les élèves du secondaire. Cet espace éducatif offre du contenu vulgarisé et rigoureux, nécessaire au développement de la pensée critique et à la compréhension des fondements de la société québécoise. Une ligne du temps thématique et conviviale permet aux internautes de survoler l'histoire du Québec à travers ses principaux événements et acteurs. Et tous les textes, photos, cartes et documents d'archives présentés sont libres de droits, téléchargeables et modifiables au gré des besoins de l'utilisateur.

À cela s'ajoute maintenant le recueil *1792 : à main levée*. Il appartient aux enseignants d'utiliser cet ouvrage qui, de la première à la dernière page, présente en détail l'une des réalités sociales du nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada. Les connaissances à l'étude : « Acte constitutionnel », « Débats parlementaires », « Nationalismes », « Idées libérales et républicaines » et « Soulèvements de 1837-1838 » comptent parmi les sujets abordés dans cet album de bandes dessinées. De sorte qu'il est possible d'élaborer différentes situations d'apprentissage et d'évaluation à partir de cet album.

Bonne lecture !

L'histoire des Juifs du Québec
Premiers arrivants et fondateurs

Pierre Anctil
Historien, Université d'Ottawa

Au moment de la découverte du Nouveau Monde, aucune communauté juive n'a encore été émancipée en Europe sur la base des libertés fondamentales et les adeptes du judaïsme sont toujours l'objet de discriminations systématiques, même en France. La conjoncture est rendue encore plus difficile par l'abandon progressif des clauses favorables aux protestants français contenues dans l'édit de Nantes, qui avait été promulgué par le roi Henri IV en 1598. C'est le climat qui prévaut quand l'Amérique boréale s'ouvre au peuplement français et qu'il devient pour la première fois possible pour des Juifs de traverser l'Atlantique vers la Nouvelle-France. Or, en 1608, au moment où Champlain fonde son établissement au pied du Cap Diamant, la population juive est d'une ampleur très limitée en France. Plusieurs décrets d'expulsion et campagnes de spoliation ont marqué l'histoire juive de France au cours du Moyen Âge, dont celles de Philippe Auguste en 1182, de Philippe le Bel en 1306 et surtout de Charles VI en 1394, qui chacune décime les communautés judaïques existantes en permettant au roi de prendre arbitrairement possession des biens matériels des persécutés.

La politique d'expulsion systématique des Juifs est renouvelée en 1615 par Louis XIII, juste au moment où la Nouvelle-France apparaît dans la mire du royaume. Cette année-là, il n'y a que quelques centaines de personnes d'origine juive à Paris, dont la présence est tolérée seulement grâce à l'émission de permis temporaires. On trouve aussi en France près de 1 500 Juifs qui résident à Bordeaux et à Bayonne, et qui sont des descendants des Sépharades chassés d'Espagne un siècle plus tôt. Ces « nouveaux citoyens » échappent toutefois aux persécutions du fait d'être présumés convertis au christianisme et ils peuvent participer assez librement aux activités économiques de leur ville. En 1648, avec le traité de Westphalie, les Juifs ashkénazes d'Alsace et de Lorraine se joignent au royaume, mais ils sont très loin des ports de mer français sur l'Atlantique et ne participeront pas au modeste mouvement de population qui se dessine vers le nouveau continent. Non seulement la France ne possède qu'une masse démographique juive très limitée, mais le cardinal Richelieu décide d'exclure expressément les non-catholiques du peuplement de la Nouvelle-France, dont les Juifs. Cela se produit en 1627, au moment de la fondation de la Compagnie des Cent-Associés qui consacre le principe d'une colonie reposant sur l'encadrement exclusif d'un clergé catholique. Jusqu'à la fin du régime français, aucun Juif ne pourra officiellement faire souche dans la vallée du Saint-Laurent et aucun lieu de culte ni de sépulture judaïque ne sera toléré en Nouvelle-France.

Parce que rien n'est jamais si simple pour ce qui concerne l'identité juive, l'on peut tout de même faire l'hypothèse dans les circonstances que des individus formellement convertis, ou ne déclarant pas leurs origines, ont tout de même pu s'établir à Québec ou à Montréal avant 1759. Ces suppositions sont confirmées par le fait qu'une jeune femme répondant du nom d'Esther Brandeau débarque dans le port de Québec en 1738, bientôt formellement identifiée comme étant juive de tradition. Mais l'intendant Hocquart la renvoie en France l'année suivante après avoir tenté en vain de la convertir. De fait, il faut attendre la Conquête anglaise, et le climat de libéralisme plus avancé du régime britannique, pour qu'un petit nombre de Juifs s'établissent pour la première fois au Canada. Beaucoup sont des descendants des Sépharades établis à Amsterdam et à Londres après l'expulsion espagnole de 1492. Ils ont l'anglais comme langue maternelle et participent à des réseaux commerciaux associés à un Empire britannique en émergence. L'un d'entre eux, qui était probablement allemand d'origine et ashkénaze de tradition, s'installe à Trois-Rivières vers 1761 au milieu d'une population presque entièrement francophone : Aaron Hart. Du fait de son attitude face à la tradition juive, ce dernier sera considéré par les Juifs eux-mêmes comme le fondateur du judaïsme canadien.

Comme ses coreligionnaires nouvellement arrivés de Montréal, Québec, Berthier et Saint-Denis, Hart est un marchand qui sert d'intermédiaire entre les populations locales et les grandes maisons commerciales de Londres, New York et Boston. Il pratique un judaïsme orthodoxe, acquiert assez facilement des propriétés foncières, lance de petites entreprises industrielles et s'intègre plutôt

bien à sa société d'accueil. En 1807, un de ses fils, Ezekiel, est élu à l'Assemblée législative du Bas-Canada, ce qui n'arrivera pour la première fois au Parlement de Londres qu'en 1858. Or quand Ezekiel Hart vient l'année suivante réclamer son siège à la chambre basse du parlement à Québec, on l'empêche de prêter serment parce qu'il est juif d'origine et présumément favorable au parti anglais. La même chose se reproduit en 1809 lors d'une autre élection, suivie cette fois d'une résolution formelle de l'Assemblée indiquant que les Juifs – et donc Ezekiel Hart – ne sont pas aptes à siéger du fait de leur origine. Voulant lever le seul interdit qui se pose encore devant eux, c'est-à-dire le droit d'éligibilité, les Juifs canadiens réclament aussitôt les pleins droits civils et politiques. Ils arrivent finalement à leurs fins en 1832, quand la même Assemblée, soutenue par le Parti Patriote de Louis-Joseph Papineau, vote une loi émancipatrice. C'est vingt-cinq ans avant Londres, mais quarante ans après l'émancipation juive proclamée en 1791 par l'Assemblée constituante de Paris. Selon le recensement de 1831, la mesure touche 107 personnes dans tout le Bas-Canada et 85 à Montréal. Nous sommes toujours au tout début de l'histoire juive du Québec.

Pendant près d'un siècle et demi, soit de la conquête anglaise au tournant du XX[e] siècle, le judaïsme québécois suit un cours tranquille, qui est celui d'une population qui croît lentement et ne se distingue pas vraiment de la masse des habitants du pays. La plupart des Juifs s'associent à la classe marchande anglophone, dont ils partagent les intérêts, et peu d'hostilité s'exerce contre eux de manière explicite. Parce qu'ils sont Britanniques d'origine et loyaux à la couronne, les Juifs prennent pour modèle dans leur construction identitaire une synagogue de Londres, Bevis Marks, érigée en 1701. Ils adoptent donc le rituel sépharade et la pratique orthodoxe qui prévalent dans la capitale de l'Empire, et qu'ils jugent plus dignes sur le plan du décorum. Pendant plusieurs décennies, la congrégation *Shearith Israel* [les vestiges d'Israël], qui sera la première à être formée au Canada, ne comptera que quelques dizaines de membres. Un premier lieu de culte est érigé à Montréal en 1777, au coin des rues Saint-Laurent et Notre-Dame, qui répond aux besoins très limités de la communauté. En 1847, Abraham de Sola, un jeune homme au début de la vingtaine, et qui est né à Londres au sein d'une vieille famille sépharade, vient prendre les commandes de la congrégation *Shearith Israel* (aujourd'hui la synagogue hispano-portugaise). C'est le premier d'une longue lignée de rabbins et d'intellectuels juifs qui exerceront leurs talents dans la métropole. En 1853, de Sola commence à enseigner la langue hébraïque au McGill College, embryon de la future université. Comme il n'y a pratiquement pas de Juifs à Montréal à cette date, ses étudiants sont les futurs ministres du culte protestant pour qui la bible hébraïque est un document de première importance.

Pendant près d'un siècle, de l'arrivée de Hart à celle du jeune rabbin de Sola, les Juifs de Montréal ne reçoivent que des apports migratoires très limités d'Europe. En 1851, ils ne sont pas plus de 200 dans la ville et à peine 450 dans tout le Canada. Cela n'empêche pas certains individus de connaître le succès sur le plan commercial et financier, à une époque où Montréal commence à atteindre un statut nouveau comme capitale économique du pays. Mieux représentés depuis peu à Montréal, les Juifs rattachés au rituel ashkénaze ouvrent en 1846 une deuxième synagogue dans la ville sous le nom de *Shaar Hashomayim* [les portes du ciel]. La population juive en général progresse dans l'échelle sociale, sans vraiment subir de discrimination explicite de la part des classes dirigeantes anglophones. À partir du milieu du XIX[e] siècle, un changement de rythme est perceptible dans l'évolution du judaïsme montréalais. Ce renversement de paradigme se fait d'abord sentir par l'arrivée de plus en plus soutenue au Canada d'immigrants en provenance de l'Europe centrale et orientale. En vingt ans, soit de 1851 à 1871, la population juive de Montréal double pour atteindre le chiffre de 400, puis à nouveau au cours de la décennie qui prend fin en 1881. Cette année-là il y a près de 800 Juifs à Montréal. En 1891 ils sont 2 500, puis 7 000 en 1901. Ce sont pour la plupart des immigrants sans ressources sur le plan matériel et très peu adaptés au contexte canadien. Ils proviennent aussi de régions où la marginalisation économique des Juifs est ancrée depuis longtemps dans les mœurs et où règne une forte discrimination politique.

La Grande migration est-européenne

Au cours de la première décennie du XX[e] siècle, alors que l'immigration bat son plein partout au pays, les Juifs de culture britannique réalisent qu'ils vont être submergés par l'arrivée extrêmement soutenue de populations juives en provenance de l'Empire russe. Pour cette raison, l'affrontement entre les deux groupes revêt des proportions inattendues. Les premiers sont installés au sein de la société montréalaise et profitent depuis longtemps d'avantages économiques indéniables. Pour la plupart, ce sont des entrepreneurs et des marchands anglophones, bien au fait du fonctionnement de la société canadienne et discrets dans leurs attentes. Les seconds quittent un monde où des forces révolutionnaires affrontent avec violence une oligarchie soucieuse de ses privilèges et où règne un climat politique délétère. En Russie, les Juifs vivent sous

le coup de lois discriminatoires sévères et subissent les assauts de factions politiques antisémites soutenues par l'État.

Les progrès numériques du groupe est-européen sont si foudroyants au Canada qu'en quelques années ils en viennent à dominer complètement la judéité montréalaise. Chaque année à partir de 1904, dix mille Juifs en moyenne sont admis au pays en provenance de Russie, de Pologne et de la Roumanie. La moitié de ces populations juives nouvellement arrivées élisent domicile dans les quartiers du bas de la ville à Montréal. Le rythme de poussée est si intense qu'en 1931 le chiffre de la population juive atteint 60 000 dans la ville et 150 000 pour l'ensemble du pays. C'est le taux de progression démographique le plus rapide de toute l'histoire juive canadienne. En moins de vingt ans, le contexte est transformé de fond en comble. Le revirement survient de plus à la faveur d'une double conjoncture qu'il nous faut maintenant examiner pour bien saisir le sens et les conséquences de la Grande migration de 1904-1914. À partir de 1896, suite à l'élection de Wilfrid Laurier, le Canada met en place une politique migratoire destinée à peupler les régions inoccupées du pays, essentiellement l'Ouest canadien. Pour la première fois, les progrès de la navigation transatlantique, la construction d'un chemin de fer transcontinental canadien et l'ouverture de nouvelles provinces rendent possibles des déplacements massifs de population depuis l'Europe jusqu'en Amérique. Entre 1905 et 1915, près de deux millions de nouveaux citoyens sont admis au Canada et le pourcentage d'immigrants au sein de la population canadienne grimpe à plus de 20 % du total.

Or, il arrive de manière fortuite que ces évènements coïncident historiquement avec l'insurrection russe de 1905, soit un soulèvement spontané de toutes les classes contre l'autocratie, incluant une grande partie des Juifs de l'empire. Lorsque l'autorité du tsar est rétablie au bout de quelques mois, une répression violente s'abat sur les Juifs est-européens et un million d'entre eux prennent en quelques années le chemin de l'exil. Les énergies libérées par cette migration exceptionnelle et les arrivées intenses de personnes déplacées outre Atlantique – surtout aux États-Unis – inaugurent une nouvelle étape dans le développement du judaïsme canadien. En fait, à la lumière de cette conjoncture, il n'est pas exagéré d'affirmer que l'insurrection russe de 1905 constitue l'acte de naissance de la communauté juive montréalaise telle que nous la connaissons aujourd'hui. Pendant un demi-siècle, soit jusqu'à l'admission vers 1960 des premiers immigrants marocains, les arrivants de la Grande migration russe vont dominer par le nombre et par leurs perceptions politiques tout le judaïsme montréalais.

Le déferlement incessant des immigrants suscite pour la première fois dans la ville l'apparition d'un public prêt à consommer des produits culturels de langue yiddish. Apparaissent ainsi en quelques années à Montréal une libraire juive (1902), une troupe de théâtre yiddish (1912) – en plus de celles qui venaient régulièrement de l'extérieur de la ville – des écoles yiddish à temps



partiel (1911) et une bibliothèque ouverte à tous les Juifs (1914), toutes des institutions qui fonctionnent au profit des nouveaux venus est-européens. En 1907, un quotidien de langue yiddish est fondé dans la ville par Hirsch Wolofsky, *Der Keneder Odler* [l'aigle canadien], qui connaît tout de suite le succès. Au même moment, des syndicats très performants sont mis en place et s'intéressent aux travailleurs du vêtement féminin et masculin d'origine ashkénaze, à tel point qu'une grève générale se déclare en 1912 dans ce secteur de l'économie réunissant 5 000 ouvriers. Des synagogues et des maisons de prière surgissent un peu partout près du port, en plus des organismes caritatifs, des soupes populaires et des mouvements politiques. Vers 1905, nous rappelle le journaliste Israël Medresh dans son ouvrage intitulé *Montreal fun nekhtn* [le Montréal juif d'autrefois], le cœur de la communauté immigrante juive se trouve au coin des rues Saint-Urbain et Dorchester (aujourd'hui le boulevard René-Lévesque). Dix ans plus tard, la masse de la population est-européenne franchit la frontière de la rue Sherbrooke et pénètre sur le Plateau Mont-Royal, un quartier qu'elle occupera pendant près de trente ans. Plus que tout, cependant, la Grande migration permet le déversement à Montréal des idéaux et des aspirations sociales qui avaient animé en Russie



l'insurrection de 1905. En l'espace de quelques années, un grand nombre de mouvements révolutionnaires spécifiquement juifs prennent racine et se développent dans la ville, soutenus par les militants aguerris des révoltes qui venaient d'avoir lieu dans l'empire des tsars.

Entre deux guerres

Les années vingt et trente représentent une période de consolidation dans la vie juive est-européenne à Montréal. Le mouvement d'immigration très intense de la première décennie du XX[e] siècle prend fin en 1914 avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Les hostilités en Europe empêchent les migrants de traverser l'Atlantique et le gouvernement canadien doit penser à envoyer des Canadiens combattre sur les champs de bataille européens. Le flux reprend quand l'armistice est signé à la fin de 1918, mais il n'a plus la même force que quelques années auparavant. En moyenne, 4 000 Juifs yiddishophones entrent chaque année au pays jusqu'en 1930, au lieu de 10 000 avant les hostilités. La Grande dépression met fin presque complètement aux admissions. À partir de cette date, et pendant presque vingt ans – soit jusqu'à l'arrivée des survivants de l'Holocauste à partir de 1948 –, le Montréal juif ne peut plus compter que sur lui-même pour se développer et prospérer. Dans deux quartiers de la ville, soit Saint-Louis (55 %) et Laurier (51 %), qui correspondent aujourd'hui au Plateau Mont-Royal et au Mile-End, les Juifs forment en 1931 la majorité de la population. Dans le quartier Saint-Michel (38 %) et Saint-Jean-Baptiste (34 %), ils représentent un peu plus du tiers des résidents. Toutes ces populations se trouvent dans l'axe du boulevard Saint-Laurent, entre les rues Sherbrooke et Bernard, une zone où se concentre la grande majorité des institutions et des lieux de culte judaïques montréalais.

À l'échelle internationale, cette période se caractérise par plusieurs évènements majeurs qui affectent en profondeur les communautés juives de Montréal, dont au premier chef la Révolution russe de 1917. Ces bouleversements soulèvent chez les Juifs de Montréal une intense sympathie pour la gauche européenne, qui triomphe en Allemagne avec la république de Weimar. De nouvelles forces politiques se lèvent toutefois au même moment, en Italie en 1922 avec Mussolini et surtout en Allemagne après 1933 avec Hitler, qui menacent de réduire à rien les progrès accomplis par les Juifs de l'Ancien continent depuis la fin du XIX[e] siècle. La montée des fascismes et du nationalisme radical jette une ombre sur cette période et fait craindre le pire aux populations juives canadiennes, surtout après la promulgation en Allemagne des lois de Nuremberg en 1935 et le pogrom de *Kristallnacht* [La Nuit de Cristal] en novembre 1938. À la fin de cette période, il apparaît clairement qu'une tempête va s'abattre sur le judaïsme européen et qu'Hitler se prépare à entraîner l'Europe dans un nouveau conflit. Ces réalités d'une extrême gravité forcent les différentes factions politiques et organismes juifs présents au Québec à agir en commun pour se prémunir du choc qui s'annonce.

Au cours des années vingt et trente, deux domaines d'activité économique s'ouvrent à Montréal à la population juive nouvellement installée. Un grand nombre de yiddishophones entrent dans l'industrie de la confection comme travailleurs spécialisés ou comme petits entrepreneurs saisonniers. Selon l'étude démographique très détaillée de Louis Rosenberg publiée en 1931 sous le titre de *Canada's Jews, a Social and Economic Study of the Jews in Canada*, ce secteur occupe à lui seul plus du tiers de la main-d'œuvre juive dans la ville (35 %). Presque tous les Juifs (85 %) qui entrent dans le prolétariat à cette époque se retrouvent de fait à œuvrer dans le vêtement et dans des industries connexes comme la fourrure, le cuir et la bonneterie. Au sein de cet univers industriel bien précis, concentré au centre de l'île de Montréal, les Juifs est-européens occupent une place centrale et militent au sein de puissants syndicats qui arrivent même, au cours des années trente, à mobiliser des travailleuses canadiennes-françaises. Le militantisme, le radicalisme politique et un haut degré d'organisation – souvent inspirés de la situation en Russie – caractérisent ce milieu dont l'influence se fait sentir partout au sein de la population juive de Montréal.

Au même moment, un autre bloc au sein de la population juive de la ville s'investit dans le petit commerce (31 %) et offre ses services à l'ensemble de la population de Montréal, notamment aux Canadiens français qui souvent recherchent de la marchandise bon marché et des conditions de paiement avantageuses. Des marchands et *peddlers* juifs s'installent entre autres dans des quartiers francophones à l'est de la rue Saint-Denis, où ils entrent directement en contact avec le Canada français, sans l'intermédiaire des élites anglo-protestantes. L'association étroite des immigrants juifs avec l'industrie du vêtement et leur propension à s'engager massivement dans le commerce de détail sont en réalité des tendances héritées de l'expérience historique est-européenne ashkénaze, que les nouveaux venus réinvestissent dans leur nouveau pays au moment de l'arrivée. Les années trente représentent aussi l'âge d'or de la culture yiddish au Canada, qui fleurit avec force sur les pentes du mont Royal et donne naissance à une littérature et à des courants artistiques d'une grande intensité. Montréal devient, après New York, une des villes sur le continent où se manifeste avec le plus d'éclat l'élan créateur de la diaspora juive est-européenne. Des poètes yiddish, des cercles intellectuels et une école de peinture hautement originale émergent dans la ville, inspirés à la fois des courants est-européens et de la vie montréalaise.

Les immigrants juifs comprennent très vite que pour avancer sur le plan social et gagner en mobilité, ils doivent s'adapter au plus tôt à leur nouveau pays. Dans ce contexte particulier, l'éducation devient la passerelle qui permet aux jeunes Juifs de quitter le monde est-européen de leurs parents pour entrer dans la sphère d'influence canadienne à proprement parler. Or l'affaire ne va pas de soi, car le réseau scolaire montréalais est divisé en deux grands secteurs contrôlés par les autorités religieuses catholiques et protestantes. Les Juifs découvrent rapidement qu'ils ne possèdent en vertu de cet arrangement confessionnel aucun droit en tant qu'adeptes d'une troisième tradition religieuse. Ces difficultés légales sont d'autant plus difficiles à surmonter qu'elles sont enchâssées dans l'article 93 de la constitution canadienne de 1867. Les catholiques en particulier refusent pour des raisons doctrinales d'accueillir les tenants de la loi mosaïque dans leurs écoles et l'ensemble des enfants juifs sont dirigés, après 1903, vers les milieux scolaires protestants anglophones du bas de la ville. La décision a des répercussions incalculables, car elle prive les Juifs est-européens d'un rapport plus soutenu avec le Canada français et hâte leur anglicisation. Pendant un demi-siècle, c'est-à-dire jusqu'à la Révolution tranquille, les Juifs ashkénazes de Montréal auront le regard tourné presque exclusivement vers le Canada anglais et s'inspireront des classes dominantes anglophones dans leur progression sociale.

La période de la Grande dépression représente aussi un sommet pour ce qui a trait à l'expression de l'antisémitisme au Canada français et en particulier à Montréal. La paupérisation accélérée que subissent les couches populaires et la diffusion des notions raciales promues par l'Allemagne hitlérienne ouvrent la porte à des courants de pensée politique fortement hostiles aux Juifs, dont celui représenté par le Parti national-social-chrétien fondé par Adrien Arcand en 1934. Le Québec francophone entre dans une phase d'isolement prononcé et plusieurs porte-parole jugent que les Juifs représentent une forme de concurrence malsaine face au petit commerce canadien-français. Des campagnes visant à s'opposer à l'immigration prennent forme qui ciblent les Juifs allemands persécutés par Hitler. Dans *Le Devoir*, entre autres, des éditorialistes affirment que les Juifs sont inassimilables et véhiculent des valeurs non compatibles avec la fibre morale du christianisme. On associe notamment l'identité juive au cinéma hollywoodien, au cosmopolitisme et à l'attrait omniprésent de la modernité. Le Montréal anglo-britannique n'est guère plus ouvert à l'arrivée des migrants juifs est-européen et refuse – avec plus de discrétion il est vrai – d'accueillir ses représentants dans les hautes sphères du pouvoir politique et économique canadien. Dès la fin des années vingt, l'Université McGill met en place une politique discriminatoire face aux jeunes Juifs canadiens et tente de bloquer leur entrée dans les professions libérales.

Plongés dans la tourmente

Les tensions politiques sur la scène internationale culminent à la fin des années trente pour produire le contexte qui va mener, en septembre 1939, à l'invasion de la Pologne par l'Allemagne. L'évènement provoque le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et met en branle les forces qui vont mener à terme à la destruction du judaïsme européen. Une fois les hostilités déclarées en Europe, le Canada se range du côté des Alliés et entre à son tour en guerre. Les Juifs canadiens, encore récemment immigrés au pays, voient poindre avec une grande inquiétude l'ouverture d'un nouveau conflit sur un continent que beaucoup d'entre eux viennent à peine de quitter. Les évènements dramatiques de la fin des années trente font comprendre aux Juifs canadiens qu'un grand nombre de leurs coreligionnaires allemands vont devoir chercher refuge ailleurs dans le monde, et que la situation pourrait encore s'aggraver si les populations juives est-européennes tombaient

entre les mains des forces allemandes, particulièrement celles qui sont établies en Pologne depuis des siècles. Nul n'ose encore imaginer qu'un génocide pourrait être planifié en Europe de l'Est par les nazis et qui viserait à éliminer toute présence juive dans cette partie du continent. À partir de 1931, le Canada reçoit moins de 1 000 immigrants d'origine juive par année; moins de 500 après 1941 et jusqu'à la fin de la guerre. C'est nettement insuffisant pour répondre à la demande créée par les politiques discriminatoires nazies avant septembre 1939, puis par les hostilités militaires une fois le conflit mondial déclaré. Rien ne parvient à faire changer d'avis les autorités canadiennes qui appliquent à la lettre les règlements officiels et ne font preuve de très peu de sentiment humanitaire envers les personnes en détresse.

Une fois les hostilités militaires déclarées, à l'automne 1939, s'évanouit tout espoir de la part des Juifs canadiens d'ouvrir les portes du pays à leurs coreligionnaires européens. En quelques mois, la très grande majorité des populations juives de l'Ancien continent tombe entre les mains des nazis. Les aléas de la guerre, des difficultés insurmontables sur le plan logistique et le secret entourant les massacres déjà en cours, empêchent les Alliés de voler au secours des populations juives déjà visées par les nazis. En juillet 1940, la Grande-Bretagne envoie au Canada près de 2 000 civils de nationalité allemande – dont un grand nombre de Juifs – considérés comme des "*enemy aliens*", et qui sont aussitôt internés dans différents camps isolés du reste de la population. Le gouvernement canadien accepte aussi à l'été 1944 près de 400 réfugiés juifs bloqués au Portugal, et qui arrivent au pays à bord du *Serpa Pinto*. C'est très peu compte tenu des besoins criants déjà identifiés par des organisations humanitaires canadiennes juives et non juives. Or, à partir de l'été 1942, des informations avaient déjà commencé à circuler dans les différentes capitales internationales – dont Ottawa – à l'effet que les forces occupantes allemandes procédaient à une élimination méthodique et délibérée de toutes les populations juives en Europe de l'Est. En janvier 1945, quand les armées russes libèrent le camp d'Auschwitz, six millions de Juifs européens de toute nationalité auront péri dans l'univers concentrationnaire nazi.

L'émergence d'une nouvelle identité

Au recensement de 1951, les statistiques indiquent pour la première fois que la majorité des Juifs montréalais sont nés au Canada. Cela signifie que les efforts d'adaptation consentis depuis le début du siècle par les populations d'origine est-européennes commencent à porter fruit. À partir de cette décennie, l'anglais devient la langue maternelle de la plupart des tenants du judaïsme au Québec et le yiddish disparaît rapidement du devant de la scène. Qui plus est, après la guerre, les barrières sociales et économiques qui entravaient encore la mobilité des Juifs s'estompent graduellement. Au Canada français, le déclin précipité de l'Église et de ses enseignements prépare la venue de nouvelles perceptions plus inclusives, bientôt renforcées par le Concile du Vatican et la publication en 1965 de l'encyclique *Nostra Aetate*. Le changement est particulièrement abrupt au Québec, où un nouveau profil identitaire émerge au sein de la population francophone, qui place la langue au centre des préoccupations collectives et relègue la foi à l'arrière-plan. Les Juifs ne sont plus perçus avant tout comme les tenants d'une autre religion en rupture avec le christianisme, mais comme une minorité culturelle qu'il est possible d'aborder dans un esprit de réconciliation et d'ouverture.

Au Canada français, le déclin précipité de l'Église et de ses enseignements prépare la venue de nouvelles perceptions plus inclusives, bientôt renforcées par le Concile du Vatican et la publication en 1965 de l'encyclique Nostra Aetate.

L'antisémitisme, parfois virulent avant la guerre, s'estompe et se voit graduellement remplacé par une volonté de part et d'autre de rapprochement. Au début des années cinquante, le Congrès juif canadien lance le Cercle juif de langue française, un organisme qui va tenter pendant une trentaine d'années, sous la direction de Naïm Kattan, de réunir à Montréal des représentants des élites culturelles juives et francophones. L'initiative ouvre des perspectives radicalement nouvelles qui permettent enfin aux populations juives d'espérer trouver une place au sein de la société de langue française telle qu'elle émerge après la guerre. Les avancées au niveau de l'éducation, la modernisation des structures institutionnelles, l'apparition de l'État québécois et l'émergence d'une nouvelle classe entrepreneuriale laissent en effet croire aux élites juives que le Canada français s'apprête à redéfinir ses paramètres identitaires. C'est une brèche dans laquelle s'engouffre le leadership communautaire pour enfin tenter d'entrer en contact avec la société francophone, restée jusque-là à peu près universellement hostile ou indifférente aux immigrants allophones et aux Juifs en particulier.

Les progrès les plus foudroyants de la population juive se trouvent toutefois dans l'après-guerre du côté de sa base économique. La disparition progressive

des cloisonnements confessionnels, des barrières linguistiques et de l'unanimisme culturel ouvrent la voie à une mobilité professionnelle accélérée, qu'élargit encore la prospérité générale qui suit l'armistice de 1945. Montréal connaît une période de croissance exceptionnelle dont vont profiter à divers titres toutes les minorités culturelles et religieuses déjà installées dans la ville, sans compter celles qui arrivent pour la première fois au cours des années cinquante et soixante. La stratégie mise en place par les populations juives porte enfin ses fruits, près d'un demi-siècle après le début de la Grande migration. Les Juifs, qui avaient beaucoup misé sur la qualité de l'éducation, voient les portes des universités s'ouvrir à eux. Il en va de même des professions libérales les plus lucratives qui acceptent finalement de recevoir des candidats issus de la Grande vague migratoire juive du début du siècle. Les entrepreneurs qui étaient entrés dans les domaines de la mise en marché et du commerce de détail bénéficient aussi de l'embellie économique. C'est un renversement complet de perspectives en un temps très court sur le plan historique.

La mobilité sociale des Juifs est-européens se traduit aussi à Montréal à partir des années cinquante par un décentrement géographique vers les banlieues situées à l'ouest de l'île. En 1951, 59 % de cette population avait élu domicile au nord de la rue Sherbrooke et à l'ouest de l'avenue du Parc, soit près de 50 000 personnes. Cela revient à dire qu'en une décennie le nombre de Juifs avait plus que doublé dans la municipalité d'Outremont et dans les quartiers montréalais de Côte-des-Neiges, Snowdon et Notre-Dame-de-Grâce. Déjà au cours des années cinquante, un mouvement s'esquissait vers les municipalités plus huppées de Côte-Saint-Luc, Mont-Royal, Hampstead et Ville Saint-Laurent. Contrairement aux quartiers centraux de la ville, où la plupart des Juifs avaient vécu jusque-là, ces nouveaux espaces offraient un habitat plus dégagé, des constructions de qualité supérieure et de meilleurs services publics. Ce déplacement à grande échelle a pour caractéristique principale de s'être effectué en quelques années seulement. Après 1945, les Juifs abandonnent le corridor historique de l'immigration pour bifurquer brusquement à angle droit vers l'ouest à partir de la rue Jean-Talon, là où se trouve au cours de ces années la limite du développement urbain montréalais.

L'immigration des survivants de l'Holocauste et des Sépharades

Après la guerre, l'immigration juive en provenance d'Europe de l'Est reprend. Elle atteint en 1948 un sommet de 9 000 personnes pour l'ensemble du Canada. Entre la fin des années quarante jusqu'au début des années soixante, la moyenne des entrées se situe autour de 4 000 personnes, ce qui est beaucoup plus bas qu'au cours de la période qui précède la Première Guerre mondiale. C'est la troisième vague migratoire en provenance d'Europe orientale – et aussi la dernière –, surtout composée de survivants de la Shoah et de personnes qui ont échappé d'une manière ou d'une autre aux massacres systématiques. Ces individus joignent les rangs d'une communauté déjà bien en place et qui possède un vaste réseau d'institutions caritatives et éducatives. C'est d'ailleurs souvent cette caractéristique de la vie juive montréalaise qui attire dans la ville un certain nombre d'éminents écrivains et intellectuels russes, polonais et lituaniens, dont la présence va retarder d'une génération le dépérissement de la culture yiddish est-européenne. Pendant ce temps, la population juive de Montréal continue de croître, mais cette fois plus sous l'impulsion de l'accroissement naturel que de l'immigration venue de l'extérieur du pays. En 1951, il y a 80 000 personnes d'origine juive dans la région métropolitaine de Montréal et 102 000 en 1961. C'est une progression démographique beaucoup plus lente que celle de l'entre-deux-guerres. Au cours de ces deux décennies, les Juifs perdent la première place qu'ils occupaient parmi les communautés culturelles de Montréal et se voient relégués au deuxième rang par l'immigration italienne d'après-guerre. En 1971, un sommet historique de 112 000 Juifs est atteint au sein de l'agglomération métropolitaine, qui ne sera pas dépassé au XX^{e} siècle.

Pendant que les Juifs ashkénazes est-européens, arrivés surtout dans la première moitié du XX^{e} siècle, complètent leur intégration à la société montréalaise et atteignent un niveau socio-économique enviable; un nouveau mouvement de population juive se présente aux portes du pays, porteur de réalités culturelles et historiques radicalement différentes. En 1956, le Maroc obtient son indépendance et en quelques années la très grande majorité des Juifs du pays, au nombre de 250 000, quittent pour Israël, la France et l'Espagne. Au sein de cette population, un petit groupe se dirige vers Montréal, soit près de 7 000 personnes. Il s'agit du plus important flux migratoire juif à s'établir au Québec au moment de la Révolution tranquille. Entre 1957 et 1972, 82 % des immigrants d'Afrique du Nord qui entrent au Canada proviennent du Maroc, toutes origines religieuses confondues. Par ailleurs, au cours de la même période, soit plus précisément de 1958 à 1966, 86 % des Marocains qui sont admis comme résidents permanents au pays s'avèrent de confession juive.

Les Juifs marocains se distinguent des Ashkénazes en ce qu'ils sont les héritiers du grand courant historique

juif implanté dans la péninsule hispanique au début du Moyen Âge, réduit à néant par l'expulsion de 1492. Ces derniers ont par ailleurs adopté dès le début du XX[e] siècle le français comme langue d'usage, surtout dans les grandes villes de la côte où ils occupent une situation intermédiaire entre les colonisateurs européens et les masses arabes de culture musulmane. Quand ces Juifs commencent à arriver à Montréal, vers 1960, ils optent – afin de se distinguer des Ashkénazes – pour une identité judaïque sépharade nettement affirmée. Les Marocains peuvent ainsi se réclamer d'un autre courant mosaïque que les yiddishophones et ils se bâtissent une place à part dans la structure communautaire érigée cinquante ans plus tôt. Ils inaugurent ainsi une tendance qui ira s'affirmant après les années soixante, à savoir une fragmentation croissante des différentes origines juives à Montréal et l'émergence de sous communautés plus ou moins autonomes. Sépharades de tradition, les Juifs marocains s'installent au Québec alors que la Révolution tranquille bat son plein et que volent en éclat les paramètres traditionnels du Canada français. Tandis que les Ashkénazes avaient dû affronter cinquante ans plus tôt la méfiance et l'hostilité des milieux formés dans le giron de l'Église catholique, les Marocains entrent dans une société qui ne perçoit pas leur judéité. Relativement bien éduqués sur le plan professionnel et souvent de langue maternelle française, les Sépharades franchissent encore plus rapidement que les immigrants est-européens les étapes qui mènent à une pleine intégration à la société québécoise.

Au cours de l'après-guerre, les communautés juives de Montréal laissent derrière elles le quartier immigrant des années trente et entreprennent de reconstruire une toute nouvelle structure institutionnelle, d'abord dans le quartier Snowdon près de l'autoroute Décarie, puis encore plus loin à l'ouest dans l'axe du boulevard Cavendish. Synagogues, centres communautaires, institutions culturelles et commerces spécialisés se réinventent dans la banlieue éloignée de Montréal et occupent des quartiers entièrement neufs. Ces déplacements géographiques sont rendus possibles par la mobilité socio-économique généralisée qui affecte les populations juives de Montréal, et qui rend aussi possible une diversification très importante des services offerts par les grands organismes philanthropiques juifs. Le mouvement vers l'ouest s'accompagne en plus d'un phénomène de densification dû en grande partie aux pratiques culturelles et religieuses propres au judaïsme, même très atténuées par la modernité et l'acculturation à l'espace canadien. Aujourd'hui, il y a environ 90 000 Juifs dans la métropole, établis surtout à l'ouest de l'autoroute Décarie et au sud de l'autoroute 40 qui traverse l'île de part en part.

Ces données confirment l'hypothèse que les populations juives ne s'intègrent pas de la même façon que la plupart des communautés immigrantes d'après-guerre et conservent, malgré une réussite éclatante sur le plan économique, un profil identitaire très distinct. Ces stratégies reflètent de fait une volonté fortement affirmée de participer pleinement aux enjeux de la société québécoise et canadienne, tout en préservant dans la métropole un espace d'affirmation et d'expression judaïque autonome. Il devient ainsi possible pour les personnes d'origine juive d'atteindre le statut socio-économique général des classes moyennes et d'accéder à tous les avantages de la démocratie participative – dont l'éducation supérieure et les professions libérales – sans tourner le dos à leurs origines judaïques.

Bibliographie

Anctil, Pierre. *Saint-Laurent. La* Main *de Montréal*, Sillery, Éditions du Septentrion et Musée Pointe-à-Callière, 2002, 109 p.

Anctil, Pierre. *Jacob-Isaac Segal (1896-1954), un poète yiddish de Montréal et son milieu*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, 447 p.

Anctil, Pierre. *Les Juifs de Québec, 400 ans d'histoire*, en collaboration avec Simon Jacobs, Québec, les Presses de l'Université du Québec, 2015, 264 p.

Anctil, Pierre. *L'histoire des Juifs du Québec*, Montréal, les Éditions du Boréal, 2017, 498 p.

Anctil, Pierre et Ira Robinson, dir., *Les communautés juives de Montréal, histoire et enjeux contemporains*, Sillery, les Éditions du Septentrion, 2010, 278 p.

Hirsch, Sivane, Marie McAndrew, Geneviève Audet et Julia Ipgrave, dir. *Judaïsme et éducation : enjeux et défis pédagogiques*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 258 p.

Medresh, Israël. *Le Montréal juif d'autrefois* [*Montreal fun nekhtn*], Sillery, Éditions du Septentrion, 1997 [1947], 272 p. Traduit du yiddish par Pierre Anctil.

Medresh, Israël. *Le Montréal juif entre les deux guerres* [*Tsvishn Tsvey Velt Milkhomes*], Sillery, les Éditions du Septentrion, 2001 [1964], 242 p. Traduit du yiddish par Pierre Anctil.

Olazabal, Ignace. *Khaverim; les Juifs ashkénazes de Montréal au début du XX[e] siècle, entre le shtetl et l'identité citoyenne*, Montréal, Édition Nota Bene, 2006, 275 p.

Ringuet, Chantal. À la découverte du Montréal yiddish, Montréal, Fides, 2011, 300 p.

Ringuet, Chantal. *Voix yiddish de Montréal*, numéro spécial de la revue *Moebius*, n° 139, novembre 2013, 171 p.

Rosenberg, Louis. *Canada's Jews, a Social and Economic Study of the Jews in Canada*, Montréal, Canadian Jewish Congress, 1939; réédité par Morton Weinfeld sous le titre : *Canada's Jews : a Social and Economic Study of Jews in Canada in the 1930s*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, 424 p.

Shtern, Sholem. *Nostalgie et tristesse, mémoires littéraires du Montréal yiddish* [*Shrayber vos ikh hob gekent, memuarn un esayn*], Montréal, les Éditions du Noroît, 2006 [1982], 357 p. Traduit du yiddish par Pierre Anctil.

Théorêt, Hugues. *Les chemises bleues : Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*, Québec, les Éditions du Septentrion, 2012, 410 p.

Trépanier, Esther. *Les peintres juifs de Montréal, témoins de leur époque (1930-1948)*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2008, 288 p.

Vaugeois, Denis. *Les premiers Juifs d'Amérique, 1760-1860; l'extraordinaire histoire de la famille Hart*, Sillery, les Éditions du Septentrion, 2011, 378 p.

Zipora, Malka. *Lekhaim ! Chroniques de la vie hassidique à Montréal*, Outremont, Éditions du Passage, 2006, 169 p. Traduit de l'anglais par Pierre Anctil.

Participation de la SPHQ aux consultations d'Élections Canada

Les 27 et 28 novembre 2017, Geneviève Goulet, enseignante d'histoire à la Commission scolaire de Laval et membre du conseil d'administration de la SPHQ, a participé à la première rencontre du Cercle consultatif d'éducateurs d'Élections Canada à Gatineau. Élections Canada a mené une vaste initiative pour comprendre ce dont les éducateurs ont besoin pour favoriser l'enseignement de la démocratie en classe. Le comité, composé de représentants de toutes les provinces et de tous les territoires ainsi que des écoles des Premières Nations, a pour but de renouveler le programme d'éducation civique afin de mieux l'harmoniser aux différents curriculums et ainsi répondre aux besoins actuels des éducateurs. Des rencontres se dérouleront sur une période de trois ans. Mme Goulet offrira son temps et son expérience à titre d'enseignante d'histoire du Québec et du Canada afin de contribuer à la motivation des électeurs de demain.



Cercle consultatif d'éducateurs d'Élections Canada

Les insoumis de l'Empire britannique.
Sur quel fondement les Irlandais et les Bas-Canadiens ont-ils appuyé leur refus d'être dominés ?

Julie Guyot, professeure d'histoire au cégep Édouard-Montpetit, doctorante à l'École d'Études irlandaises (*School of Irish Studies*), Université Concordia et auteure : *Les insoumis de l'Empire. Le refus de la domination coloniale au Bas-Canada et en Irlande (1790-1840)*. (Québec : Septentrion, 2016)

Cet article s'inscrit d'abord dans le questionnement relatif à la tradition de pensée républicaine au Québec qui aurait été occultée, sinon confondue avec d'autres traditions politiques. Et plus largement, il s'inscrit dans une perspective internationale (*global context*) cherchant à identifier du contenu universel, des points de jonction, voire des collaborations, entre différents mouvements républicains de l'Ère des Révolutions, tel que le propose l'historien des idées David Armitage avec son approche "*outside in*"[1]. Pour ce faire, nous étudions l'espace discursif impérial/colonial entre l'Empire britannique, l'Irlande (décennie 1790) et le Bas-Canada (décennie 1830). Nous nous intéresserons particulièrement à la genèse de la pensée de deux des figures qui ont dominé les mouvements réformistes en Irlande et au Bas-Canada, soit : Theobald Wolfe Tone et Louis-Joseph Papineau. Enfin, cette pensée anticoloniale, maintenant identifiée comme républicaine, est scrutée à l'aide du concept de "*freedom/nondomination*", tel qu'élaboré par le philosophe Philip Pettit[2].

Dans la première version de la *Déclaration d'Indépendance* américaine, Thomas Jefferson, le 3e président des États-Unis, stipule que le cours des événements peut mener un peuple subordonné politiquement à la nécessité de s'émanciper et de prendre place au sein des États de manière égale et indépendante. La loi de la Nature le lui permet.[3]

Également, lorsque Jefferson rédige, en 1774, l'adresse destinée au roi, *A Summary View of the Rights of British America*, et qu'il mentionne que c'est au nom des "*united complaints of his majesty's subjects in America*"[4], il ne se doute pas que le vocabulaire qu'il utilise, les idées et les principes qu'il met de l'avant seront effectivement repris intégralement par d'autres sujets de sa majesté en Amérique, quelque 50 ans plus tard, au Bas-Canada, notamment. "*Usurpation, encroachments, injured rights, servility, absence of reciprocal advantages of their (British) Colonies, difference in the administration of justice*"[5], tout cela sera repris par Louis-Joseph Papineau et les députés Patriotes. En voici un exemple :

> La sollicitude paternelle du gouvernement qui nous fait manger la terre de dépit, [...] a donné une législature à cette colonie britannique, dont on ne veut se servir que pour éblouir les masses, [...] sa volonté, sa voix et ses lois [de la législature] ne sont pour rien quand cela contrarie les vues du gouvernement. On ne veut pas nous donner la peine de faire nos propres lois; on s'arroge le droit d'en faire, et on en fait illégalement pour nous. Depuis 40 ans nous sommes en lutte contre de telles prétentions; nous ne cessons de réclamer les droits de sujets britanniques, et rien de plus.[6]

Idées et principes également repris par Theobald Wolfe Tone et les *United Irishmen*, qui eux invoqueront la pensée du philosophe et activiste américain Thomas Paine et s'inspireront également de la Révolution française.

Cet article présente les origines idéologiques et politiques des mouvements de demandes de réformes constitutionnelles adressées à l'administration britannique. Mouvements qui ont précédé la Rébellion irlandaise de 1798 et les Rébellions bas-canadiennes de 1837-1838.[7] Il sera également ici question du positionnement de ces mouvements de réformes dans le contexte international.

En première partie, nous aborderons la question de l'utilité de la comparaison historique Irlande/Bas-Canada. La seconde partie portera sur les héritages politiques et idéologiques sur lesquels Tone et Papineau ont appuyé leurs actions respectives. Enfin la troisième partie fera état des objectifs qu'ils ont poursuivis

et à travers lesquels s'exprime le républicanisme et s'articulent l'identité et la définition de la Nation.

Comparaison

Quelques mots sur l'utilité et l'intérêt plus particuliers d'une comparaison des origines idéologiques et politiques des mouvements irlandais et bas-canadien de réformes constitutionnelles. Ils se situent dans la possibilité d'y faire ressortir notamment la portée d'une conscience internationale sur la réalité d'une dépendance, puis d'une affirmation nationale. La dimension internationale de ces deux mouvements permet également qu'on puisse en avoir une compréhension moins étroite.

À cet effet, rappelons l'importance d'identifier les liens entre les différents mouvements de revendication démocratique, afin d'en faire ressortir le contenu universel et international. David Armitage qualifie ces mouvements d'interdépendants, "*interconnected*", se répondant et s'enrichissant les uns les autres. Il rebaptise d'ailleurs l'Ère des Révolutions the "*Age of World Crisis*", afin d'illustrer le fait que les répercussions internationales de la Révolution américaine et de la *Déclaration d'Indépendance américaine*, notamment, n'étaient pas nécessairement dues à un cadre d'analyse national (voire nationaliste). Les expériences de l'Irlande et du Bas-Canada au cours de la période 1750-1850 illustrent la thèse d'Armitage : l'Ère des Révolutions fut bien "*a complex, broad, interconnected, and even global phenomenon*"[8].

Bien sûr, entre les réalités irlandaise et bas-canadienne le nombre de points de comparaison possible est considérable, nous allons nous limiter à deux d'entre eux : celui de l'application des principes de la monarchie constitutionnelle et parlementaire britannique, et ceux chez Tone et Papineau du républicanisme et de la communauté politique souhaitée.

Présentation des personnages

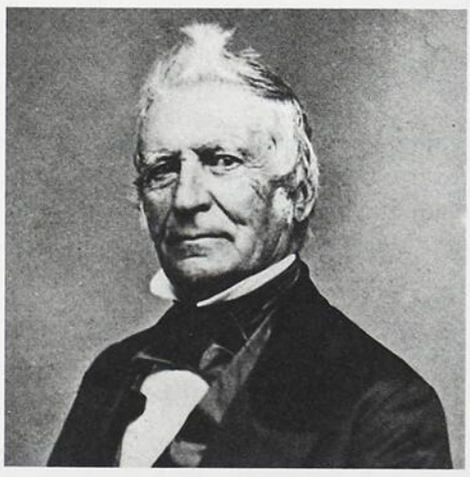
Quelques mots de présentation biographique sur nos deux protagonistes.

Theobald Wolfe Tone



Dublinois, Theobald Wolfe Tone naît en 1763 et meurt en 1798. Son père est anglican et sa mère catholique convertie à l'anglicanisme. Fils de commerçant, il est diplômé en droit du *Dublin Trinity College*. Tone, dont les mouvements des *Volonteers* de la décennie 1770 et des *Patriots* de 1780 ont rythmé la jeunesse, se mettra rapidement à la défense des intérêts politiques des catholiques, y voyant une façon de créer une « cause commune » entre tous les Irlandais. En 1791, il sera invité à la fondation de la *United Irishmen Association*. L'année suivante, il sera nommé au poste clé de secrétaire du très militant *Catholic Committee*. Tone incarnera l'une des figures marquantes du mouvement d'autonomie irlandaise, puis, finalement, d'indépendance nationale. Son militantisme politique le mènera aux États-Unis (juin 1795), puis dans la France du Directoire (de février 1796 à septembre 1798).

Louis-Joseph Papineau, Président de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada



Pour sa part, à compter de 1815 et jusqu'au Soulèvement de 1837, Louis-Joseph Papineau est l'homme politique le plus important du Bas-Canada, du moins, la figure la plus influente de la Chambre d'assemblée. Au cours de toutes ces années, peu importe les stratégies employées, le Président de la Chambre vise à développer la place de cette institution représentative au sein de l'appareil gouvernemental. Pour ce faire, Papineau utilisera l'argument démocratique. Montréalais d'origine, né en 1786 et décédé en 1871, il était fils d'un notaire-député. Il fut avocat, homme politique et seigneur. En 1817, il est chef du Parti Canadien, majoritaire à l'Assemblée et qui deviendra le Parti Patriote à compter de 1826. Papineau demeure chef du Parti jusqu'en 1837, moment des Rébellions.

© National Archives of Canada, Ottawa, Jules-Isai Benoît de Livernois/206/ic -1B/PR-6/S-130 no 7

Communauté politique souhaitée

C'est la volonté de modifier le type de liens à l'Angleterre qui fut le premier levier pour les demandes de réformes constitutionnelles et parlementaires, tant en Irlande, qu'au Bas-Canada. Davantage d'autonomie impliquait une lutte au patronage et à la corruption. Pour l'Irlande, le fait d'arriver à se faire entendre par le Gouvernement irlandais, puis par le Parlement de Londres rendait indispensable une alliance au sein de l'opinion publique, donc interconfessionnelle.

Au Bas-Canada, le problème était différent. La portion réformiste et nettement majoritaire de l'opinion publique n'arrivait pas à être considérée ni par l'administration locale, ni par Londres. Dans les deux cas, c'est après maintes requêtes et tentatives de conciliation auprès des autorités, et devant le constat qu'aucune modification radicale n'allait être possible sans un changement de régime politique, qu'un vent de républicanisme s'est mis à souffler.

Héritages

Pensée et discours politique

Les composantes républicaines présentes dans la pensée et le discours de Tone et de Papineau sont fidèles à la pensée républicaine de la fin du XVIII[e] siècle, à laquelle on reprochait d'ailleurs parfois le caractère équivoque. Jefferson lui-même reconnaît que "*the term republic is of very vague application in every language.*[9]" Exprimant sa propre conception du terme, il écrit : "*it means a governement by its citizens in mass, acting directly and personally, according to rules established by the majority*", mais reconnaissant que ce type de pratique est illusoire sur un grand territoire à vaste population, il ajoute : "*the power of government, being divided, should be exercised each by representatives chosen either pro hac vice, or for such a short term as should render secure the duty of expressing the will of their constituents.*[10]"

Ainsi, l'organe politique le plus républicain du régime américain est la Chambre des représentants. C'est cette confiance dans « le peuple et ses vertus »[11], dans la participation populaire aux affaires publiques comme barrière à la corruption qui fit de Jefferson le premier grand représentant du républicanisme classique aux États-Unis.

Papineau, à l'instar de Jefferson, mettra une grande part de son énergie à l'affirmation des droits de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, et à la dénonciation du principe aristocratique à la base de l'existence du Conseil législatif, revendiquant soit son abolition, soit sa réforme en incluant l'élection de ses membres.

Pour sa part, Tone rappelle également Jefferson lorsqu'en 1791, dans son célèbre pamphlet *An Argument on Behalf of Catholics of Ireland*, il insiste : "*Ireland requires a strength in the people which may enable them, if necessary, to counteract the influence its government*[12]".

Se maintenir à l'écart de la corruption, c'est essentiel pour préserver sa liberté, tant individuelle que collective. Et c'est cette emphase première, qui est mise sur la définition du concept de liberté, qui distingue le républicanisme classique de toute autre philosophie politique. Cette liberté républicaine, c'est ne pas avoir à subir les affres du pouvoir arbitraire, qu'il soit public (*imperium*) ou privé (*dominium*). C'est, selon l'expression de Philip Pettit, la "*nondomination*", le refus d'être dominé.[13]

Plus concrètement, qu'en est-il donc du républicanisme chez Tone ?

Sa pensée politique comportait trois éléments centraux : le respect des droits naturels et inaliénables des individus, le respect des obligations morales tacites contenues dans le contrat social entre les gouvernants et les gouvernés et la revendication pour l'Irlande que l'on mette un terme à l'influence omniprésente de l'Angleterre, notamment dans les domaines politiques et commerciaux.

De façon pragmatique, l'objectif premier poursuivi par Tone en début de carrière était de "*hacking off the branches of Irish political corruption.*[14]" Pour ce faire, une réforme du Parlement irlandais était nécessaire, de manière à éliminer la présence anglaise dans l'exécutif.

Dans les mots de Tone, il fallait mettre fin au despotisme : "*The British revolution of 1688, which is said to have given a constitution and restored liberty in England, had indisputably a contrary effect in Ireland and plunged that people into a state of misery and suffering scarcely to be imagined.*[15]" Le passage de Tone aux États-Unis (1795) et en France (1796-1798) aurait d'ailleurs joué un rôle dans sa progression vers un projet révolutionnaire[16].

La rhétorique, l'admiration pour les vertus martiales, sa position en regard de la religion et sa préférence pour un gouvernement fort fondé sur la participation populaire font de Tone une figure républicaine typique pour l'époque.

Et qu'en est-il donc du républicanisme chez Papineau ?

Dans le cas de Papineau, parmi ses soucis premiers, il y avait la séparation des pouvoirs et le respect des droits

de l'Homme. Il fut donc d'abord question de respect de la démocratie en régime parlementaire britannique, donc de droits constitutionnels britanniques. Puis, dans un second temps, d'affirmation des droits de la majorité à travers les vœux de leurs représentants, ce qui peut être interprété comme une affirmation de la Nation. Quant à la question de l'État, Papineau a, dans un premier temps, revendiqué l'autonomie locale, notamment en matière de gestion des dépenses pour la colonie. La séparation entre la colonie et la métropole britannique ne fut pas à l'ordre du jour avant le printemps 1837. À travers ces revendications de droits, c'était la liberté au sens de "*nondomination*" que Papineau et le Parti Patriote exigeaient.

La conscience de l'américanité au Bas-Canada et le refus de Londres d'obtempérer aux demandes de réformes mèneront Papineau vers l'abandon progressif d'un britannisme initial au profit d'un anticolonialisme qui s'exprime dans le langage du républicanisme classique – ou humanisme civique – : dénonciation de la corruption et valorisation de la vertu citoyenne.

En effet, tel que l'explique Peter Onuf dans une réflexion sur la nation et l'État républicain : "*for peoples seeking to determine their own political destiny and so to participate in the democratizing modern world, nationhood is clearly a great boon, not a source of agonized ambivalence.*[17]"

Objectifs

Identité

En ce sens, l'observation de l'historien Jim Smyth selon laquelle "*over the Long XVIII*th *century, Britishness failed with Irish and Lower-Canadians*[18]" est extrêmement pertinente. Et cet échec est attribuable, tel que l'explique l'historien Richard LaRue, au choix effectué par l'Angleterre de faire dominer l'origine sur l'allégeance dans l'attribution de l'identité politique.[19]

Pour illustrer ces deux constats, rappelons que Tone identifie deux causes principales aux problèmes entre l'Irlande et la Grande-Bretagne : la corruption du gouvernement irlandais, mais également la philosophie entretenue par le Parlement anglais à l'égard de l'Irlande.

À propos de ses objectifs, il écrira en août 1796 :

> (...) *To subvert the tyranny of our execrable government, to break the connection with England, the never-failing source of all our political evils, and to assert the independence of my country -these were my objects.*[20]

Et précisant les moyens pour y arriver :

> *To unite the whole people of Ireland, to abolish the memory of all past dissensions, and to substitute the common nam e of Irishman in place of the denominations of Protestant, Catholic and Dissenter – there were my means.*[21]

En ce qui concerne l'identité politique bas-canadienne, Papineau tente de faire accepter à Londres le cadrage de l'allégeance sur l'origine. Ainsi, Papineau reconnaît l'Angleterre comme pays des libertés politiques, mais il dénonce en même temps un système d'influence au Bas-Canada par lequel elle se déshonorait. C'est que les Canadiens étaient ainsi dépossédés de leurs droits acquis en tant que sujets britanniques. Il dira en mars 1831 : « Si l'Angleterre nous a traités comme des sujets britanniques le doivent-être, elle a un titre à notre soumission et à notre reconnaissance.[22]» Évoquant donc un pacte social qui « seul lie les sujets à l'autorité », et rappelant les privilèges acquis par les habitants du territoire au moment de « la cession de la province », il ajoute que ces privilèges acquis et constituant des droits de naissance devaient être respectés. Papineau met en garde, que sans ce respect, l'Angleterre « n'aurait droit à notre reconnaissance dans aucun tems (*sic*) et à notre soumission qu'aussi longtems (*sic*) qu'elle serait forte[23] ».

On saisit ici que s'expriment à propos de l'allégeance à l'Empire, la détérioration des bons sentiments et l'allusion au simple rapport de force. Enfin, tel que l'avançait l'historien Yvan Lamonde, on comprend également que les « distinctions nationales » étaient « davantage le fait – occulté – du système oligarchique colonial que des Patriotes bas-canadiens.[24] »

Nation

Ce qui nous amène à la représentation de la Nation chez Theobald Wolfe Tone et chez louis-Joseph Papineau.

Theobald Wolfe Tone

En 1791, Tone désire faire germer dans l'esprit de tous, mais surtout dans celui des anglicans, l'idée d'atteindre "*a complete and radical emancipation*" *of Ireland* "*by a reform in the representation of the people.*[25]" Il insistera : "*This object can only be attained by a reform in parliament, and no reform is practicable that shall not include the Catholics.*"

Enfin, en 1796, il s'adresse au « peuple irlandais » sans réserver ce titre à un groupe en particulier. Il réitère alors sa vision unifiée de la société irlandaise et dénonce vivement à la fois la monarchie constitutionnelle britannique et l'union entre l'Église et l'État :

> *It will be the interest as well as the duty of a*

> *national government to redress their grievances and to enlighten their minds. The unnatural union between church and state, which has degradated religion into an engine of policy, will be dissolved. [...] To say all in one word, Ireland shall be independent. We shall be a* nation, *not a province;* citizens, *not slaves.*[26]

Ainsi, Tone met de l'avant l'idée que la « cause commune » de tous les Irlandais représente la matrice de la Nation irlandaise, peu importe les allégeances religieuses. Cette cause commune fut d'abord l'abolition des privilèges, pour ensuite devenir, en 1795, l'affirmation de leurs droits collectifs et individuels, dans le sens proposé par Thomas Paine dans *The Rights of Man*.

Louis-Joseph Papineau

C'est encore à titre de « sujets britanniques » qu'en février 1836 il défend le pouvoir de l'Assemblée du Bas-Canada et le poids qu'y exerce la majorité canadienne. Alors que Londres avait décidé de maintenir inchangées les institutions politiques de la colonie, Papineau réplique :

> La sollicitude paternelle du gouvernement qui nous fait manger la terre de dépit, [...] a donné une législature à cette colonie britannique, dont on ne veut se servir que pour éblouir les masses, [...] sa volonté, sa voix et ses lois ne sont pour rien quand cela contrarie les vues du gouvernement. On ne veut pas nous donner la peine de faire nos propres lois; on s'arroge le droit d'en faire, et on en fait illégalement pour nous. Depuis 40 ans nous sommes en lutte contre de telles prétentions; nous ne cessons de réclamer les droits de sujets britanniques, et rien de plus.[27]

Il est important de saisir l'ampleur de la revendication de Papineau lorsqu'il proclame « les droits de sujets britanniques, et rien de plus ». Ces droits qu'il réclame tant constituent l'une des qualités essentielles à l'accession au titre de sujets britanniques et à l'existence politique dans l'égalité en territoire britannique. Cependant, n'est pas « britannique » qui veut.

Conclusion

Parlant de républicanisme, il faut préciser que c'est d'abord sur le plan de l'équilibre du pouvoir et de l'opposition à la tyrannie, de même que de la séparation de l'Église et de l'État que les discours de Tone et de Papineau peuvent être considérés comme républicains. Ils ont également tous les deux insisté sur la qualité des mœurs citoyennes au sein de leur population respective. Essentiellement, ils ont interprété la philosophie politique républicaine comme un moyen de mettre fin à un système de corruption et de privilèges, et aussi d'accéder à une administration publique plus égalitaire.

Tone, l'Européen et partisan de l'émancipation des catholiques, mettra de l'avant l'exemple français, alors que Papineau, le Nord-Américain, tournera son regard vers les États-Unis. Il est cependant également intéressant de relever que Tone rappelle fréquemment la pensée de Thomas Paine dans ses écrits, alors que Papineau fera davantage référence au président Thomas Jefferson et à l'exemplarité des institutions américaines.

Chacun misait sur l'avenir de sa communauté. Le modèle parlementaire britannique avait été porteur d'espoir, mais il était devenu nécessaire de s'en émanciper afin d'offrir à la population irlandaise et bas-canadienne ce à quoi l'Angleterre, la France et les États-Unis tendaient, c'est-à-dire que le pouvoir soit mis entre les mains de la majorité démocratique. Ainsi, Tone et Papineau avaient d'abord fait preuve de britannisme, puis sont progressivement devenus autonomistes, arborant des allégeances whig, pour enfin embrasser la cause républicaine.

---

1 *The Declaration of Independence. A Global HIstory.* (Cambridge: Harvard University Press, 2007).

2 *Republicanism: A Theory of Freedom and Government.* (New York: Oxford University Press, 1997).

3 David Armitage, *op. cit.*, p. 157-164.

4 Thomas Jefferson, *Writings. Public Papers. Addresses, Messages and Replies. Letters*, ed. Merrill D. Peterson (New York: The Library of America, 1984), p. 105.

5 *Ibid.*

6 Louis-Joseph Papineau, « Parlement provincial du Bas-Canada : Conclusion des débats de lundi dernier [Discours de Sir John Colborne, 15 février 1836] », dans Yvan Lamonde et Claude Larin, *Louis-Joseph Papineau. Un demi-siècle de combats. Interventions publiques.* (Montréal, Fides, 1998), p. 379.

7 Pour une analyse exhaustive, voir : Julie Guyot, *Les insoumis de l'Empire. Le refus de la domination coloniale au Bas-Canada et en Irlande, 1790-1840.* (Québec : Septentrion, 2016).

8 David Armitage, *The Declaration of Independence. A Global History*, Cambridge, Harward University press, 2008, p. 141; D. Armitage and S. Subrahmanyam (dirs), *The Age of Revolution in Global Context, 1760-1840*, p. xxii, xxix, xxxi-xxxii.

9 Jefferson, "The test of Republicanism. To John Taylor, Monticello, 28 mai, 1816", in *Writings... op. cit.*, p. 1392.

10 *Ibid.*, p. 1392-1393.

11 *Écrits politiques, Thomas Jefferson 1743-1826*, préface de Jean-Philippe Feldman. (Paris : Les Belles Lettres, 2006), p. 25.

12 "An Argument on Behalf of Irish Catholics of Ireland" [1791], in Thomas Bartlett (dir. publ.), *Life of Theobald Wolfe Tone:*

Memoirs, journals and political writings. (Dublin: Lilliput, 1998), p. 282.

13 Philip Pettit, "Keeping Republican Freedom Simple. On a difference with Quentin Skinner", *Political Theory*, vol 30, n° 3 (June 2002), p. 340, 352.

14 Nancy Curtin, "The Belfast Uniform: Theobald Wolfe Tone". *Eire/Ireland*, vol. 20, no 2 (été 1985), p. 50.

15 "Address to the People of Ireland" [1796], in Thomas Bartlett (dir. publ.), *op. cit.*, p. 694.

16 Thomas Bartlett (dir. publ.), *Ibid.*, p. xxxi.

17 Peter, S. Onuf, *Jefferson's Empire. The Language of American Nationhood* (Charlottesville : University Press of Virginia, 2000), p. 17.

18 Jim Smyth, *The Making of the United Kingdom*, 1660-1800. (London: Longman, 2001), p. xii.

19 Richard LaRue, « Allégeance et origine : contribution à l'analyse de la crise politique au Bas-Canada ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no 4 (printemps 1991), p. 531-536.

20 Theobald Wolfe Tone, "An Address to the People of Ireland on the Present Important Crisis" (1796), in Thomas Bartlett (dir. publ.), *op. cit.*, p. 684.

21 *Ibid.*, p. 706.

22 Louis-Joseph Papineau, « Parlement provincial du Bas-Canada : État du pays [abolition du Conseil législatif, 11 mars 1831] », dans Yvan Lamonde et Claude Larin, *op. cit.*, p. 156.

23 *Ibid.*

24 Yvan Lamonde. *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896.* (Montréal : Fides, 2000), p. 279.

25 "Spanish War!" [1790], in Thomas Bartlett (dir. publ.), *op. cit.*, p. 286.

26 Theobald Wolfe Tone, "An Address to the People of Ireland on the Present Important Crisis" (1796), In Thomas Bartlett (dir. publ.), *op. cit.*, p. 684. Les italiques sont de T. W. Tone.

27 Louis-Joseph Papineau, « Parlement provincial du Bas-Canada : Conclusion des débats de lundi dernier [Discours de Sir John Colborne, 15 février 1836] », dans Yvan Lamonde et Claude Larin, *op. cit.*, p. 379.

Prix d'excellence en histoire 2017 de la SPHQ

Lors du 55e congrès de la SPHQ tenu à Salaberry-de-Valleyfield le 20 octobre 2017, Raymond Bédard, président, et Félix Bouvier, vice-président, ont eu l'honneur de décerner le prix d'excellence en enseignement de l'histoire du Québec de la SPHQ à Mathieu Beauséjour du Collège Saint-Sacrement de Terrebonne. Ce prix est accompagné d'une bourse de 500 $.

Mathieu Beauséjour s'est démarqué par son approche pédagogique originale dans l'enseignement avec son projet qui consiste à utiliser la méthode historique afin de développer l'esprit critique face à l'histoire américaine et canadienne par le biais du jeux vidéo *Assassin's Creed III*.

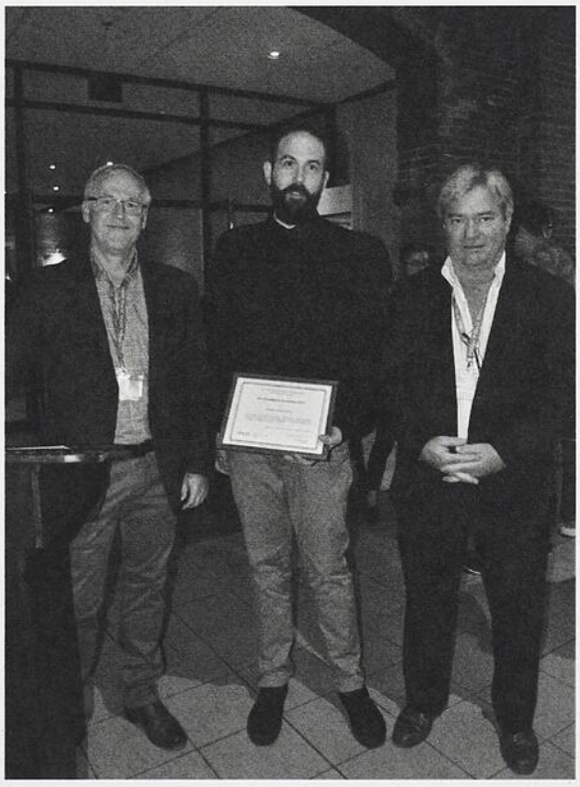


Photo : Roger Thiffault

Hommage à Madeleine Vallières

Très chère Madeleine,

Je te connais et tu es mon amie depuis près de trente ans. C'est en effet à l'automne 1988 où, tous les deux inscrits au certificat en enseignement de l'histoire à l'Université de Montréal, après un baccalauréat dans la même discipline, nous avions effectué une visite de groupe mémorable dans le Vieux-Montréal. Ce faisant, nous mettions en pratique une consigne et surtout une théorie du précurseur de la didactique de l'histoire au Québec[1], l'historien de formation André Lefebvre. Celui-ci disait, écrivait et enseignait qu'il était souhaitable, voire nécessaire, de mettre les élèves en action pour qu'ensuite ils puissent mettre en branle un processus de recherche (la fameuse méthode historique) par lequel ils partent du monde connu qui les entoure pour mieux interroger et interpréter le passé. D'où cette visite, dans le berceau historique de Montréal, prescrite par André Lefebvre et dont nous devions rendre compte ensuite en classe de didactique en exposant d'éventuelles activités qui pourraient en découler avec de futurs élèves.

Toujours est-il que nous nous sommes liés d'amitié à cette occasion, ce qui s'est poursuivi tout au long de la belle année universitaire qui a suivi. À la toute fin de celle-ci, au début mai 1989, je me souviens aussi d'un adieu avec Madeleine sur les rames opposées du métro Édouard-Montpetit qui avait davantage des allures d'un au revoir. C'est bien ce qui s'est passé quand plus tard, en septembre 2000, je me suis arrêté dans son village natal de Fort-Coulonges, en Outaouais, dont elle parlait tant à l'époque. En posant une seule question sur elle à la serveuse du restaurant, je me suis rendu compte qu'elle y était, et y est toujours, très connue, appréciée, devenue un modèle d'enseignante dévouée, respectée, un personnage de grande valeur et incontournable dans son milieu. Ce soir-là, nous avons longuement discuté de notre carrière d'enseignants d'histoire au secondaire et de ce que nous étions devenus.

De ce jour, nous avons gardé un contact de plus en plus approfondi et productif, le tout basé sur notre passion pour l'histoire en général et pour l'histoire du Québec en particulier et son enseignement et puis sur une amitié personnelle. Cela inclut depuis ses trois enfants, François, Maryse, puis Pascal et ma fille Justine qui aime et apprécie beaucoup Madeleine elle aussi ainsi que ses enfants. Que de belles soirées de camping par exemple à jaser du débat sur l'enseignement de l'histoire au Québec qui éclata en avril 2006 ! Mais n'anticipons pas.

En 2002 et 2003, avec Madeleine, Laurent Lamontagne, Jérôme Chartrand, tous des amis personnels et des enseignants d'histoire de carrière, puis Cassandra Richmond, nous avons formé une équipe qui a rédigé le manuel scolaire et son guide d'enseignement De la Sédentarisation à la Renaissance pour les élèves et les enseignants de première secondaire. Tous ont fait du fort beau travail et il est malheureux que des démêlés avec l'éditeur aient fait en sorte que la série de manuels qui était sensée suivre, dans le cadre de la réforme de l'enseignement alors en cours, ait dû s'interrompre. Quoi qu'il en soit, j'avais alors été à même de voir et d'apprécier à quel point il était agréable de travailler et de collaborer avec Madeleine avec qui je conserve un contact régulier, tout comme avec Laurent et Jérôme d'ailleurs.

Mais revenons, ou sautons en 2006, année où Laurent et moi avons dénoncé la tentative éhontée d'instrumentalisation de l'histoire nationale du Québec et du Canada qui s'apprêtait à être mise en place dans le programme d'enseignement de cette discipline dans les écoles du Québec, en 3e et 4e secondaires[2]. L'été suivant, à Tadoussac, nous en avons très longuement parlé, Madeleine et moi, ce qui incluait la tentative de fusion et d'absorption auxquelles était alors confrontée la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ)[3]. Devant les menaces qui couvaient quant à l'intégrité de l'enseignement de l'histoire nationale au Québec, Madeleine s'inscrivit au congrès unifié des sciences humaines qui avait lieu à l'automne à Québec. Elle était bien présente ce 27 octobre 2006, le soir de l'assemblée générale où, avec un peu plus d'une vingtaine

d'autres, nous avons sauvé la SPHQ par un vote extrêmement serré. À la fin de l'assemblée, Madeleine était devenue membre du conseil d'administration de la SPHQ.

Par la suite, et jusqu'à l'automne 2017, Madeleine s'impliqua activement dans la lutte pour la survie et l'influence idéologique de la SPHQ qui marqua les années 2006 à 2011. De plus, elle n'hésita pas à relever le défi de la trésorerie de la SPHQ et à ce titre à contribuer à l'amélioration de la gestion des finances. À titre de vice-président de la SPHQ depuis 2007, je peux témoigner du très grand dévouement de Madeleine à la trésorerie. Malgré le peu d'expérience dans le domaine de la comptabilité, Madeleine a accompli avec rigueur cette tâche imposante et continue. À cela s'ajoutent des déplacements de près d'une dizaine d'heures de route, et ce, de nombreuses fois par année pour la SPHQ. Un grand merci pour ton engagement sans faille !

Toutefois, ton apport allait beaucoup plus loin. Ton jugement éclairé m'a très souvent permis de préciser ma pensée sur de nombreux thèmes liés à notre domaine, tant dans l'action que dans la réflexion, moi qui ai beaucoup écrit sur ces sujets pendant ces années où c'est devenu mon boulot de le faire en tant que didacticien des sciences humaines à l'UQTR depuis 2005. D'ailleurs, ce travail d'universitaire implique un volet recherche incessant, ce à quoi Madeleine Vallières a contribué, comme à son habitude, avec beaucoup de compétence et de dons généreux d'elle-même professionnellement depuis 2006. Je m'explique : au printemps de cette année-là, j'ai amorcé une recherche sur l'enseignement-apprentissage par concepts au premier cycle du secondaire. Ce programme d'études était alors à sa première année d'implantation et il incluait l'association formelle de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté, une deuxième première (avec la priorité didactique mise sur les concepts dans le programme) dans l'histoire de l'enseignement de ces deux disciplines au Québec. Pendant de nombreuses années ensuite, mon étudiante à la maîtrise puis au doctorat Sandra Chiasson Desjardins et moi avons fait du travail de recherche enrichissant avec Madeleine, ses collègues et leurs élèves, ce qui a donné, entre autres fruits, des communications professionnelles[4] sur ces thèmes et de nombreuses publications qui, il faut le mentionner ici, incluaient de nombreux autres terrains de recherche. Cette mention assure que la confidentialité des participants à ces recherches perdure malgré le présent témoignage.

Madeleine, ton apport à la SPHQ et à ces recherches a été majeur et je tiens, au nom de notre association professionnelle et en mon nom personnel, à te remercier du fond du cœur pour cela. Au plan personnel, je tiens de plus à écrire toute l'amitié et tout le respect qui m'animent lorsque je pense à toi et que j'interagis avec la belle personne que tu es. Longue vie à toi très chère Madeleine et je te souhaite tout le bonheur que tu mérites dans toutes les sphères de ta vie, ce qui inclut collectivement le mouvement Desjardins qui peut dorénavant compter davantage sur une collaboratrice de très grande valeur.

Ton ami Félix
Félix Bouvier, UQTR

---

1. Michel Allard et Félix Bouvier (2009). André *Lefebvre, didacticien de l'histoire*, Septentrion, Québec, 170 p.
2. Félix Bouvier et Laurent Lamontagne (2006). « Quand l'histoire se fait outil de propagande », *Le Devoir*, 28 avril, p. A-7.
3. Laurent Lamontagne (2008). « À deux amis didacticiens », *Traces*, vol. 45, no 4, novembre-décembre, p. 6-14.
4. À titre d'exemple : Félix Bouvier et Madeleine Vallières (2009). « Bilan d'une recherche sur l'arrimage conceptuel de l'histoire et l'éducation à la citoyenneté », communication présentée au 47e congrès de la SPHQ, Université du Québec à Montréal, 16 octobre.

Lancement du nouveau site Web de la SPHQ sphq.quebec

Photos : Roger Thiffault



Mercredi le 13 septembre 2017 au musée Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal (PAC), avait lieu le lancement officiel du nouveau site web de la SPHQ. Cet événement est le fruit d'un partenariat avec cette institution muséale, le Réseau Archéo-Québec et la SPHQ. Plus d'une centaine de personnes prenaient part à cet événement festif qui s'est terminé avec la visite exclusive du site du fort Ville-Marie.



Maryline Lévesque, directrice des communications du PAC



Véronique Charlebois, responsable du nouveau site Web et des communications, en compagnie de représentants de Cylabe interactif, dont Jean-David Meunier





Kati Tari, directrice aux programmes et services publics du PAC





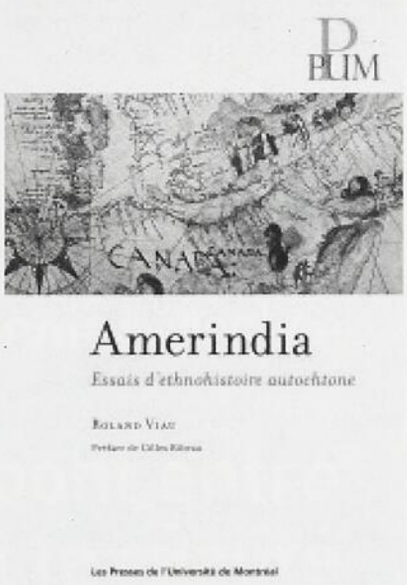




Marie-Jacinthe Roberge, directrice générale du Réseau Archéo-Québec

Autour du livre *Amerindia : Essais d'ethnohistoire autochtone*

Roland Viau



Originaire de Valleyfield, ville du Haut-Saint-Laurent située entre les communautés iroquoises de Kahnawake (« Aux rapides ») et d'Akwesasne (« Là où la perdrix cacabe »), Roland Viau a commencé à côtoyer les Amérindiens, particulièrement les Mohawks, à l'adolescence en pratiquant le jeu collectif de la crosse (baggatishkway) ou « le petit frère de la guerre ».

Il a obtenu un baccalauréat en histoire de l'Université Laval, une maîtrise en anthropologie et un doctorat dans la même discipline de l'Université de Montréal. Il a été chargé d'enseignement et chercheur autonome à l'Université de Montréal de 1988 à 2015. Au fil des ans, Roland Viau est devenu anthropologue par formation, historien par méthode et amérindianiste par choix. Il a publié plusieurs essais anthropologiques et historiques.

Pour Amerindia, *paru aux Presses de l'Université de Montréal en 2015, Roland Viau est lauréat du prix littéraire du Gouverneur général dans la catégorie essai et finaliste au prix de l'essai Victor Barbeau.*

Au départ, *Amerindia* se voulait une forme d'hommage pour saluer le 75e anniversaire de Norman Clermont, didacticien sans pareil de l'anthropologie et archéologue de renom, qui a supervisé mon mémoire de maîtrise et dirigé ma thèse de doctorat.

Mon livre rassemble dix textes de réflexion en rapport avec des problématiques méthodologiques, des objets de mémoire, des récits de fondation, des lieux de vie, de même que des sujets de société relatifs au passé et au devenir de l'amérindianité nord-américaine.

Les pans d'histoire abordés dans l'ouvrage déconstruisent l'idée reçue selon laquelle les cultures et sociétés autochtones, soi-disant « primitives » ou « sauvages », auraient été des peuples « sans foi, ni roi ni loi ».

Le fil rouge qui relie les mélanges du recueil consiste dans le rapport de complémentarité entre anthropologie et histoire, deux sciences humaines que tout a déjà opposé mais qui, malgré des points de vue différents, ne peuvent rien l'une sans l'autre.

Autres idées sur lesquelles repose la trame parcourant ces écrits d'assez libre facture : il n'y a pas d'histoire inactuelle et la mémoire vive ou de papier, lorsque mobilisée, n'est jamais objective; toujours les motivations culturelles, plus que les chiffres de l'économie, jouent leur rôle dans le devenir humain. Comme on sait bien qu'il n'est pas d'œil naïf, d'oreille neutre, d'observation innocente.

En portant son attention sur certains groupes iroquoiens et algonquiens de l'est de l'Amérique du Nord; en privilégiant une attitude de pensée s'inspirant des principes du relativisme conséquent, et, en s'appuyant sur une démarche combinant au mieux les matériaux de l'histoire et les techniques de l'anthropologie, j'estime que nous obtenons ainsi l'ethnohistoire; soit le croisement réussi du travail d'archives, de l'analyse des vestiges et des objets matériels, et de l'enquête de terrain de nature ethnographique.

L'ethnohistoire est une transdiscipline qui aborde en outre le phénomène de l'amérindianité à l'interface de trois disciplines principales : l'histoire, l'archéologie et l'ethnologie. L'ethnohistoire est trop souvent considérée comme « l'Histoire des Autres radicalement autres » ou encore des peuples « escomptés » de l'Histoire.

L'approche ethnohistorique privilégiée dans *Amerindia* le démarque des livres d'archéologie qui se penchent essentiellement sur le passé historique lointain ou récent. Elle le distingue des ouvrages historiques conventionnels qui traitent exclusivement ou presque des relations politiques et économiques entre Occidentaux

et Amérindiens depuis le contact, et le différencie des monographies anthropologiques traditionnelles axées sur le présent ethnographique des cultures et des sociétés autochtones.

Les thématiques abordées dans *Amerindia* englobent des dimensions à la fois diachronique (évolutive dans le temps) et synchronique (structurante à un moment donné). Certains textes concernent le passé, d'autres portent sur le présent, alors que d'autres montrent comment le passé intervient toujours dans le présent. Les sujets sont pluriels et certains sont risqués. Au moins trois des textes du recueil constituent des brûlots en leur genre.

L'écriture vulgarise le langage anthropologique et ses concepts sans toutefois en déformer le contenu scientifique. Divers titres et sous-titres, qui sont racoleurs et suggestifs, veulent en rendre la lecture intrigante, invitante voire stimulante. Sans compter que les dix essais qui forment le recueil peuvent-être lus non pas comme un livre ordinaire, mais selon les intérêts particuliers que chacun des lecteurs saura y trouver.

Les perspectives culturaliste et relativiste privilégiées enrichissent finalement l'interprétation des différents thèmes et sous-thèmes abordés : la mythologie, le politique, le quotidien, l'échange, la parenté, la paix, la guerre, le don, la mort, le suicide, l'enfance, le masculin et le féminin, la rencontre de deux mondes, l'histoire et l'actualité.

Quatre points se dégagent du livre :

1. *Amerindia* élabore une méthodologie, une démarche d'enquête pour reconstituer le passé des « laissés-pour-compte » de l'Histoire. La primauté du document écrit est remise en question au profit d'une définition ouverte de la notion de document historique, Tout ce qui fait partie de l'environnement social et physique d'un individu ou d'un groupe est une source historique potentielle. Le livre établit également une typologie des sources.
2. *Amerindia* creuse la question de savoir si des compagnons de route comme les bactéries, microbes et parasites, ces « passagers clandestins » à bord des navires de Cartier et de Roberval (1541-1543), seraient la cause immédiate de la disparition de la Laurentie iroquoienne au XVI[e] siècle (1545-1585). Il revoit les évènements et assauts guerriers associés à la thèse traditionnelle plus radicale.
3. *Amerindia* déboulonne le concept de progrès social appliqué à l'Histoire et montre pourquoi cette notion piégée restera toujours à être nuancée, tout autant que celle de civilisation. En effet, le progrès social n'est pas un fait d'évidence, mais une appréciation subjective tandis que le progrès technique est la somme d'innovations et d'inventions.

   La civilisation n'est pas un stade d'évolution humaine (sauvagerie, barbarie et civilisation), mais bien un ensemble de cultures qui partagent certains traits ou qui ont quelque chose en commun.
4. *Amerindia* ne donne pas une image projective des Peuples Premiers. Il brosse plutôt un portrait sans complaisance de l'amérindianité nord-américaine et décape un passé dont on se prétend impuissant à atteindre l'histoire. Il suscite la réflexion et se veut un outil pour penser autrement le rapport à l'Autre.

Le livre s'adresse principalement aux lecteurs curieux, motivés, avertis ou soucieux d'en apprendre davantage sur l'histoire culturelle de l'amérindianité et sur ses rapports séculaires avec les Européens et leurs descendants.

Conçu à la fois comme un petit traité d'anthropologie et un guide d'histoire des cultures et des sociétés iroquoiennes et algonquiennes, ce recueil d'essais s'adresse d'abord aux étudiants universitaires inscrits en études autochtones pour qui il se veut un compagnon indispensable. Il sera également un instrument de recherche fort utile aux archéologues, ethnologues et historiens spécialisés sur le sujet. Il pourrait devenir finalement un ouvrage de référence incontournable pour les enseignants des cours d'histoire aux niveaux secondaire et collégial.

La grande majorité des publications consacrées aux cultures et aux sociétés autochtones du Québec et du Canada demeurent des articles qui paraissent dans des revues spécialisées ou dans des magazines. Pour leur part, les ouvrages disponibles focalisent généralement sur un thème précis. Ce qui fait que ces publications sont jugées souvent pointues et s'adressent à un lectorat averti ou érudit. Leur langage est parfois hermétique et leur contenu revêche.

Amerindia est un livre inédit. Le volume forme un recueil d'essais. Il allie les formules de l'étude monographique et de la revue scientifique. Il est monographique puisqu'il aborde un sujet principal : les Amérindiens et leur histoire. Il rejoint la revue scientifique car les dix essais qui le composent s'apparentent à des articles de périodiques, à la différence qu'ils ont été rédigés par un seul auteur ce qui leur confère une uniformité dans le style d'écriture. Et quoique les textes du recueil portent sur des thèmes variés, les éléments du contenu s'agglutinent autour d'un sujet central : l'amérindianité nord-américaine.

Les guides pédagogiques

SCOOP!

par l'École branchée

OFFRE DÉCOUVERTE

COMPRENDRE LE PHÉNOMÈNE DES FAUSSES NOUVELLES



RENDEZ-VOUS SUR

http://scoop.ecolebranchee.com/gratuit

POUR TÉLÉCHARGER **GRATUITEMENT** CE GUIDE ET D'AUTRES!

Faites le pont entre la théorie et la réalité grâce à l'actualité!

Aidez vos élèves à développer leurs **compétences numériques et informationnelles**

Sauvez du temps : toute la recherche d'idées et de ressources est faite pour vous!

L'ACTUALITÉ ET LES TIC POUR DONNER DU SENS AUX APPRENTISSAGES!

http://scoop.ecolebranchee.com

SCOOP! EST ACCESSIBLE PAR ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL (POUR L'ENSEIGNANT) OU POUR L'ÉTABLISSEMENT.

SCOOP! s'adresse aux enseignants du 3e cycle du primaire jusqu'à la fin du secondaire

SCOOP! EST PUBLIÉ PAR École branchée .com

AUSSI SUR

WWW.ECOLEBRANCHEE.COM

DES NOUVELLES 100 % GRATUITES

École branchée

www.twitter.com/EcoleBranchee

www.facebook.com/EcoleBranchee

Abonnez-vous gratuitement à notre infolettre hebdomadaire

Pour une prise en compte de la dimension subjective dans l'analyse des œuvres d'art en univers social et en histoire

Catinca Adriana Stan, professeure adjointe en didactique des sciences humaines, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval

Cet article propose une réflexion sur l'usage des œuvres d'art en univers social, autant au niveau primaire que secondaire. Pour ce faire, nous nous attardons dans un premier temps au double statut des œuvres d'art, considérés comme objets esthétiques et comme sources documentaires. Ensuite, nous proposerons une grille d'analyse d'œuvres d'art qui combine les concepts de la pensée historique de Peter Seixas (2013) et la méthode sémiotique d'Umberto Eco (1979). Dans un troisième temps nous analyserons un monument qui orne le Parlement de Québec, afin de montrer comment on peut problématiser et débattre en histoire tout en éduquant le regard des élèves en leur fournissant des nouvelles clés de lecture.

Depuis les années 1990, le ministère de l'Éducation du Québec insiste sur l'intégration de la dimension culturelle à l'école québécoise. Plusieurs rapports et documents ministériels (Rapport Inchauspé, 1997; MÉQ, 2003) mettent l'accent sur le rôle de l'enseignant comme passeur culturel et sur le rehaussement culturel des élèves. De récentes recherches menées en classe de français montrent que les enseignants commencent à développer de nouvelles pratiques (Falardeau *et al.*, 2009; Chartrand, 2005) valorisant la dimension subjective du rapport à la culture de leurs élèves considérés comme sujets lecteurs (Sauvaire, 2015). Ces pratiques donnent l'occasion aux élèves de se découvrir eux-mêmes, de prendre conscience de leur appartenance à l'histoire et de construire leur identité culturelle et intellectuelle. De ce point de vue, l'approche culturelle (Simard, 2002, 2009), qui implique une conception patrimoniale de la culture « permettant [...] aux élèves de s'approprier, d'intégrer et d'organiser les connaissances en un tout cohérent, original et personnel, de se situer au sein des problèmes et des réalités complexes de son temps, dans son identité humaine et dans l'histoire » (Simard, 2002 : 77), se distingue d'une approche instrumentale de la culture, plus encline à se servir des objets pour développer des connaissances et des compétences disciplinaires (Lefrançois et Éthier, 2010).

Ainsi, en univers social, discipline qui regroupe l'histoire, la géographie et l'éducation à la citoyenneté, le patrimoine local, les musées ou les œuvres d'art sont pris en compte dans la mesure où ils contribuent à valider des connaissances historiques (Meunier et Bélanger, 2014) ou à problématiser pour développer la pensée historique (Demers, *et al.*, 2016; Poyet, 2016). Il en résulte qu'en univers social le travail d'interprétation de sources fait peu de place à celui qui analyse. Même l'empathie historique, procédé qui permet de se mettre dans la peau d'un acteur historique, rend compte des valeurs et des émotions senties par quelqu'un d'autre. Cet usage réducteur des objets de culture ayant une valeur esthétique provient entre autres de la difficulté de certains enseignants à partager le sens profond des œuvres d'art (Verreault, et Pelltier, 1998) et d'une certaine conception de l'apprentissage où l'émotion s'oppose traditionnellement à la connaissance (Dewey, 2005; Lemonchois, 2003; Côté, 2008). En univers social, savoir et subjectivité semblent s'opposer (Demougin, 2008), alors que dans le champ de la didactique des arts plastiques il est couramment accepté que former la sensibilité des élèves améliore leur capacité d'appréciation et leur permet de se rendre compte de la valeur d'un objet (Goodman et Elgin, 1990; Lemonchois, 2003 : 162). L'expérience de l'art comme lecteur permettrait, selon Dewey (2005), d'affiner son raisonnement, puisque le sens est produit, il n'habite pas l'œuvre brute : il est construit par l'effort intellectuel

du lecteur (Adorno, 1989).

Il faut préciser que le caractère particulier des œuvres d'art, par rapport à d'autres types de traces du passé, ne facilite pas leur utilisation pédagogique. En effet, alors que la lecture de textes est linéaire et rend par le fait même plus facile la compréhension, la lecture des œuvres d'art est souvent plus complexe et ne fournit pas nécessairement les outils pour la mener à bien et la réaliser dans toute sa richesse (Stan et Larouche, 2016). De plus, le contexte sociopolitique et culturel dans lequel les œuvres ont été conçues exige de les traduire dans le langage du temps présent, celui dans lequel les élèves les approchent. Ainsi, la signification d'une œuvre est en partie créée par celui qui la perçoit (Verreault et Pelletier, 1998). Malgré la difficulté d'être considérés comme « neutres » – c'est-à-dire dépourvus de toute intention idéologique – et comme univoques, ces objets peuvent et devraient être utilisés pour enseigner l'histoire, puisqu'ils représentent des témoins privilégiés de l'époque qui les a produits (Wineburg, 2001).

Si la plupart des didacticiens proposent un modèle d'analyse centré sur les connaissances (Éthier et Lefrançois, 2010) et une interprétation relativement standardisée, certains chercheurs ont traité les œuvres d'art dans toute leur complexité. À ce titre, soulignons les travaux de Martineau (2010) et ceux de Larouche (2011a; 2011b; 2012; 2014) qui prennent en considération l'objet comme source primaire, en montrant que les artefacts et les documents iconographiques interpellent les élèves aussi bien sur les plans cognitifs qu'affectifs et émotifs.

En général, l'enseignement de l'histoire demeure plutôt magistrocentré et axé sur le récit des manuels scolaires (Boutonnet, 2013). Bref, malgré les recommandations et les efforts du ministère de l'Éducation de faire de l'école un lieu de culture, en univers social, où on analyse *de facto* des œuvres d'art, on les considère seulement en tant que documents historiques.

Méthode d'analyse

Pour analyser et interpréter des œuvres d'art en tant que documents iconographiques et comme objets esthétiques, nous combinerons la méthode d'analyse des sources primaires telle que conçue par Peter Seixas (2013), avec la méthode d'interprétation critique des œuvres, théorisée par Umberto Eco (1979; 1994; 1996), afin de prendre en compte la subjectivité des élèves dans l'interprétation des œuvres d'art.

a) Analyse des œuvres d'art en tant que sources primaires

De la même manière que pour les autres traces du passé, les œuvres d'art sont investiguées selon la méthode historique d'analyse des sources primaires afin de transformer les documents en savoir historique (Martineau, 2010). Ainsi, le didacticien Peter Seixas a développé un cadre d'investigation des sources primaires balisé par six concepts majeurs qui régissent le travail des historiens :

1. l'évidence;
2. la signification;
3. la continuité et le changement;
4. les causes et les conséquences;
5. la perspective historique et
6. la dimension morale (Seixas, 2013).

Le premier concept, *l'évidence*, permet d'attribuer à un document ou à un objet le statut de preuve historique (en anglais, *evidence*), et d'explorer les données qu'on peut observer (ce qui est dit dans un texte, ce qui est montré dans une photographie, ce qui est représenté sur une carte, etc.). *La signification* porte sur le contenu de la preuve historique : il s'agit de saisir en quoi la preuve est importante pour l'époque dans laquelle le document ou l'objet a été conçu, comment elle crée un sens au passé, comment elle permet d'expliquer davantage le contexte de l'époque. Les concepts de *causes* et de *conséquences* permettent de mettre en relation de causalité des évènements qui sont rapportés dans le document, de comprendre leur ampleur et leur durée. Les concepts de *continuité* et de *changement* assurant une prise en compte du présent, sont associés avec la perspective historique. Cela signifie qu'un événement est étudié selon ce qui était connu à l'époque. La *perspective* permet également l'empathie historique, c'est-à-dire de se questionner sur les choix des acteurs du passé, sur leurs croyances, leurs intentions, leurs intérêts. En étroite relation avec la perspective historique, la *dimension morale* permet de poser un jugement sur le passé sans projeter ses propres valeurs sur les acteurs historiques et juger leurs actes dans une perspective manichéenne.

Bien que nous avons apprécié lors d'une analyse de cartes anciennes la recherche historique à laquelle conduit cette démarche (Stan, Kaszap et Ferland, 2017), nous avons identifié des limites importantes, notamment le fait que la méthode d'analyse était linéaire, ne permettant pas de revenir sur la première interprétation de sources et qu'elle ne prenait pas en compte la dimension esthétique de certains documents (Stan, 2017). En effet, dès la deuxième étape, *la signification*, on se concentre à saisir l'information historique, en négligeant sous quelle forme cette information nous parvient (est-ce une lettre ? une peinture ? un article de loi ?).

b) Analyse critique des œuvres d'art

Les œuvres d'art sont créées dans des milieux culturels déterminés et s'adressent à un public capable de les comprendre (Elias, 1985). Elles sont donc conçues d'après un canon esthétique qui pourrait changer avec le temps, en même temps que les fonctions sociales de l'art (Monnet, 2000). Ainsi, dans des époques passées, les exigences formelles de l'art étaient le reflet des exigences religieuses, politiques et culturelles, surtout dans des sociétés fondées sur l'ordre hiérarchique et basées sur l'autorité, que les formes d'art célébraient et reproduisaient à leur niveau (Habermas, 1978). Pour prendre en compte cette réalité complexe, le sémioticien Umberto Eco a conçu un cadre d'analyse d'œuvres d'art basé sur une triple intentionnalité : les intentions de l'auteur (*intentio auctoris*), les intentions de l'œuvre (*intentio operis*) et les intentions du lecteur (*intentio lectoris*) (Eco,1979; 1994; 1996). Ainsi, alors que l'artiste qui produit tente de structurer un message à travers son objet (*intentio auctoris*), les conventions culturelles établies qui font partie du patrimoine social d'une époque lui imposent certaines contraintes à respecter lors de son acte de création. La capacité de lecture et de compréhension d'une telle œuvre dépend en partie de la connaissance du monde à laquelle elle s'adressait (*intentio operis*), mais aussi de la subjectivité et de l'imagination de celui qui la regarde (*intentio lectoris*). Appliqué à l'enseignement de l'histoire, ce modèle interprétatif permettrait de prendre en compte les plans cognitifs et affectifs des élèves. Ainsi, s'interroger sur les intentions de l'œuvre et les intentions de l'auteur permettrait de faire un travail de documentation historique et de lui conférer un sens en accord avec les mentalités et le canon esthétique de l'époque dans laquelle l'œuvre a été produite. De cela découlerait des questions sur le public de l'époque, ce qui amènerait les élèves par la suite à se poser des questions sur leur propre façon de percevoir cette œuvre aujourd'hui, en tant que lecteurs (*intentio lectoris*), en faisant par exemple des comparaisons thématiques avec des œuvres d'aujourd'hui. La figure 1 présente une synthèse de ces deux théories et permet de saisir le travail simultané, de juger l'œuvre d'art en tant que document et en tant qu'objet esthétique.

Figure 1 – Concepts à la base de l'analyse des œuvres d'art en classe d'univers social et d'histoire

Analyse des œuvres d'art en tant que sources primaires Seixas	**Analyse des œuvres d'art Eco**
1. Évidence	Intention de l'œuvre et de l'auteur
2. Signification	Intention du lecteur, de l'auteur et de l'œuvre
3. Causes et conséquences	Intention de l'auteur et de l'œuvre
4. Continuité et changement	Intention du lecteur
5. Perspective historique	Intention de l'œuvre et du lecteur
6. Dimension morale	Intention du lecteur

À partir de ces concepts, nous avons élaboré une grille qui s'inspire entre autres d'un modèle d'interprétation des œuvres d'art proposé aux futurs enseignants par France Verreault et Michelle Pelletier (1998), responsables de la formation pratique à l'Université Laval. Tout en intégrant des questions spécifiques à l'analyse documentaire, notre grille (figure 2) a comme point de départ le lecteur (les élèves), ce qui permet de commencer par une analyse spontanée qui sert d'hypothèse pour une recherche plus approfondie sur le contexte de production de l'œuvre et sur son auteur. Nous avons identifié par un numéro les questions qui font écho à la pensée historique, et les avons gardées parmi d'autres types de questions, notamment celles qui mobilisent la sensibilité des élèves, afin de ne pas séparer le va-et-vient entre les plans cognitif et affectif. À la fin, une question-synthèse permet de rendre conscients les élèves des liens indissolubles entre la culture artistique et la culture historique.

Comme on peut le constater, la grille comporte un nombre élevé de questions. Le but n'étant pas de répondre à toutes ces questions, mais d'examiner avec sensibilité et discernement une œuvre d'art, l'enseignant pourrait réduire le nombre de questions et la particulariser sur une œuvre d'art spécifique (monument, portrait, objet de cérémonie, etc.).

Prenons à titre d'exemple, le 3e cycle du primaire où

Figure 2 – Grille d'analyse des œuvres d'art ayant une valeur documentaire

	Le monde du lecteur (élèves)	Contexte de l'œuvre d'art	Le monde de l'auteur (connu, anonyme ou collectif)
Concepts de la pensée historique	2. Signification 4. Continuité et changement 5. Perspective historique 6. Dimension morale	1. Évidence 2. Signification 3. Causes et conséquences 5. Perspective historique	1. Évidence 2. Signification 3. Causes et conséquences
Questions clés	Qu'est-ce que vous reconnaissez dans cette œuvre d'art ? (détails, éléments, thème). Qu'est-ce qui vous surprend, vous fait plaisir ou vous attriste ? 2. Qu'est-ce que nous apprenons sur l'histoire [du Québec] à partir de cette œuvre d'art ? Est-ce que cette œuvre d'art vous fait penser à une autre que vous avez vue auparavant ? En quoi est-elle différente, originale ? 4. Quel est, à votre avis, le changement le plus important par rapport à notre réalité d'aujourd'hui ? 5. En se basant sur cette œuvre d'art, quelle est, selon vous, la vision de l'auteur par rapport au sujet représenté ? 6. Comment cette œuvre d'art peut-elle nous aider à mieux comprendre le présent ?	Quel aspect particulier cette œuvre nous présente ? Que précise le titre ? Où se passe l'action ? Quel événement raconte l'œuvre ? Que va-t-il se passer ensuite ? 1) Quel était le but de l'œuvre d'art à l'époque où elle a été conçue ? 2. Quelles informations permettent de mieux comprendre l'époque ? Existe-t-il d'autres œuvres qui racontent le même événement ? 3. En quoi leurs versions diffèrent-elles de ce que nous voyons ici ? 5. Quelle a été l'influence du personnage représenté ou quelles ont été les conséquences de l'événement décrit ? 5. [Empathie historique] Que feriez-vous si vous étiez un personnage de l'histoire racontée par cette œuvre d'art ?	1. Pourquoi l'auteur a-t-il créé cette œuvre d'art ? Que voulait-il transmettre ? 2. Cette œuvre et d'autres du même auteur reflètent-elles les grandes idées de son époque (croyances, progrès, rôle des femmes, etc.) ? 3. Quel était, à la lumière de votre recherche sur le sujet, l'impact de ses œuvres auprès du public de l'époque ?
Questions-synthèse	En quoi ce que vous avez appris sur l'époque vous aide-t-il à mieux comprendre et interpréter l'œuvre d'art ? En quoi ce que vous avez appris sur l'œuvre d'art et sur l'auteur vous aide-t-il à mieux comprendre l'époque ?		

le curriculum prescrit, en univers social, l'interprétation des documents iconographiques et, en arts plastiques, l'éducation du regard des élèves pour les rendre aptes à « porter un jugement d'ordre critique ou esthétique » et à « établir des liens entre ce que l'on a ressenti et ce que l'on a examiné » (PFÉQ, 2001 : 217). La grille pourrait contenir seulement quelques questions des catégories « le monde du lecteur » et « le contexte de l'œuvre d'art », en écartant les questions sur l'auteur, perçues comme plus difficiles (notamment les questions deux et trois).

Analyse de l'œuvre d'art *La Halte dans la Forêt*

Pour mieux expliquer le fonctionnement de notre grille, nous avons choisi de faire l'analyse de l'œuvre en trois

dimensions *La Halte dans la Forêt* (figure 3). Cette œuvre de Louis-Philippe Hébert, installée le 26 août 1890 fait partie d'un ensemble appelé *La fontaine des Abénaquis* qui orne l'entrée principale du Parlement de Québec. Nous répondons à quelques questions de la grille, sans prétendre faire ici une analyse exhaustive de ce célèbre monument.

- *Qu'est-ce que vous reconnaissez dans cette œuvre d'art ?* Statue coulée en bronze, elle représente une famille d'Abénaquis : la figure du père domine le monument et lui donne sa verticalité. De part et d'autre, dans une symétrie parfaite, sa femme qui attise le feu et son grand garçon, l'arc tendu. Entre les adultes, un deuxième enfant qui cherche leur protection.
- *Qu'est-ce qui vous surprend, vous fait plaisir ou vous attriste ?* Les personnages sont d'une beauté classique, on dirait des statues grecques. Ils semblent être une famille unie, puisqu'ils regardent tous dans la même direction.
- *Qu'est-ce que nous apprenons sur l'histoire du Québec à partir de cette œuvre d'art ?* Les Abénaquis sont une présence constante sur le territoire du Québec actuel. Puisque le monument est installé devant le Parlement du Québec, on déduit qu'ils ont joué un rôle important comme alliés des Français, puis des Canadiens français. Les personnages présentent des attributs de « l'indianité » (Gagnon, 1980) : arcs pour chasser, mode de subsistance basé sur la chasse, pagne, pieds nus et torse nu, les plumes ornementales désignant le statut du père, alors qu'aucun attribut « occidental » ne semble être présent.
- *Quel est, à votre avis, le changement le plus important par rapport à notre réalité d'aujourd'hui ?* Le mode de vie sédentaire, les commodités et la technologie d'aujourd'hui, l'éducation qui se fait à l'école, etc.
- *En se basant sur cette œuvre d'art, quelle est, selon vous, la vision de l'auteur par rapport au sujet représenté ?* Sans doute que Louis-Philippe Hébert avait de l'admiration pour les Autochtones. On le voit ici dans la fière allure du père, comme on le voit chez l'Iroquois, gardien du monument Maisonneuve. Un détail curieux attire notre regard : alors que le père a le pied droit à l'avant, signe des guerres qu'il a menées, son garçon – déjà adulte d'après la culture algonquienne, a son genou droit à terre. Mettre un genou à terre et surtout le genou droit représentait au Moyen Âge un acte de soumission d'un chevalier devant le seigneur ou encore une position cérémoniale durant laquelle une personne recevait son accolade, c'est-à-dire était anoblie. Bien que c'est un geste occidental, peut-être que le sculpteur a voulu signifier le grand respect des Abénaquis pour la nature; ainsi le garçon rend-il peut-être un hommage ultime à la proie avant de libérer sa flèche.
- *Comment cette œuvre d'art peut-elle nous aider à mieux comprendre le présent ?* On comprend un peu plus les traditions autochtones ainsi que certaines revendications de la part des communautés autochtones.
- *Quel était le but de l'œuvre d'art à l'époque où elle a été conçue ?* La statue a été conçue à la fin du XIX[e] siècle, connu dans l'histoire sous le nom du « siècle de l'État-nation ». À cette époque, quand l'éducation n'était pas généralisée et l'histoire n'était pas encore la science rigoureuse et méthodique qu'on connaît aujourd'hui, les grandes figures du passé devaient servir de repère axiologique à la jeune nation canadienne française qui voulait ancrer son destin dans le temps long de l'histoire. Il n'est pas sans importance que la statue fasse partie d'un ensemble de 22 monuments, tous érigés à la même époque, suite au projet d'histoire politique « Je me souviens » d'Eugène-Étienne Taché. On pourrait ajouter que le monument comportait généralement au XIX[e] siècle une fonction didactique, dans le sens qu'il devait éduquer et inspirer le public.

Figure 3 ***La Halte dans la Forêt***



Source : ÉducArt, collection numérique du Musée du Québec à Montréal

- *Quelles informations permettent de mieux comprendre l'époque ? Existe-t-il d'autres œuvres qui racontent le même événement ?* Louis-Philippe Hébert est l'auteur de plusieurs monuments représentant des héros de la Nouvelle-France : Frontenac, Montmorency De Laval, Maisonneuve, Jeanne Mance, Madeleine de Verchères, etc. L'importance que l'auteur accorde à cette période de l'histoire, dont il fait une clé de compréhension pour toute l'histoire du Québec et du Canada, nous laisse deviner l'ampleur des politiques nationalistes de l'époque.
- *Quelle a été l'influence du personnage représenté ?* Selon l'historien de l'art Bruno Hébert, « La statue propose du héros une image immobile, c'est-à-dire qu'elle le représente dans ce qu'il a accompli » (1980 : 192). C'est par la chasse alors et par le commerce lucratif des fourrures, que les Abénaquis ont contribué au développement de la société.
- *Quel était, à la lumière de votre recherche sur le sujet, l'impact de ses œuvres auprès du public de l'époque ?* Avec plusieurs prix obtenus en France et plusieurs contrats avec l'État, Hébert était devenu « l'architecte national ». Comme tout monument, *La Halte dans la Forêt* a été conçue pour durer. Derrière le culte des héros nationaux – ici les Abénaquis – il y a un culte plus profond, celui de la patrie. Nous pouvons conclure avec Bruno Hébert : « En célébrant le passé autour du monument, nos pères ont préparé l'avenir en voulant s'encourager eux-mêmes, éduquer la jeunesse et se perpétuer dans le souvenir de ceux qui viendront » (Hébert, 1980 : 121).

Cette méthode d'analyse pourrait être bonifiée, entre autres, par un travail dans le cadre duquel les élèves construiront un objet, soit une peinture, soit un collage d'images, soit un objet en trois dimensions, qu'ils accompagneront d'une description sur ce qu'ils ont voulu représenter ou transmettre. Par exemple, après avoir analysé le monument *La Halte dans la Forêt* de Louis-Philippe Hébert, en posant la question « Quelle est votre représentation des Autochtones aujourd'hui ? », ils pourront créer une œuvre où on peut distinguer ou non des attributs « autochtones », « occidentaux » etc., ce qui donnera une indication sur leur façon de les percevoir.

Conclusion

Les œuvres d'art représentent une porte d'entrée importante pour l'analyse et la compréhension de l'histoire. Elles développent également le goût pour le beau et la sensibilité esthétique chez les élèves. Nous pensons donc qu'en travaillant de cette double façon en classe d'univers social et d'histoire, c'est-à-dire en se rapportant aux œuvres d'art comme documents iconographiques et comme objets esthétiques, il y aura un enrichissement du travail interprétatif des élèves, puisqu'il sollicitera davantage leur subjectivité. Nous avons l'intention de tester notre grille et de la perfectionner. Cependant, au-delà de toute méthode et de toute grille d'analyse, nous pensons que la rencontre avec ces trésors de la culture québécoise et canadienne - rencontre d'autant plus facilitée par les collections numériques des principales institutions muséales - ce ne peut qu'être formateur pour les élèves d'aujourd'hui, des hommes et des femmes de culture de demain.

Références

Adorno, T. (1989). *Théorie esthétique*, trad. Marc Jimenez. Paris : Klincksieck.

Boutonnet, V. (2013). *Les ressources didactiques : typologie d'usages en lien avec la méthode historique et l'intervention éducative des enseignants d'histoire au secondaire*. Thèse de doctorat. Montréal : Université de Montréal.

Chartrand, S. (2005). Pour une culture de la langue à l'école. Dans D. Simard et M. Mellouki (dir.) : *L'enseignement. Profession intellectuelle* (p. 153-182). Québec : Presses de l'Université Laval.

Côté, H. (2008). *L'intégration de la dimension culturelle à l'école. Du discours officiel à celui des acteurs*. Thèse de doctorat inédite. Québec : Université Laval.

Demers, S., Boutonnet, V., Lessard, G., Éthier, M.-A. et D. Lefrançois (2016). Interpréter le patrimoine et l'espace urbain pour initier les élèves à la pensée historique. Perceptions d'enseignants et de leurs formateurs. Dans Larouche, M.-C., Burgess, J. et N. Beaudry (dir.) *Éveil et enracinement. Approches pédagogiques innovantes du patrimoine culturel* (p. 72-93). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Demougin, F. (2008). Approche culturelle de l'enseignement du français. *Tréma (30)*, p. 1-3.

Dewey, J. (2005). *L'art comme expérience*. Paris : Farrago.

Eco, U. (1979). *L'œuvre ouverte*. Paris : Éditions du Seuil.

Eco, U. (1994). *Les limites de l'interprétation*. Paris : Grasset, Coll. Livre de poche.

Eco, U. (1996). *Interprétation et surinterprétation*. Paris : Presses Universitaires de France.

Elias, N. (1985). *La société de la cour*. Paris : Flammarion.

Éthier, M.-A. et D. Lefrançois (2010). Trois recherches exploratoires sur la pensée historique et la citoyenneté

à l'école et à l'université. Dans J.-F. Cardin, M.-A. Éthier et A. Meunier (dir.) *Histoire, musées et éducation à la citoyenneté* (p. 267-287). Québec : MultiMondes.

Falardeau, É., Simard, D., Gagné, J., Côté, H., Carrier, L. et Émery-Bruneau, J. (2009). Rapport à la culture et formation du sujet lecteur. Dans Daunay, B., I. Delcambre et Y. Reuter (dir.) *Didactique du français : le socioculturel en question* (p. 111-122). Montréal : Presses Universitaires Septentrion.

Gagnon, F.-M. (1980). Joseph Légaré et les Indiens. *The Journal of Canadian Art History /Annales d'histoire de l'art canadien, (5)*1, p. 39-46.

Goodman, N. et Elgin, C. (1990). *Esthétique et connaissance pour changer de sujet*. Paris : Éditions de l'Éclat.

Habermas, J. (1978). *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.

Hébert, B. (1980). *Monuments et patrie. Une réflexion philosophique sur un fait historique*. Joliette : Pleins bords.

Larouche, M.-C. (2011a). Quelle place pour le musée en univers social ?, *Enjeux, (7)* 2, p. 5-6.

Larouche, M.-C. (2011b). Apprendre par les objets et les images, de la leçon de choses à l'exploitation des ressources patrimoniales, réelles et virtuelles, *Enjeux, (7)* 2, p.15-19.

Larouche, M.-C. et Loyer, M.-C. (2012). Le patrimoine urbain de Trois-Rivières : un trésor insoupçonné pour l'apprentissage de l'univers social, *Vivre le primaire*, été 2012, p. 40-42.

Larouche, M.-C. (2014). Voir et savoir interpréter des documents iconographiques, de l'affectif au cognitif. Dans M.-A. *Éthier*, D. Lefrançois et S. Demers (dir.), *Faire aimer et apprendre l'histoire et la géographie au primaire et au secondaire* (p. 213-231). Québec : MultiMondes.

Lefrançois, D. et M.-A. Éthier (2010). The Transfer of Historico-Critical Skills in Quebec Classrooms: From Social Studies Class to Political and Community Practice. Dans D. Shugurensky et E. Pinnington (Dir.), *Learning Citizenship by Practicing Democracy: International Initiatives and Perspectives* (p. 87-104). Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars Publishing.

Lemonchois, M. (2003). *Pour une éducation esthétique. Discernement et formation à la sensibilité*. Paris : L'Harmattan.

Martineau, R. (2010). *Fondements et pratiques de l'enseignement de l'histoire à l'école. Traité de didactique*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Meunier, A. et C. Bélanger (2014). Représentations de futurs enseignants sur l'enseignement-apprentissage de l'univers social au primaire et l'utilisation du musée d'histoire comme source didactique. Dans M.-C. Larouche et A. Araújo-Oliveira (dir.) *Les sciences humaines à l'école primaire québécoise. Regards croisés sur un domaine de recherche et d'intervention* (p. 149-173). Québec : Presses de l'Université du Québec.

MÉLS (2001). *Programme de formation de l'école québécoise, chapitre 7, Univers social*. Ministère de l'éducation, du loisir et du sport. Québec : Gouvernement du Québec.

Ministère de l'Éducation du Québec (2003) [en ligne]. L'intégration de la dimension culturelle à l'école. Québec : Gouvernement du Québec. Disponible à <http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/dpse/formation_jeunes/IntegrationDimensionCulturelleEcole_DocRefPersEns.pdf>, consulté le 25 juillet 2017.

Musée des Beaux-arts de Montréal (2017). *Algonquins*. Plateforme *ÉducArt*. Disponible à http://educart.ca/, consulté le 20.09.2017.

Poyet, J. (2016). Identité et Patrimoine. Les résultats de l'étude préliminaire « Ville-Marie 2014 ». Dans Larouche, M.-C. *et al* (dir.) *Éveil et enracinement. Approches pédagogiques innovantes du patrimoine culturel* (p. 11-28). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Rapport Inchauspé (1997). *Réaffirmer l'école*. Rapport du Groupe de travail sur la réforme du curriculum. Québec : Ministère de l'Éducation.

Sauvaire, M. (2015). La diversité des sujets lecteurs dans l'enseignement de la lecture littéraire. *Éducation & didactique 9*(2), p. 107-117.

Seixas, P. et Morton, T. (2013). *Les six concepts de la pensée historique* (Trad. A. Bricaud). Montréal : Modulo.

Simard, D. (2002). Contribution de l'herméneutique à la clarification d'une approche culturelle de l'enseignement. *Revue des sciences de l'éducation, 28*(1), p. 63-82.

Simard, D. (2009). La réforme de l'éducation : un trésor était caché dedans. Dans M. Mellouki (dir.). *Promesses et ratés de la réforme de l'éducation au Québec* (p. 75-119). Québec : Presses de l'Université Laval.

Stan, C. A. et Larouche, M.-C. (2016). Illustrer le territoire québécois dans les manuels d'histoire au secondaire : étude de cas sur le paysage en tant qu'outil de médiation culturelle et ses rapports avec l'espace, le pouvoir et l'identité. *Regards géopolitiques (2)* 3, p. 20-32.

Stan, C. A, Kaszap, M. et Ferland, Y. (2017). Développer la lecture en sciences humaines au primaire et au secondaire : la pensée historienne appliquée à des cartes anciennes à partir de la compréhension de l'espace. *Traces, 55* (1), p. 21-27.

Stan, C. A. (2017). Le passé retouché au pinceau : usages des tableaux artistiques dans les manuels québécois d'histoire. *Traces, 55* (2), p. 23-28.

Verreault, F. et M. Pelletier (1998). L'interprétation des œuvres d'art : proposition d'une démarche. *Revue des Sciences de l'Éducation (243)*, p. 541–565.

Wineburg, S. (2001). *Historical Thinking and Other Unnatural Acts*. Philadelphie: Temple University Press.

Le 55e congrès de la SPHQ en photos

Salon des exposants et congressistes

Photos : Roger Thiffault, sauf mention contraire



Francis Côté de Voyages Objectif Terre



Alexis Lemieux du Musée de la Société des Deux-Rives



Josiane Lambert de la Commission de la Capitale Nationale du Québec



Alexandre Sioui et Danisse Neashit du Musée Huron



Commission des champs de batailles nationaux
Photo : Jean-Claude Richard



Société historique des Filles du Roy



Frédéric Lalumière de Montréal en Histoires



Jean-Philippe Proulx de la Société Histoire Canada



Réseau Archéo-Québec



Mylène Richard de la Citadelle de Québec - Royal 22e régiment



Valérie Sauvé de l'AMF



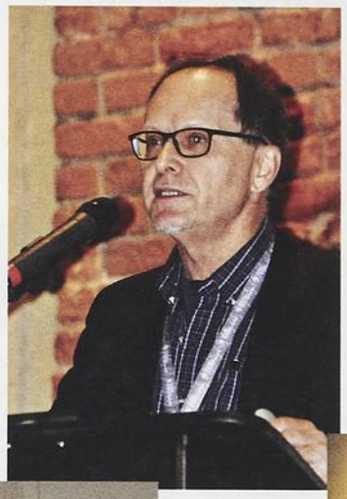
Éditions Pearson ERPI

Conférencières et conférenciers

Photos : Jean-Claude Richard, sauf mention contraire

Jean Lévesque, historien





Michel Sarra-Bournet, conférencier d'ouverture



Alain Houle des Éditions CEC
Photo : Roger Thiffault (RT)



Benjamin Deruelle, historien



Jean Barbe et François Turgeon du MEES





Katie Leggitt, Historica Canada

Anabelle Loyola, cinéaste
Daniel Moreau, didacticien







Charlène Bélanger du Musée McCord-Stewart



Geneviève Goulet, enseignante
Photo RT

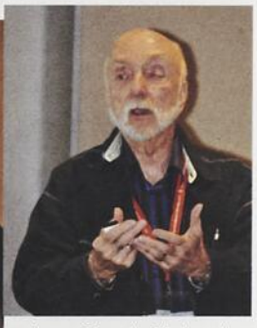
Marie-Noëlle Corriveau-Tendland du MEES



Carl Bouchard, historien
Photo RT

Pierre Anctil, historien
Photo RT





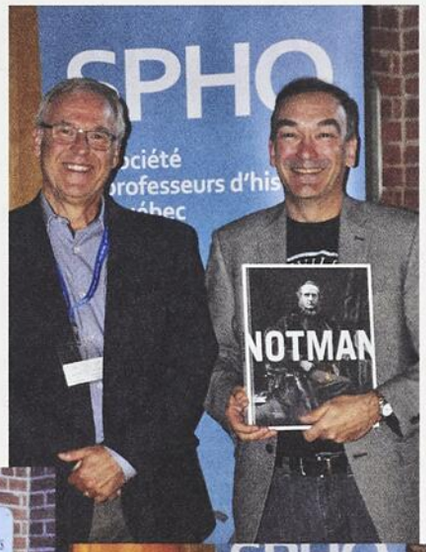
Jean-Claude Richard, historien Photo RT

Remises de prix lors du congrès

Photos : Roger Thiffault, sauf mention contraire



Prix de la revue Cap-aux-Diamants (abonnement)



Prix du Musée McCord-Stewart remis à Christian Lagueux en présence de Raymond Bédard, président de la SPHQ





Prix remis à Nathalie Briand par Ann Quesnel du GRICS



Prix de la Citadelle de Québec remis à Johanne Lemay

Prix des Grands Explorateurs remis à deux congressistes



Prix de présence de EF Voyages Culturels remis à Marc Bisson



Prix de la Société du Musée du Grand Châteauguay (Maison LePailleur) remis par Nathalie Tremblay



Prix de présence de la Société historique des Filles du Roy

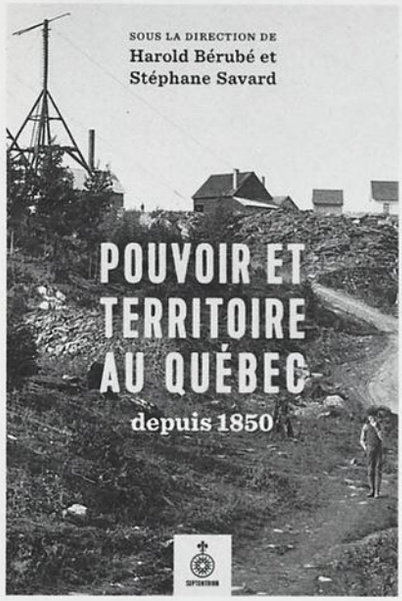


Prix de la Commission de la Capitale nationale du Québec remis à Steeve Dallaire

Quoi de neuf côté livres ?

Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850

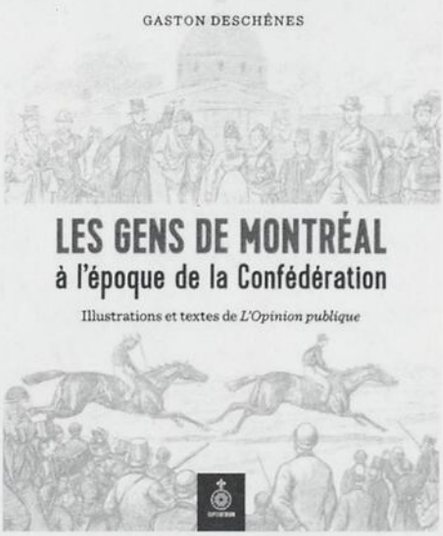
Harold Bérubé et Stéphane Savard
Québec, Septentrion, 2017



Depuis l'époque du régime seigneurial jusqu'à l'élaboration du Plan Nord, pouvoir et territoire ont toujours été intimement liés. Comment le pouvoir s'exerce-t-il sur le territoire et, inversement, comment le territoire influence-t-il de façon déterminante le pouvoir ? Alors que cette relation bidirectionnelle a parfois été explicitement ou implicitement évoquée dans certains travaux d'historiens, de géographes, de politologues et de sociologues, elle n'a étonnamment jamais fait l'objet d'une réflexion plus globale et synthétique dans le contexte québécois. En réunissant des chercheurs aux horizons multiples, tout en ancrant l'analyse dans une perspective résolument historique, ce collectif entend poser les premiers jalons venant combler cette lacune.

Les gens de Montréal à l'époque de la confédération, illustrations et textes de l'*Opinion publique*

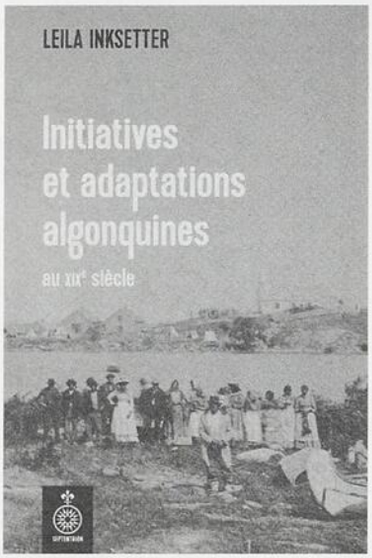
Gaston Deschênes
Québec, Septentrion, 2017



Le 1er janvier 1870, l'éditeur Georges-Édouard Desbarats lance *L'Opinion publique*, un hebdomadaire qui constitue le pendant français de son *Canadian Illustrated News*, déjà sur le marché depuis deux mois. Ce journal connaît une existence éphémère : avant-gardiste sur le plan technique et comme média d'information, il éprouve néanmoins des difficultés financières qui le mènent à sa fermeture dès 1883. *L'Opinion publique* a toutefois laissé aux Montréalais un riche héritage iconographique.

Dans les pages abondamment illustrées de ce magazine, les habitants de Montréal s'adonnent à diverses activités. Ils festoient, jouent, mangent, voyagent et déménagent; ils fréquentent les parcs, les marchés et les grandes rues commerciales; ils assistent aux fêtes, aux compétitions sportives, à la débâcle et aux inondations; ils vont aux noces, au bal, aux concerts, aux expositions, aux funérailles, à la guerre et même en prison ! Quoiqu'ils soient peu représentés, on y trouve aussi des travailleurs. Ils sont au marché, au canal de Lachine, occupés à couper de la glace ou à déneiger les rues.

Le lecteur reconnaîtra facilement les caricatures dans cet ensemble d'illustrations que nous nous plaisons à croire « réalistes ». On y voit surtout du « beau monde », urbain et endimanché. N'était-ce pas le début de la « Belle Époque » ?

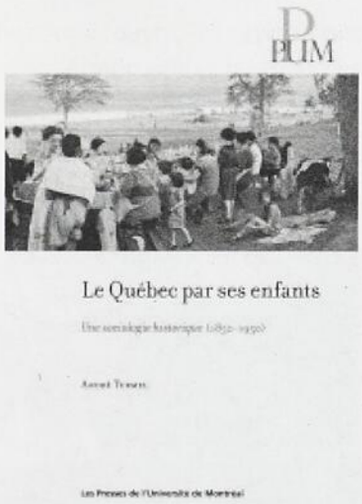


Initiatives et adaptations algonquines au XIX^{e} siècle

Leila Inksetter
Québec, Septentrion, 2017

Le XIX^{e} siècle est une période de grands changements pour les Algonquins septentrionaux qui, en l'espace de quelques décennies, subissent l'arrivée de missionnaires catholiques, le développement de la foresterie, la colonisation euro-canadienne et l'intervention de l'État. Leila Inksetter analyse ces transformations et leurs conséquences souvent associées à une période trouble de l'histoire des Autochtones.

Faisant appel à une gamme étendue de sources, l'auteure montre comment les Algonquins ont utilisé et intégré des institutions qui leur étaient externes au départ (comme le catholicisme ou le mode de scrutin) pour répondre à des préoccupations qui leur étaient propres. Le résultat décrit une réalité complexe et étonnante.



Le Québec par ses enfants. Une sociologie historique (1850-1950)

André Turmel
Montréal, PUM, 2017

De 1850 à 1950, le Québec transite d'une société rurale vers une société en voie d'industrialisation qui s'installe peu à peu dans la modernité urbaine. Dans cet important ouvrage, l'auteur observe ce passage et propose aux lecteurs de mieux comprendre l'histoire du Québec à partir du traitement que l'on a fait aux enfants. Il éclaire de manière tout à fait originale les questions difficiles à affronter, comme celle des orphelins de Duplessis, de l'adoption des filles, de notre rapport très ambigu avec l'éducation.

Cet ouvrage s'inscrit dans une perspective précise, réintroduisant le passé dans le présent; il porte au jour ces idées de jadis qui aiguillent encore nos façons d'agir. Cela place l'enfance québécoise dans une position en apparence contradictoire : un pied dans la modernité, l'autre dans certaines pesanteurs de la société agraire qui subsistent malgré tout. Au moment où l'homme a tendance à être de plus en plus présenté, ou rêvé, comme un être isolé, autonome, responsable, guidé par sa raison, opposé à la collectivité contre laquelle il défendrait son « authenticité » ou sa « singularité », les sciences sociales ont plus que jamais le devoir de mettre au jour la fabrication des individus. L'auteur de ce livre s'attelle à cette tâche avec brio.

Histoire des Juifs du Québec

Pierre Anctil
Montréal, Boréal, 2017

Pourquoi le Québec est-il une terre d'accueil singulière pour la communauté juive ? Comment la communauté juive l'a-t-elle transformé ? Comment s'exprime le judaïsme québécois et montréalais ?

Pierre Anctil dépeint ici l'histoire juive québécoise comme une succession de migrations venues d'Europe qui portaient en elles l'expérience d'une minorisation souvent douloureuse. Plus récemment, le Québec a accueilli des Juifs nord-africains, israéliens, sud-américains et français, qui se sont ajoutés aux premiers arrivants sans se fondre complètement à eux.

Les quatre siècles qu'embrasse cet ouvrage ont produit une prise de conscience aiguë, chez les Juifs du Québec, qu'ils appartenaient à une société à nulle autre pareille. Les droits qu'ils ont systématiquement réclamés et leurs contributions soutenues aux multiples sphères d'activité ont aussi donné naissance à un Québec bien différent de celui qui aurait été échafaudé à partir des seules valeurs traditionnelles du Canada français et du Canada anglophone. Il y a un judaïsme québécois et montréalais distinct de tous les autres en Amérique du Nord, et cette originalité émerge avec force du récit historique lui-même.

Après plus de trois décennies de questionnements et d'avancées, le temps était venu de réunir en un seul volume tous les constats auxquels étaient arrivés différents chercheurs dans ce champ d'études inédit. Une telle synthèse nous permet de retracer le récit historique de la présence juive au Québec dans toute sa durée, c'est-à-dire depuis les débuts du Régime français jusqu'au tournant du XXIe siècle.



Survivance, histoire et mémoire du XIXe siècle canadien-français

Éric Bédard
Montréal, Boréal, 2017

Durant les années et les décennies qui ont suivi l'échec du mouvement patriote et l'adoption de l'Acte d'Union, aucun chef canadien-français ne s'est levé un matin pour annoncer les débuts de « l'hiver de la survivance », selon l'expression de Fernand Dumont. Malgré les villages brûlés et l'exil des principaux dirigeants du parti Patriote, malgré les procès truqués et les pendaisons injustifiées, la vie quotidienne de ce peuple de plus de 600 000 âmes reprenait son cours.

Ce n'est que beaucoup plus tard qu'historiens et intellectuels auront recours au concept de survivance pour résumer plus d'un siècle d'histoire. Or, si pour Lionel Groulx la survivance était en tout point admirable, car elle témoignait d'un entêtement, d'une volonté tenace de durer, certains intellectuels issus de la Révolution tranquille reprendront le concept, souvent dans le but de déprécier les acteurs et les intellectuels canadiens-français du XIXe siècle. Mais cette survivance, de quoi est-elle faite ? Comment se manifeste-t-elle concrètement ?



Dans cet essai, qu'on peut lire comme une suite des *Réformistes* (Boréal, 2009), Éric Bédard propose quatre jalons de la survivance. D'abord, on produit un récit sur soi : pour survivre, il fallait se raconter. Ensuite, on combat l'infériorité économique des Canadiens français – véritable obsession pour une partie de l'élite. Puis, on éclipse la question du régime, c'est-à-dire le type d'institutions qui régit la société autant que la décision d'exercer son droit à l'autodétermination. Enfin, on fait la promotion d'un messianisme compensatoire, de cette idée selon laquelle les Canadiens français sont investis d'une « vocation spirituelle » en Amérique.

Se réfugier dans l'imaginaire ou n'accorder d'importance qu'aux « vraies affaires », ne pas s'autoriser à mettre en cause le régime qui nous régit mais se croire plus vertueux que les autres, n'est-ce pas un peu ce à quoi ressemble le Québec d'aujourd'hui ? se demande Éric Bédard. Assistons-nous, depuis 1995, au retour de la survivance ?

... côté musées ?

Musée Pointe-à-Callière
350 Place Royale, Montréal

Passion : hockey 25 novembre 2017 au 11 mars 2018

Depuis plus de 100 ans, Montréal vibre au rythme du hockey. Saison après saison, les partisans se rassemblent dans les gradins, devant la télévision ou la radio, pour suivre les prouesses de leur club favori. Il faut dire que la ville est choyée : elle est représentée par la plus ancienne et la plus mythique équipe de la ligue, le Canadien de Montréal !



C'est aussi à Montréal qu'en novembre 1917, un groupe de propriétaires d'équipes de hockey du Québec et de l'Ontario se réunissait pour former la Ligue nationale de hockey. Il y aura également 125 ans que le gouverneur général du Canada, Lord Stanley, offrait la coupe qui allait porter son nom aux champions canadiens de hockey.

Célébrant à la fois le centenaire de la LNH, les 125 ans de la Coupe Stanley et le Canadien de Montréal, Pointe-à-Callière présentera l'hiver prochain *Passion : hockey*

Venez redécouvrir les racines populaires du hockey et renouer avec votre coeur d'enfant. Revoyez les exploits des joueurs légendaires. Gérants d'estrade, assumez le fan en vous, et venez découvrir tous les secrets du vestiaire dans cette exposition fascinante sur l'univers du hockey. Dans un parcours jalonné d'audiovisuels et d'éléments interactifs, admirez plus de 500 objets – dont des pièces d'équipement, des trophées, des photos et vidéos – qui feront revivre les exploits de nos héros et vous feront découvrir les multiples facettes de notre sport national. Une statue de cire de Maurice Richard, gracieusement prêtée par le Musée Grévin Montréal, sera aussi à l'honneur.

Musée des beaux-arts de Montréal
1380, rue Sherbrooke Ouest Montréal

Napoléon : Art et vie de cour au palais impérial 3 février au 6 mai 2018



La Maison de l'Empereur fut une institution essentielle au régime napoléonien, responsable de la vie quotidienne de la famille impériale et de l'ancien général Bonaparte devenu l'empereur Napoléon. Cette exposition majeure propose de faire revivre l'ambiance et de comprendre l'esprit de la cour de France au temps du Premier Empire. Une sélection d'oeuvres et d'objets d'art, pour la plupart jamais présentés en Amérique du Nord, révèle le rôle de la Maison dans le façonnage d'une identité monarchique pour le nouvel empereur, sa famille et son entourage.

La Maison de l'Empereur se composait de six départements, avec à leur tête un grand officier, haut dignitaire de l'Empire : grand aumônier, grand maître des cérémonies, grand maréchal du Palais, grand veneur, grand chambellan et grand écuyer étaient chacun associés à l'organisation de chaque moment du spectacle de la Cour. Plus de 250 œuvres des beaux-arts et d'arts décoratifs dialoguent au service de l'idéologie et de la propagande officielle.

L'exposition est organisée et mise en tournée par le Musée des beaux-arts de Montréal avec la participation du château de Fontainebleau et le soutien exceptionnel du Mobilier national, Paris. Après Montréal, elle sera présentée au Virginia Museum of Fine Arts de Richmond, au Nelson-Atkins Museum of Art de Kansas City, et terminera sa tournée au Musée national du château de Fontainebleau.

Musée de la civilisation
85, rue Dalhousie, Québec

De trappeurs à entrepreneurs, 4 siècles de commerce à Québec jusqu'au 28 octobre 2018

Un voyage à travers le temps pour découvrir comment la ville de Québec, depuis sa fondation jusqu'à nos jours, s'est bâtie grâce aux efforts d'entrepreneurs et de gens d'affaires qui en ont fait un pôle économique majeur. Plus de deux cents cinquante objets, provenant majoritairement de la collection du Musée de la civilisation, et plus d'une centaine de photographies illustrent l'histoire de Québec selon une approche axée sur ses secteurs d'activités économiques. La présence et l'évolution des infrastructures de transport de la ville, indissociables des activités économiques, sont soulignées. Le passé et le présent commercial de Québec sont mis en parallèle de manière à rappeler que le passé a façonné le visage de l'économie de la capitale.



L'Amérique française en BD par JOCELYN JALETTE aux éditions du Phoenix



La Nouvelle-France 1534-1763 | Le temps des républiques 1773-1830 | Les Patriotes 1832-1839 | Les Métis 1849-1894 | Le vingtième siècle 1899-1987

www.editionsduphoenix.com

Prix d'excellence de la SPHQ

1 000 $ aux élèves et enseignants en histoire

ÉLÈVES : 5 PRIX DE 100 $

Ces prix récompensent les élèves de 3e ou 4e secondaire s'étant démarqués par l'intérêt soutenu qu'ils ont démontré pour l'histoire du Québec, par leur participation active dans les cours et activités scolaires liés à l'histoire et par des résultats académiques supérieurs à la moyenne.

Sont admissibles les élèves qui ont suivi un cours d'histoire du Québec pendant l'année scolaire 2017-2018.

ENSEIGNANT : 1 PRIX DE 500 $

Ce prix vise à souligner le travail accompli par un enseignant du secondaire pour faire découvrir, connaître et aimer l'histoire du Québec.
L'enseignant doit s'être démarqué par des approches pédagogiques originales, par son dynamisme en classe et au sein de l'école ou par la conception et la publication de matériel didactique.



REMISE DES PRIX

Les prix d'excellence en histoire pour les élèves sont transmis aux écoles participantes afin qu'elles puissent les remettre aux lauréats à la fin de l'année scolaire lors de leurs soirées Méritas.

Le prix d'excellence en histoire pour l'enseignant est remis à l'automne, lors du congrès annuel de la SPHQ.

MODALITÉS

Les enseignants doivent soumettre leur candidature et celle de leur élève en envoyant par la poste le formulaire complété et les documents requis avant le **15 avril 2018**.

Les formulaires pour poser une candidature sont disponibles sur le site Internet de la SPHQ à www.sphq.quebec.

SPHQ Société des professeurs d'histoire du Québec

POSTES PUBLICATIONS
NUMÉRO DE CONVENTION : 40044834
Adresse de retour
SPHQ, CP 311, Saint-Bruno-de-Montarville
Québec, J3V 5G8



FAITES L'ÉCOLE PIÉTONNIÈRE!

DÉCOUVRIR LA CAPITALE NATIONALE

4 CIRCUITS ÉDUCATIFS GUIDÉS
DÉVELOPPÉS POUR LE SECONDAIRE



1 QUÉBEC, capitale de la Nouvelle-France

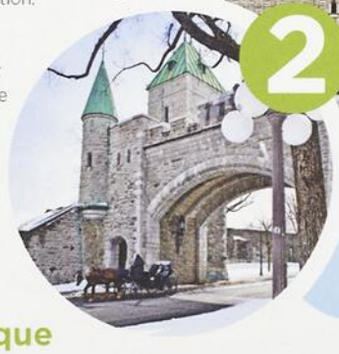
Particulièrement 3e secondaire

Partez sur les traces de la Nouvelle-France lors d'un grand jeu combinant connaissances et sens de l'observation. De la place Royale aux Nouvelles-Casernes, explorez la capitale et découvrez les personnages qui ont marqué l'histoire de Québec sous le Régime français.

3 QUÉBEC, capitale nationale

Particulièrement 4e secondaire

Entrez au cœur de la démocratie québécoise dans ce circuit sur l'histoire de la capitale depuis la Confédération. Visitez l'hôtel du Parlement et terminez votre parcours par une simulation de campagne électorale mettant à l'épreuve le sens de l'observation et l'esprit critique de vos étudiants.



2 QUÉBEC, capitale sous le drapeau britannique

Particulièrement 3e et 4e secondaires

De la place d'Armes à la porte Saint-Louis, parcourez Québec, château fort de l'empire britannique en Amérique du Nord. Revivez les événements marquants et soyez témoins de la cohabitation des cultures lors d'un grand jeu où vos élèves découvriront des personnages importants de l'époque coloniale.



4 QUÉBEC, côté fleuve

Particulièrement 3e et 4e secondaires

Devenez concepteurs d'un jour lors de ce circuit où vos élèves imagineront un projet pour célébrer le 425e anniversaire de Québec. En longeant la promenade Samuel-De Champlain, faites appel à leurs connaissances et à leur créativité pour commémorer l'importance du fleuve dans l'histoire de Québec.

Nous partageons vos **frais de TRANSPORT**

INFORMATION ET RÉSERVATION

capitale.gouv.qc.ca/decouvrir-capitale-nationale

Courriel : decouvrir@capitale.gouv.qc.ca
Téléphone : 418 646-7986 | Sans frais : 1 888 726-8080

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
Québec